3. ANNEE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE
Nº 7 - AVRIL-JUIN 1959
IO Nº 250 Frs

# PROGRAMME COMMUNISTE

#### CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

()

Notes de lecture

Vieux Marx... Jeune Amérique

Editorial	Page
Droit au travail? Pouvoir sur le capital!	8
Particularités de l'évolution historique chinois	e 13
Le rôle du parti dans la révolution russe	31
Eléments de l'économie marxiste (V)	43
Notes d'actualité	65
Aspects de la révolution africaine	
Sidérurgie, pétrole et sous développement	
Le communisme, l'URSS et la faim	
Le Congo Belge entre dans le front anti-impérialis	te

71

## EDITORIAL

Le faible courant marxiste et internationaliste d'aujourd'hui n'a pu survivre à une débâcle sans précédent du mouvement politique du prolétariat que par une lutte acharnée contre le révisionnisme auquel Staline a attaché pour toujours son nom. Et cette lutte, il l'a conduite dans des conditions rendues tragiques par le fanatisme contre-révolutionnaire sans exemple que la nouvelle révision avait développé dans les masses qui reconnaissaient celui-ci pour chef.

Parmi les camarades qui étaient déjà — et encore — sur la brèche en 1928, l'année du VI° Congrès de l'Internationale Communiste et de la grande catastrophe (la victoire de la théorie du « socialisme dans un seul pays », avec toutes ses conséquences politiques dissolvantes), combien sont morts avant d'avoir seulement pu entrevoir la fin de la sinistre influence du « communisme russe » d'après Lénine sur le mouvement prolétarien international? A ceux qui ont survécu, aux militants des générations nouvelles qu'ils ont formés, l'Histoire devait par contre réserver, vingt-huit ans plus tard, la joie indicible de voir s'ouvrir la phase ultime du cycle de dégénérescence de ce « communisme ».

Au XX° Congrès du Parti Communiste russe (de Congrès internationaux, il ne reste même plus le souvenir!) on s'aperçut, grâce au stupéfiant reniement de Staline, qu'une nouvelle génération politique régnait désormais à Moscou (ou que la direction du Parti s'adressait à une nouvelle génération), qui ne se sentait plus reliée à Octobre par aucun lien, fût-il celui de la contre-révolution; d'une génération qui, au lieu d'abdiquer devant la bourgeoisie mondiale comme l'avait fait celle de Staline, se plaçait d'emblée sur le même terrain, pour la bonne raison qu'elle n'avait jamais eu l'occasion historique de la trouver contre soi en tant que classe; bref, d'une génération devenue politiquement mûre après la liquidation de la révolution prolétarienne en Russie, c'est-à-dire dans la période d'édification capitaliste: « le terrible Staline, plaida Krouchtchev, empêchait l'affranchissement viril de ses disciples à l'âge convenable! ».

Etant donné les conditions toutes prosaïques et, pour tout dire, bourgeoises de sa formation, cette nouvelle levée ne pouvait pas faire son entrée sur la scène politique sans de gigantesques balourdises; ou alors, il lui aurait fallu renoncer à théoriser son propre petit entendement des choses, et continuer à répéter

docilement les leçons de ses aînés, appelés aujourd'hui le « groupe anti-parti ». Mais cela même était bien au-dessus de ses forces !

En retard de la tradition stalinienne elle-même (amalgame combien balourd pourtant!), comment qualifier autrement les innovations des disciples tardivement émancipés de Staline? Les purs staliniens en eurent le souffle coupé, et le diable sait pourtant par quoi ils étaient déjà passé! Quant aux révolutionnaires, quelle ne fut pas leur jubilation aux exploits de ces vieux enfants terribles qui, tout en s'accrochant à la définition de la société russe comme communiste, proclamaient tout de go ne pas comprendre pourquoi Staline avait été si cruel; pourquoi il parlait d'aggravation de la « lutte des classes en socialisme » (tiens, ils n'avaient connu le prolétariat russe qu'écrasé, eux!); pourquoi les guerres impérialistes seraient inévitables; pourquoi le socialisme ne pourrait pas coexister en bon voisin avec le capitalisme; pourquoi il ne pourrait pas l'emporter à la suite d'un choix pacifique (l'idée de l'emporter sur quelque chose dans le domaine social n'étant pas d'eux, qui réduisent tout à des « différences d'opinion »); pouquoi la voie russe de 1917 devrait s'imposer à tous les pays, et pourquoi la voie parlementaire ne vaudrait pas elle aussi; pourquoi la révolution ne pourrait pas être pacifique - et la paix de classe révolutionnaire? Bref, une kyrielle de questions telles que le marxiste le moins frivole sent l'irrésistible envie de crier : « tais-toi, gros âne ! » à celui qui les pose et qui est en effet plus âne que Staline de toute la longueur qui sépare le parvenu de la contre-révolution du contre-révolutionnaire en armes!

Les rares militants de la IIIº Internationale restés fidèles au marxisme et à la cause prolétarienne se sont souvent plaints qu'en trente ans la contre-révolution ait eu tout loisir de beaucoup rassoter leurs cadets, c'est-à-dire nous. Le XXº Congrès est venu prouver qu'elle avait rassoté bien davantage encore les contre-révolutionnaires eux-mêmes! De leur cause ou de la nôtre, laquelle y trouvera finalement son compte, c'est bien clair!

La balourdise krouchtchevienne même en matière de contre-révolution donnait donc les meilleurs espoirs pour le XXI Congrès, et ces espoirs n'ont pas été déçus. Mais on ne pouvait pas s'attendre à ce que l'Histoire nous apportât tous les trois ans des satisfactions nouvelles aussi colossales que celles de 1956: n'avait-il pas fallu trente ans d'embourgeoisement de la révolution, puis de la contre-révolution elle-même pour nous les préparer? Ce Congrès extraordinaire » n'eut donc rien que de très ordinaire politiquement, venant de la première génération sous-stalinienne. Le langage reste le même, et il continue à présenter les mêmes avantages par rapport à celui de l'ère précédente: il fait davantage plaisir aux bourgeois, et par conséquent dégoûte considérablement plus les ouvriers tentés de se rebeller contre le capitalisme.

Tout représentant d'une révolution capitaliste qu'il était, le « Moustachu » pouvait encore faire figure de chef pour des millions de travailleurs ; et, dans un certain sens, grâce à ce fait, Krouchtchev, ce n'est plus qu'un homme d'Etat qui, à la façon moderne, bavarde inconsidérément de socialisme. Voyez le XXI Congrès!

Fini, le temps des discussions « théoriques » qui, au XIX° Congrès avaient révélé si crûment et le reniement complet de l'économie marxiste par le stalinisme et la « survivance » de la capitaliste loi de la valeur dans le prétendu « socialisme » russe. Cette fois, c'est le pur empirisme qui triomphe. Il est plus révélateur encore tant par le mépris qu'il témoigne à l'égard de l'aspect doctrinal que par le tableau qu'il brosse de la réalité « soviétique » de 1959.

L'Etat de l'Union soviétique est défini par Krouchtchev comme un « puissant Etat socialiste industriel et kolkhozien ». Cela coïncide fort bien avec notre définition marxiste de l'économie sociale russe : industrialisme d'Etat — agriculture coopérative. Quant à la dynamique de cette économie, tout le bilan tracé par le Grand Secrétaire des dernières réalisations ; tous les plans d'avenir qu'il expose confirment de même notre thèse : exaltation de la production industrielle et étiolement de la production agricole ; et, à l'intérieur de la première, exaltation de la production du secteur I de Marx (moyens de production) aux dépens du secteur II (objets de consommation). Or cela, c'est la dynamique même du capitalisme. Quand Krouchtchev s'est laissé aller jusqu'à s'écrier : « Vous voyez, dès que nous avons commencé à parler de l'industrie lourde, le soleil s'est mis à briller avec éclat! Que les journalistes étrangers en témoignent! », il a imprudemment témoigné lui-même du fait qu'en U.R.S.S., l'impétueuse avance du Capital est capable de s'annexer jusqu'au lyrisme!

Mais restons-en aux chiffres prosaïques. En 1958, les «capitaux investis» (le terme lui est venu tout naturellement!) « dans l'industrie ont représenté une somme supérieure à celle de toutes les années des premier et deuxième plans quinquennaux (1928-1937) ». Cela n'infirme pas la thèse marxiste (le taux d'augmentation annuelle diminue) puisque les valeurs absolues qui correspondent à ces taux décroissants sont croissantes, elles, partout et toujours. Et cela prouve une chose: le but de l'Etat « socialiste industriel », du faux Parti communiste, c'est bien l'accumulation du capital.

Comment cela s'exprime-t-il pour l'avenir? « On envisage d'augmenter d'ici 1965 d'environ 80 % le volume global de la production industrielle par rapport à 1958. » Preuve de la prééminence capitaliste du secteur I sur le secteur II: l'augmentation sera respectivement de 85 à 88 % pour les moyens de production, mais de 62 à 65 % seulement pour les biens de consommation. Qu'on nous épargne le détail des chiffres pour les différentes industries du secteur I: nous ne sommes pas de ceux qui repèrent le socialisme à sa forte odeur de pétrole; ou le mesurent en mètres cubes de hauts fourneaux, ou le pèsent en tonnes d'acier! Mais qu'on nous permette d'ajouter que la dépression de la production d'objets de consommation relativement à l'industrie lourde verra ses effets sociaux aggravés par une répartition dont Krouchtchev n'a pas cherché à cacher le caractère de classe : « salaire stabilisé », dont salariat ! Et il n'a pas été question de renverser le rapport qui s'exprime clairement dans cet aveu : « en 1958, par rapport à 1940, les revenus réels des ouvriers et des employés ont presque doublé, tandis que les revenus réels par travailleur dans la paysannerie ont augmenté de plus de deux fois ». La raison en est claire : c'est le fondement matériel de l'alliance entre Etat industrialiste et paysannerie coopérative contre le prolétariat!

Lorsque nous disons que la répartition aggrave le traitement du prolétariat qui dérive du mode de production lui-même, nous ne nous arrêtons pas seulement au rapport entre secteur I et secteur II de la production industrielle qui trahit nettement en U.R.S.S. l'existence du capitalisme. La vision marxiste s'élargit jusqu'au rapport entre industrie et agriculture. Or, pour l'agriculture, les chiffres de Krouchtchev se font soudain beaucoup plus rares! \ Dans le passé... état grave de l'agriculture, à cette époque... dizaines de millions d'hectares de nouvelles terres défrichées à l'appel du Comité Central »: le ton devient nettement embarrassé. Tout ce que le discours nous apprend de précis est que, désormais, on préférera l'intensification de la production dans les terres déjà exploitées à l'extension de la colonisation intérieure : en dépit des fanfaronnades cela sonne comme un aveu d'échec! Les raisons de cet échec résultent clairement de toute l'attitude de l'Etat soviétique à l'égard de la question agraire, telle que Krouchtchev nous la décrit! En cinq ans, avoue-t-il, les capitaux investis par l'Etat dans l'agriculture ont atteint près de 100 milliards de roubles. Le chiffre était destiné à impressionner, mais raisonnons! Cela fait 20 milliards par an : contre combien à l'industrie ? eh bien si l'on prend le chiffre global des investissements que Krouchtchev cite pour 1958 : 235 milliards, on voit que la sollicitude de l'Etat « socialiste-industriel » pour l'agriculture (c'est-à-dire pour le pain et le bifteck du prolétaire, sinon pour les agriculteurs) n'atteignait même pas les 10 % de sa passion industrialiste! Indice chiffré d'anti-socialisme, après lequel les envolées lyriques sur la planète artificielle que « porte dans les espaces infinis de l'univers une flamme aux armoiries de l'Union soviétiques » laissent froid : ô Chevalier de la Triste Figure!

Le même déséquilibre se retrouve sur la « carte économique des régions orientales » que Krouchtchev a dessinée devant ses auditeurs, anticipant sur des transformations qu'il reste au plan septennal à réaliser. Au-delà des Monts Oural, dans la région la plus froide, la plus désolée, la plus inhumaine, ce curieux « socialisme » a l'intention d'implanter toute une armée industrielle, si l'on juge par les pourcentages considérables de la production globale qu'elle devrait fournir en 1965 : la moitié du charbon ; les 48 % de l'acier ; les 88 % de l'aluminium, etc., etc. L'objection est grave. Serait-ce pour la prévenir que le secrétairissime s'est mis à bavarder « d'automatisation complète de toutes les branches de l'économie nationale »... pour l'avenir? Ou bien le « citoyen » qu'on nous dit prendre tant à cœur l' « édification du communisme » dans la Russie d'Europe se met-il à douter quand on l'envoie dans la vallée de l'Ienissei?

Quoi qu'il en soit, Krouchtchev passe rapidement sur la « création d'une base céréalière à l'Est »: la solution à laquelle on se tiendra, répétons-le, est en effet « d'étendre la capacité de production des terres cultivées de l'Ouest ». Ils vont se nourrir de boîtes de conserves, à l'américaine, les pionniers de la future Grande Industrie Socialiste de Sibérie (pour laquelle le soleil ne luira guère...)?

La politique marxiste dans la question agraire se résume tout entière dans la formule : suppression de l'opposition entre la ville et la campagne, au sens économique, social et partant culturel.

- 4 -

Celle de l'Etat industriel non-socialiste, elle, se résume dans le vœu absurde de Krouchtchev: « Il faut accroître considérablement la production globale tout en diminuant considérablement les dépenses de main-d'œuvre et de capitaux ». Eternelles « quadratures du cercle » des chefs de gouvernement qui s'adressent par-dessus leur parti... au corps électoral!

L'Etat industrialiste suit la logique économique du capitalisme en laissant l'agriculture trottiner tandis que l'industrie galope. Mais — seconde de nos thèses — c'est parce qu'il en suit aussi la logique politique en abandonnant les campagnes à... l' « initiative privée ». Quand Lénine disait que si la révolution prolétarienne de Russie ne s'étendrait pas à l'Europe, elle serait étranglée par la pieuvre petite-bourgeoise des campagnes, il prévoyait... l'ère krouchtchevienne! Au XXI Congrès, la démission de l'Etat industrialiste face à la pieuvre petite-bourgeoise kolkhosienne.

Sa tâche à l'égard des kolkhozes? Les aider à... « dresser des plans ». Quelle « intervention despotique dans le corps de la vieille économie » ! (Manifeste communiste). On a avoué que le « principe de l'intéressement matériel de tous les travailleurs des campagnes à l'accroissement de la productivité avait été rétabli ». En termes marxistes, cela signifie remise complète du profit d'entreprise au kolkhoze, c'est-à-dire libération du capitalisme à la campagne. Il paraît que le Parti a fourni « un grand travail politique et d'organisation » pour ce brillant résultat. Nous qui croyions, avec Lénine, que tout le « Grand travail » (la lutte !) serait au contraire d'amener les paysans à travailler suivant un plan et un règlement communs avec les ouvriers au sein d'une économie où le profit aurait cessé d'être le but : ânes que nous étions !

Enfin, pour couronner le tout : « On envisage de traiter une partie importante des matières premières agricoles EN DEHORS des entreprises de l'État. Pour cela, il faudrait que les kolkhozes, les sovkhozes et les coopératives de sonsommation développent LA CONSTRUCTION D'ENTREPRISES pour....» (suit toute une énumération de menues industries alimentaires, de la boulangerie et la charcuterie à l'industrie des conserves de légumes et de fruits). Ainsi, non content de remettre en propriété aux kolkhozes les machines agricoles des S.M.T., l'Etat industrialiste les INCITE à étendre leur initiative privée à l'industrie alimentaire ! Et il s'abandonne à des rêves à la Perrette pour le compte du kolkhozien : « La production marchande et les revenus des kolhozes augmentant, il faut s'orienter plus résolument vers la mise en commun des moyens financiers de plusieurs kolkhozes pour bâtir des USINES DE CONSERVES, etc., etc., PLUS GRANDES ET MIEUX EQUIPEES ». Pour quand la United Fruit C° kolkhozienne russe ? Et comment les théoriciens de « l'économie bureaucratique intégrée » ont-ils pris la nouvelle ?

« Dans notre pays — a avoué imprudemment Krouchtchev — les accumulations intérieures (c'est-à-dire par entreprises — N.D.R.) sont la source des accumulations pour la reproduction élargie » (c'est-à-dire du financement d'Etat du plan).

Dans son pays! M. Mac Millan qui l'a si chaudement félicité d'avoir « des lumières de tout » ne s'est pas avisé de ce trait « d'ignorance » : dans tout capitalisme le profit d'entreprise est le principe des principes, sur lequel repose

le despotisme de fabrique. Ce que beaucoup de gens ignorent, par contre, c'est que le principe n'avait rien perdu de sa rigueur sous l'Etat « socialiste industriel ». En voulant insinuer que « son pays » avait un régime spécial, M. Krouchtchev les aura au contraire détrompés!

« Aujourd'hui, au moment où chaque pour cent de réduction des frais de production s'exprime par un chiffre colossal, qui dépasse actuellement 12 milliards de roubles » (plus que l'investissement annuel dans l'agriculture! Et puisqu'on ne prévoit pas de l'augmenter, personne ne pourra prétendre que ces économies visent... l'amélioration de l'élément-base du standard de vie ouvrier : l'alimentation!) « et qui équivaudra à 21 milliards de roubles par an à la fin du septennat, la lutte pour la réduction des prix de revient, pour l'application d'un régime d'économies, acquiert une importance particulièrement grande ». Les armes de cette lutte? L'augmentation de la responsabilité des dirigeants! Le renforcement de l'autonomie financière des entreprises industrielles! Tout y est : non seulement le principe capitaliste, mais jusqu'aux formes classiques du capitalisme!

\*

Tout cela n'a pas empêché le désinvolte Nikita de proclamer l'ouverture d'une « phase historique nouvelle » en U.R.S.S. : celle de l'édification intense de la société communiste. Pauvre Staline! A côté des héros de la nouvelle génération, il n'aurait donc été qu'un édificateur mou et lent du communisme ? Beau communisme qui a encore, de l'aveu même des congressistes, à se poser des problèmes tels que la lutte contre la faim, contre le taudis, contre l'alcoolisme, contre la dépravation de la jeunesse et l'assujettissement de la femme au déprimant artisanat familial! Beau communisme qui ne promet aux ouvriers le raccourcissement de la journée de travail que pour exiger avec plus de force l'intensification de la production horaire. Înutile de s'y arrêter : ce ne sont là que les effets sociaux inévitables de la dynamique capitaliste à laquelle, nous l'avons vu. l'économie et la société russes obéissent tout comme le reste du monde civilisé. Si donc le communisme dort encore dans les entrailles de l'avenir, il faut reconnaître à la distinction que Krouchtchev établit implicitement entre l'ère stalinienne et la sienne une certaine justification historique : aujourd'hui que chaque pourcentage d'augmentation de la production correspond à des valeurs croissantes, la marche du Capital se fait toujours plus impétueuse. Celle-ci s'est partout et toujours accompagnée d'une augmentation du « bien-être du peuple », dans le strict sens d'une consommation historiquement croissante de marchandises; « le pays » de M. Krouchtchev ne fait pas en ceci exception, et il n'y a pas à déranger le Communisme pour expliquer ni ce fait, ni celui que ce « bien-être » est posé comme le but par le parti gouvernemental russe; que prétendent d'autre les apologistes de « l'american way of life »? et les économistes yankee du Welfare? Et le fait que les Russes prennent la très capitaliste Amérique pour modèle de toutes leurs réalisations à venir ne prouve-t-il pas déjà, à lui seul, que l'idéal est le même?

Cette marche impétueuse du Capital dans l'U.R.S.S. d'après-guerre a commencé par balayer tout ce qui restait de reminiscences marxistes dans les formulations du Parti : or sans elles, quelle apparence de justification reste-t-il

à sa prétention de gérer une économie socialiste et, pis, à guider le mouvement prolétarien mondial? Suffit-il de s'accrocher à la dernière : l'existence du socialisme en Russie, pour masquer l'œuvre destructrice de l'Histoire ellemême à l'égard de toutes les autres?

La politique définie au XXI° Congrès, qui réaffirme avec plus de netteté encore les principes posés il y a trois ans au scandaleux XX° Congrès, se résume toute en un mot : DEMISSION!

Démission devant le principal bastion de la conservation bourgeoise : les U.S.A. : « Si vous y tenez, nous vous reconnaîtrons comme les vainqueurs de la guerre froide, mais mettez-y fin! » Aveu fatal, mais prière combien vaine!

Démission devant la seconde grande force du camp de l'opportunisme ouvrier : la social-démocratie, dont la majorité a été proclamée « saine » et avec laquelle les Partis communistes furent invités à instaurer une table ronde permanente!

Démission, oui! Mais puisque le progrès capitaliste n'est pas harmonieuse augmentation du « bien-être du peuple », mais exaspération des contradictions de classe, des antagonismes entre les Etats, elle ne peut pas signifier abandon de la cause de l' « Etat industriel et kolkhozien » face à celle des Etats rivaux, et encore moins face au prolétariat révolutionnaire! Cette cause, en dépit du pacifisme affiché, la génération post-stalinienne la défend en construisant des fusées et des bombes qu'elle déroberait plus facilement aux regards des espions étrangers qu'à ceux de la critique marxiste! Contre le prolétariat, elle la défendra, le moment venu, par tous les moyens de répression d'un Etat moderne déjà appliqués à la révolte hongroise!

La démission concerne exclusivement le rôle de force particulière de l'opportunisme contre-révolutionnaire que le stalinisme a joué pendant trente ans avec tant d'efficacité. C'est « l'édification intense » du capitalisme en Russie qui l'a arrachée à nos ennemis, aux ennemis du prolétariat. Qu'ils fondent sur ses chiffres de production leur bilan de victoire! C'est sur cette démission que nous, marxistes, nous fondons le nôtre! Cela fait plus de trente ans que nous l'attendions avec confiance. Elle est venue, sonnant l'heure de la reconstitution du Parti mondial du véritable Communisme!

Ce n'est que là en le travail salarié forme la base de la production marchande que celle-ci non seulement s'impose à la société, mais fait, pour la première fois, jouer tous ses ressorts. Prétendre que l'intervention du travail salarié la fausse revient à dire que, pour rester pure, la production marchande doit s'abstenir de se développer. A mesure qu'elle se métamorphose en production capitaliste, ses lois de propriété se changent nécessairement en lois de l'appropriation capitalistes. QUELLE ILLUSION DONC QUE CELLE DE CERTAINES ECOLES SOCIALISTES QUI S'IMAGINENT POUYOIR BRISER LE REGIME DU CAPITAL EN LUI APPLIQUANT LES LOIS ETERNELLES DE LA PRODUCTION MARCHANDE.

(K. MARX: "LE CAPITAL", Livre fer, Tome III, page 27, Editions Sociales.)

### DROIT AU TRAVAIL? POUVOIR SUR LE CAPITAL!

Il a suffi que la récession frôle l'Europe occidentale du bout de l'aile pour que la société, abîmée dans l'euphorie productive et la collaboration de classes, en soit toute secouée. Assoupies à la faveur de l'immobilité rassurante du prolétariat, les vieilles terreurs bourgeoises se réveillent déjà...

De la belle Florence au noir pays borain, en passant par Fives-Lille, orgueil de l'expansion française d'après-guerre, le même phénomène s'est produit, attestant en même temps que l'universalité des contradictions capitalistes, l'universalité de la lutte de classe, par-dessus les frontières; et ce phénomène préfigure avec une admirable netteté l'avenir, qui n'est pas la progression harmonieuse et illimitée du Capital, mais la crise; qui n'est pas l'entente pacifique des classes, mais la guerre sociale à mort. Et cela, seuls les contre-révolutionnaires, ou même seulement des tenants inavoués, spontanés du régime bourgeois le déplorent!

Manifestations d'ouvriers en chômage. Grèves de solidarité des travailleurs de la même catégorie encore au travail. Extension de l'agitation à d'autres catégories. Enfin. jusqu'à l'appui de non-salariés. Tel fut dans les trois cas le schéma. La tendance à l'universalisation de la lutte, essentielle aux yeux du révolutionnaire, ne fut qu'à peine ébauchée dans les deux premiers. Par contre, elle se dessina nettement en Belgique, du fait qu'en dehors des mineurs qui donnèrent l'impulsion au mouvement, c'était 15% des travailleurs de l'économie nationale qui se travaille qui propageant de bassins en bassins, mais débordant aussi les limites de l'industrie houillère, la grande grève de Belgique a tendu sans aucun doute à revêtir les deux caractéristiques qui, aux yeux du marxiste, distinguent une lutte de classe d'un simple mouvement salarial : une extension nationale et un caractère politique. Malgré la confusion régnante, on ne peut en effet guère dénier celui-ci au mouvement belge : en menaçant de marcher sur Bruxelles, les mineurs du Borinage n'étaient certainement pas prêts à renverser le gouvernement bourgeois; mais ils entendaient déjà porter leur protestation de classe jusque dans le Saint des Saints du capitalisme : le Parlement. Scandale politique que les chefs traîtres, manifestement débordés par le mouvement, ont tout mis en œuvre pour éviter!

Pourtant, en regard des millions d'heures de travail salarié dévorés bon an mal an par le Capital et que celui-ci réalise en milliards de profits, qu'était-ce que ces "quarante jours de production normale" dormant dans le charbon invendable entassé sur le carreau des mines qui déchaînèrent la tempête? Si, en réponse à une crise en fin de compte aussi limitée, le prolétariat a été capable de déclencher le plus puissant mouvement gréviste de l'après-guerre dans nos pays; si, pour 7.000 esclaves du Capital sacrifiés à la Productivité (les licenciements des mineurs répondaient à tout un "plan d'assainissement" comportant la fermeture de puits non rentables), 140.000 travailleurs se sont levés en quelques jours, que n'a pas à redouter la bourgeoisie d'une crise plus ample, de la crise générale qu'elle ne saurait indéfiniment conjurer?

Elle le sait si bien qu'elle n'avait pas attendu l'alarme propagée de l'Arno à la Campine pour proclamer: sans expansion, point de salut! Et la lutte prolétarienne ne peut que la pousser à coups de fouet redoublés dans cette voie! Si "la simple possibilité d'agrandir le domaine de sa production se transforme pour le capitaliste isolé en une loi tout aussi impérative" (Engels) du fait de la concurrence, il en va de même pour l'ensemble de la classe capitaliste, du fait de la lutte de classes. L'inquiétude de la Bourgeoisie face aux récents épisodes de cette lutte est encore loin d'avoir tourné à la panique: la seule raison en est qu'en dépit de la récession actuelle, elle compte fermement sur un nouyeau boom. C'est bien la conviction qui s'exprimait récemment dans l'interview accordée par le très représentatif "européen" Jean Monnet aux U.S. News: "grâce au

Marché Commun", l'Europe allait "doubler la production en quinze ans... prêter aux pays sous-développés... les aider à augmenter leur production"; bref, exploiter à fond la force de travail, puisque c'est là le contenu social le plus clair du "plein-emploi". Khrouchtchevisme? Non, tout simplement langage de l'affairisme mondial, et plus encore langage de classe du capitalisme qui sait ne pouvoir fuir l'implacable menace révolutionnaire que par l'intensification de la production et du commerce, qui pourtant la conduit sûrement à l'abîme.

L'expansion! Jamais elle n'a été plus à l'ordre du jour que depuis les épisodes de Florence, de Fives-Lille et de Belgique! Gouvernementaux et anti-gouvernementaux, "européens" et "anti-européens", tous les courants de la politique bourgeoise et de l' "immédiatisme" ouvrier se réconcilient en elle, par terreur que si elle venait à manquer, le front uni des classes, un instant ébranlé, ne vînt à se fissurer sérieusement et enfin à se rompre!

L'expansion? Les révolutionnaires se reconnaissent à une chose : ils regrettent de ne pouvoir en annoncer le ralentissement proche! Ils en souhaitent de toutes leurs forces la banqueroute! Surtout, ils la prédisent au prolétariat comme une échéance inéluctable, à laquelle on répond non pas en revendiquant le plein-emploi, mais en déchaînant la révolution politique et sociale.

۸

Pour l'heure, on en est à la récession. Aussi le problème était-il pour la bourgeoisie de l'Ouest — celle de Belgique surtout — de déclencher au plus vite les mécanismes longtemps préparés à l'avance d'assurance-mutuelle-européenne-contre-les-risques-de-la lutte-de-classe. Tel est le sens des déplacements de cette Haute-Autorité ambulatoire de la C.E.C.A. (symbole risible d'une Europe capitaliste qui court péniblement après l'unité!) qui s'en est allée consulter en catimini les gouvernements nationaux sur l'opportunité d'accorder aux mineurs touchés par le "plan d'assainissement" le subside qui leur permettrait d'attendre docilement la "reconversion". La réponse ne pouvait faire de doute! Cette fois, c'est aux patrons des houillères belges (et, avec eux, à toute la bourgeoisie de ce pays) que le Fonds social européen sauvera la mise en les aidant à assurer 90 % de leur salaire aux mineurs licenciés. La décision n'aura pas manqué de poids pour le "rétablissement de l'ordre"; mais elle met du même coup en lumière la profonde signification de classe de la revendication commune aux trois mouvements d'Italie, de France et de Belgique.

Sans commune mesure quant à l'ampleur, ces agitations ont eu toutes trois le mérite de relancer à la face du Capital, dès les premiers signes de la récession, la vieille revendication ingénue du DROIT AU TRAVAIL. Mérite incontestable, car toute entachée qu'elle soit d'illusions, celle-ci s'est toujours opposée au DROIT A L'ASSISTANCE reconnu par toute la société officielle ("Quel est l'Etat moderne qui ne nourrit pas ses pauvres?", demandait Engels dès 1891) comme les ouvriers s'opposent aux bourgeois. Cette fois encore, les travailleurs ont réclamé "du travail, et non l'aumône!". L'aumône finalement accordée par le gouvernement national et la C.E.C.A. ne saurait donc dispenser longtemps la bourgeoisie de rendre le travail. C'est une chose qu'elle s'est fait fort de réaliser d'ici le le janvier 1960: les capitalistes qui ont "généreusement" répondu à l'appel du gouvernement belge d'investir dans le Borinage ont seulement posé comme condition le retour à l'ordre. C'est une chose qu'elle réalisera peut-être cette fois, grâce en particulier aux milliards "européens" prévus pour la relance économique des pays membres en difficulté. Mais c'est justement la chose impossible dans une crise sérieuse. Laissons la parole au vieux Marx:

Le droit au travail est au sens bourgeois un contresens, un désir vain et pitoyable; mais derrière le droit au travail, il y a le pouvoir sur le capital; derrière le pouvoir sur le capital, l'appropriation des moyens de production, leur subordination à la classe ouvrière associée, c'est-à-dire la suppression du salariat, du capital et de leurs relations réciproques.

Qu'on nous pardonne d'invoquer la pensée de révolutionnaires "morts depuis si longtemps!": c'est le seul recours quand les chefs "ouvriers" tombent si bas que pour eux (voyez les socialistes belges!) le droit au travail s'allie avec le plus profond respect pour l'État, c'est-à-dire pour la dictature du capital, si bien que dans leur bouche, la

vieille revendication ingénue sonne non plus comme POUVOIR PROLETARIEN SUR LE CAPITAL, mais comme IMPOSSIBILITE DE VIVRE SANS LE CAPITAL!

Au reste, dès les premiers licenciements, du fouqueux archevêque florentin aux pesants députés du P.S.B., en passant par le prélet de la République gaulliste et quelques prélats français éclairés, ce ne fut qu'un cri à l'adresse des entrepreneurs : "Vous n'avez pas le droit de priver d'honnêtes travailleurs de leur gagne-pain en plein hiver! Vous n'avez pas le droit de penser à vos seuls intérêts égoistes! Vous avez une mission sociale, et le gouvernement ne devrait pas vous permettre d'y manquer!" Ressentant l'insuffisance du bourgeois "droit à l'assistance", la société officielle annexait-elle donc le prolétariat "droit au travail"? Mais qu'est-ce que la société officielle sans les capitalistes? Or les entrepreneurs visés freinèrent ces représentants officiels de leur société dans leur élan "progressif" par cette simple réponse : "Nous sommes les premiers navrés! Mais nous, nous produisons des marchandises, après tout! Si elles ne se vendent pas, nous sommes bien obligés d'arrêter les frais! Que le gouvernement, que les institutions européennes nous viennent en aide!" (En Belgique, ils n'allaient pas se vanter d'avoir filouté l'"aide" allouée par le gouvernement et la Haute-Autorité, ces 60 milliards de francs français qui devaient servir à créer des industries nouvelles qui auraient réembauchés les travailleurs, mais qu'ils employèrent à abaisser leurs prix de revient sans se reconvertir ("après moi, le déluge!") en dépit des objurgations de Luxemboura.)

Le réjouissant, le révélateur dialogue entre le bourgeois réel et l'idéologue bourgeois ouvert ou camouflé! En réalité, cette dispute (qui avait la sincérité de la peur de tous les curés, hauts-fonctionnaires ou chefs ouvriers renégats devant la révolte ouvrière reflète fidèlement la contradiction dominante du mode de production capitaliste que le marxisme définissait, il y a déjà cent ans, comme "contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste".

Affolés par son éclatement qu'ils sentent menacer leur société, que font les "idéologues", quand ils rappellent aux capitalistes leurs "responsabilités"? Rien d'autre que d'invoquer le caractère social de la production moderne. Réalité indéniable, et qui apparaît déjà dans le simple fait que celle-ci a besoin, pour fonctionner, de ces multitudes qu'ils voyaient avec inquiétude descendre dans la rue!

Et que font, de leur côté, les capitalistes quand ils opposent à leurs critiques très moraux la prosaîque nécessité de "vendre pour pouvoir produire"? Rien d'autre qu'invoquer le mode d'appropriation! Réalité tout aussi indéniable! Mais le mode d'appropriation, qu'est-ce donc d'autre que leur propre existence en tant que classe? Alors, qui des deux est le plus trompeur? Le chrétien prêcheur et le réformiste haut en gueule qui demandent aux exploiteurs de respecter le "droit au travail", applicable seulement dans une économie ignorant l'appropriation capitaliste, où le problème ne se poserait même plus? Ou le bourgeois qui reconnaît sans détours (la pressante nécessité l'y pousse!) qu'il ne saurait s'abstenir de violer le droit au travail sans se supprimer lui-même comme classe? La première attitude, en accusant les personnes, sauve le système! La seconde, en absolvant les personnes, condamne implicitement le système. Donc: vive la franchise cynique du bourgeois! A bas l'idéologie, qui ne fait que tout embrouiller!

•

La seule solution possible de cette contradiction qui inspire tous leurs discours, aux uns et aux autres, c'est le socialisme scientifique, le marxisme révolutionnaire qui l'a formulée dans son programme indestructible. Elle est parfaitement cohérente avec l'interprétation que nous venons de voir Marx donner à la revendication ouvrière du droit au travail:

Cette solution peut consister seulement dans le fait que la nature sociale des forces productives modernes est effectivement reconnue; que donc le mode de production, d'appropriation et d'échange est mis en harmonie avec le caractère social des moyens de production. Et cela ne peut se productive que si la société prend possession ouvertement et sans détours des forces productives qui sont devenues trop grandes pour toute autre direction que la sienne.

Si tous les nouveaux partisans suspects du "droit au travail" que les luttes de Florence. Fives-Lille et de la Belgique ont suscités dans le camp capitaliste pouvaient

répondre en employant la même terminologie que nous, ils diraient sans aucun doute : c'est bien ce qui se réalise, justement, quand l'Etat prend en mains la production!

Ce mensonge qui est, à l'origine, le fait de la révision opportune du programme communiste, sert de plus en plus à une foule de courants qui n'ont rien eu à réviser, pour cette bonne raison qu'ils ont toujours vomi le communisme. Et tous en chœur, des sociaux-démocrates aux chrétiens, des syndicalistes aux libéraux, ils s'écrient : "Socialisons le Capital! Assurons le Droit au Travail!"

La liquidation de l'agitation ouvrière en Belgique (fait accompli désormais) par les accords tripartites du gouvernement, des patrons et des syndicats, illustre admirablement cette convergence universelle dans la mystification des travailleurs. Naivement, un journal de la grande presse, "France-Observateur", s'extasiait naguère sur l'habileté de manœuvre politique de M. Eyskens, ministre belge des Affaires économiques, sauf erreur. Pourquoi ? Parce qu'il avait "admis avec les syndicats que l'initiative privée s'était montrée incapable de moderniser l'industrie belge" (en réalité, c'est plutôt l'Etat capitaliste qui s'est montré incapable d'empêcher l'"initiative privée" de l'escroquer, phénomène banal, même à l'Est!). Parce qu'il avait "repris en gros les thèses syndicales réclamant la coordination des investissements, la création d'un organe de planification ou de programmation de l'économie, le développement de sociétés mixtes pour la résorption du chômage structural (quel jargon!) dans les régions en déclin ou sous-développées". Et enfin, parce qu'il avait "accepté le principe d'une réforme de structure des charbonnages belges, prévoyant la création d'un organisme national de contrôle paritaire entre patrons et ouvriers. Tiens! tout ce qui, depuis des décades, assure au Capital la survie! Mérite politique de M. Eyskens ou démérite ineffaçable des syndicats de collaboration de classe? Où est le "coup de théâtre" que les interlocuteurs de M. Eyskens y ont, paraît-il, vu? N'est-ce pas une pratique bien établie dans la vie politique et sociale de notre ère de décadence que la bourgeoisie reprenne leurs "thèses" aux organisations ouvrières corrompues, tant que celles-ci s'inspirent de l'idéologie bourgoise la plus caractérisée? Et qu'est-ce qu'un M. Eyskens, à côté de Khrouchtchev, en fait d'habileté manœuvrière de cette sorte-là?

Il n'y a pas plus là de "manœuvre" de l'ennemi de classe qu'il n'y a de "tactique" à nous, quand des chefs dégénérés promettent de "socialiser" le capital à la barbe des bourgeois et d'assurer le droit au travail sans révolution. Il y a seulement toute la classe capitaliste, ses représentants politiques légitimes et ses complices de l'autre camp, emportés ensemble dans un mouvement historique qui remonte à la fin du XIX\* siècle, et que le marxisme a jugé dans ces termes, qu'on ne jettera jamais assez à la figure des capitalistes "progressistes" et des chefs ouvriers en pleine reculade doctrinale et pratique, eux!:

 Ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat « ne supprime la qualité de Capital des forces productives » [c'est-à-dire, pour reprendre les termes de la citation précédente, ne supprime la contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste]. « Pour les sociétés par actions, c'est évident Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production bourgeoise » [dont le "Manifeste Communiste" nous dit que l'essentielle est le salariat, qui répond du principe marchand de la production, et qui ne peut donc, de toute évidence, subsister qu'autant que la production reste production de marchandises] « contre les empiète-« ments venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en « soit la forme » [6 "démocraties populaires"!] « est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée » [en idée ! car en fait son "collectivisme" est toujours battu en brèche par la concurrence des entrepreneurs capitalistes entre eux, et par leurs filoutages à l'égard de leur propre Etat]. « Plus il fait « passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif « en fait » [en fait, donc, l'absence de plan tend à disparaître; mais même arrivé à ce point, le "collectivisme" capitaliste s'arrête... là où commence le prolétariat!], « plus « il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire porté à son comble.

En trois mots, la nationalisation par l'Etat capitaliste (serait-elle même totale, chose qui n'est pas encore à l'ordre du jour en Belgique!) n'est pas la "reconnaissance effective de la nature sociale des forces de production moderne". Comment donc la nationalisation

pourrait-elle retirer à la revendication du DROIT AU TRAVAIL son caractère de "contresens, de désir vain et pitoyable"? Mais du même coup, comment pourrait-elle empêcher que ce soit le POUVOIR SUR LE CAPITAL, c'est-à-dire la REVOLUTION POLITIQUE ET SOCIALE DU PROLETARIAT qui menaçât derrière la maladroite formule? La nationalisation fait-elle renoncer la bourgeoisie à l'expansion? La fait-elle renoncer à la mécamisation ? Or l'effet du machinisme (et de l'abandon des vieilles sources d'énergie pour d'autres, par exemple pour l'atome tant vanté!) n'est-il pas d'évincer des masses de travailleurs de la production? Y eut-il jamais, en régime capitaliste, des "expansions" qui n'aient suscité aucune résistance — en premier lieu celle d'un marché moins extensible que la production elle-même — et qui ne se soient transformées en crises, à échéance plus ou moins lointaine?

٠

Pour que l'enchaînement entre l'humble droit au travail et la prise du pouvoir politique par le prolétariat passe de l'admirable raisonnement doctrinal marxiste dans la réalité de la lutte sociale, il faudra de longs et douloureux bouleversements dont, en dépit de toute sa puissance, la grève belge ne nous a donné qu'une image étriquée. En réponse à ces bouleversements, il faut que le prolétariat reconstitue son parti de classe; en d'autres termes, qu'il retourne au programme communiste originel. C'est là l'exigence majeure pour que les luttes que ne manqueront pas de susciter les à-coups inévitables de l'expansion capitaliste en cours et les effets sociaux funestes de la "révolution énergétique" qu'on nous annonce, aboutissent à la REVOLUTION libératrice, au lieu d'être noyées par une nouvelle vague de PROGRES CAPITALISTE qui ne manquerait pas de se conclure par la collision armée des expansionnistes!

Sur le plan politique, cette exigence de reconstitution du Parti de classe ne peut être satisfaite qu'à une condition: que les ouvriers cessent (contrairement aux invitations de "socialistes" et de "communistes" renégats) de rechercher la "protection" du bon vieil Etat capitaliste national contre toutes les Hautes-Autorités supranationales qui ne manqueront pas de se multiplier à l'avenir, dans le cadre de la Petite Europe ou dans un cadre plus vaste. Autrement, jamais l'Internationale ne pourrait renaître. Or c'est la seule force capable de briser la défense collective que les bourgeoisies tentent d'organiser dans leurs institutions assistentielles et répressives européennes.

Sur le plan social, elle ne peut l'être que si, au lieu de défendre les "entreprises marginales" (les pires quant aux conditions de travail); au lieu de défendre les formes de travail ayant les effets les plus destructeurs sur les travailleurs, tel le travail des mines, les ouvriers engagent la lutte pour le Communisme. Quelle honte, pour les "socialistes" belges, qu'il ait fallu un vulgaire bourgeois, un M. Eyskens, pour leur rappeler que la mine de charbon n'était pas précisément un sanatorium, alors qu'ils se lamentaient sur la disparition du typique "paysage industriel" borain! Et quelle colère pour les ouvriers révolutionnaires qu'ils aient ainsi donné à ce porte-parole du Capital l'occasion de prétendre que la révolution technique capitaliste visait la suppression des secteurs de production où le travailleur est le plus astreint et le plus avili, alors que seul le Communisme a le droit de revendiquer ce but!

Nous, marxistes, nous n'avons pas de doute que le Parti de classe ne parvienne finalement à se reconstituer; que des masses croissantes ne reprennent finalement le chemin de cette lutte, la seule libératrice. Car, en dérision aux prétentions bourgeoises les plus récentes d'annexer la revendication ouvrière du DROIT AU TRAVAIL, ce sont les propres paroles du "Manifeste Communiste" qui ont retenti derrière les dernières agitations sociales:

La bourgeoisie « ne peut plus régner parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence « de son esclave dans le cadre de son esclavage parce qu'elle est obligée de le laisser « déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui ».

En dépit du peu de gravité de la crise actuelle, les épisodes de Florence, de Fives-Lille et de Belgique se sont conclus par la victoire du bourgeois "droit à l'assistance" sur le prolétarien "droit au travail"! Cette utopie a donc encore moins de chance de se réaliser dans une crise sérieuse. C'est bien pourquoi la révolution sociale, finalement, vaincra!

#### PARTICULARITÉS

# DE L'ÉVOLUTION HISTORIQUE CHINOISE

Afin de jeter les bases organiques d'une étude du "phénomène chinois", nous croyons utile de fournir un ensemble de données historiques fondamentales sur les particularités de l'évolution chinoise qui ont un poids direct et immédiat sur les problèmes actuels.

#### CONTINUITÉ ETHNIQUE DE L'ÉTAT.

En Europe, l'État n'a conservé, au travers du bouleversement révolutionnaire de ses formes, qu'une même base raciale. Depuis la préhistoire, le continent a appartenu au même rameau indo-européen, dont la prépondérance ne fut jamais entamée par les incursions dévastatrices d'hommes appartenant à des races extra-européennes, comme les Mongols, les Arabes, les Turcs. Mais la continuité raciale de l'Etat ne s'y accompagne pas d'une continuité nationale. En fait, nous voyons alterner diverses nations dans les mêmes lieux géographiques. Des peuples nomades chassent les populations autochtones de leurs territoires, ou bien encore les absorbent; par la suite, d'autres nations conquérantes envahissent les anciens envahisseurs et un nouvel Etat s'élève sur les ruines de l'Etat vaincu. C'est dire que l'Etat change à la fois de forme politique et de contenu ethnique, quand ce ne sont pas les rapports de production eux-mêmes qui changent. La défaite et la destruction physique de la nation — qui disparaît en cédant son territoire aux vainqueurs — se produit alternativement dans chaque secteur géographique du continent ; mais, malgré la superposition des différentes dominations. l'élément racial reste le même. Les nations naissent et périssent, la race demeure.

L'histoire des Amériques est encore plus violente. Sur ce continent, la continuité raciale de l'État fut violemment brisée par l'invasion des "conquistadors" espagnols, qui abattirent définitivement les monarchies théocratiques pré-colombiennes. Depuis lors le pouvoir politique est passé aux mains de la race conquérante. La défaite de la nation coıncidait avec la défaite, totale et irrémédiable, de la race. L'Afrique et même l'Asie — si l'on excepte l'Extrême-Orient — représentent un cas intermédiaire. A l'époque des invasions barbares et à l'époque plus récente de la colonisation européenne, nous assistons à l'écroulement des bases nationales et raciales de l'Etat. On sait qu'en Afrique (et non pas seulement sur sa façade méditerranéenne) l'État, en tant que fruit de la division de la société en classes, existait depuis l'Antiquité classique. Mais, contrairement à ce qui se produisit pour les races autochtones des deux Amériques, l'Asie et l'Afrique sont en train d'être reconquises par les races que la domination coloniale chassa de l'État.

La Chine est le seul cas historique où la zone géographique, la race, la nation et l'Etat ont coıncidés de la préhistoire à nos jours, pendant plusieurs millénaires. Il n'existe pas, en fait, d'autre exemple d'un édifice étatique qui, malgré de profonds bouleversements internes et des invasions de peuples étrangers, ait conservé la base territoriale, nationale et raciale sur laquelle il s'était élevé à l'origine. La nation

chinoise n'a jamais changé de demeure au cours de son existence plurimillénaire : les dynasties étrangères — mongoles et mandchoues — ne réussirent qu'à s'emparer d'une manière transitoire des sommets de l'Etat. Chaque fois, l'immense océan physiologique de la nation a englouti ses hôtes gênants, qui disparurent sans réussir à altérer les traits distinctifs — physiques et culturels — du peuple envahi.

La stabilité ininterrompue de la nation chinoise s'explique sans que l'on ait recours le moins du monde à la mythologie héroïque des souverains et des demidieux qui dicteraient leur foi au peuple qui les adore. Les facteurs essentiels de la sédentarité extraordinaire de la nation chinoise sont au nombre de deux. Le premier est d'ordre géologique : c'est l'extrême fertilité de la plaine chinoise. Comme pour la Mésopotamie ou le bassin du Gange, la puissante civilisation agraire chinoise plante ses racines dans les formations géologiques du continent asiatique. Les Chinois, peuple d'heureux cultivateurs, purent sortir de la Barbarie et donner naissance à une civilisation millénaire grâce au loess jaune avec lequel le Hoang-Ho (Fleuve Jaune) construisit la "Grande Plaine" qui va du Hou-Nan au Ho-Pé.

Aujourd'hui qu'il est prouvé, contrairement à ce que l'on croyait auparavant, que les Chinois n'entrèrent pas en conquérants dans le bassin inférieur du Fleuve Jaune, mais qu'ils y habitaient depuis la préhistoire, on peut dire que l'histoire nationale des Chinois est le prolongement de l'histoire géologique de l'Extrême-Orient. On est vraiment impressionné par l'extraordinaire vitalité d'une nation qui, en se tournant vers son passé, peut voir ses origines se confondre avec celles du territoire qu'elle habite depuis des millénaires. Mais, ce qui compte plus, l'histoire passée démontre qu'il existe un gigantesque potentiel créateur au sein de la nation chinoise, que la révolution industrielle devra transformer en puissantes réalisations historiques.

Le second facteur auquel nous avons fait allusion est, lui aussi, d'ordre matériel; c'est la position géographique de l'Extrême-Orient. D'autres peuples furent contraints d'abandonner leur territoire parce qu'ils manquaient de frontières sûres pouvant arrêter les envahisseurs. Au contraire, la grande plaine chinoise eut pour frontières naturelles des barrières infranchissables: le semi-désert de sable du bassin du Tarim, qui forme le Turkestan chinois actuel: l'immense "désert" de l'océan Pacifique à l'est. La forteresse chinoise était encore complétée par le plateau du Thibet, délimité au Sud par la formidable chaîne de l'Himalaya et au Nord par les chaînes du Kouen-Loun et de l'Altyn-Tagh; en pleine Asie Centrale par les Thian-Chan, l'Altaï. Seule la frontière septentrionale était "découverte"; et c'est là que se pressaient des populations nomades que l'extrême pauvreté du sol contraignait à se nourrir des produits de l'élevage, mais qui, lorsque la sécheresse ou le gel décimaient leurs troupeaux, étaient poussées par la faim à tenter l'aventure de la guerre de rapine contre les bonnes terres des agriculteurs chinois.

#### PRÉCOCITÉ DU FÉODALISME.

Le féodalisme accomplit entièrement son cycle historique en Chine alors que l'esclavagisme dominait encore le reste du monde civilisé. Avec l'avènement de la dynastie des Tsin, au IIIe siècle av. J.C., se produit déjà le passage violent du féodalisme aristocratique primitif (organisé dans les formes qui réapparaîtront en Europe occidentale plusieurs siècles plus tard) à une forme que l'on peut définir comme un "féodalisme d'Etat", c'est-à-dire qui ne s'appuie plus sur le pouvoir péri-

phérique d'une aristocratie terrienne, mais sur un appareil bureaucratique d'Etat, centralisé.

Depuis le siècle dernier on s'est tellement habitué, en Europe, à considérer la Chine comme un pays arriéré — et, certes, il l'est vraiment si l'on se place au point de vue du capitalisme — que l'on ne sait pas toujours qu'il fut un temps où le développement historique s'accomplit en Chine sur un rythme plus rapide que dans les splendides civilisations de la Méditerranée et de l'Asie occidentale. La mise au pas des princes féodaux en guerres continuelles les uns contre les autres ; la réduction de l'aristocratie terrienne au rang de pur instrument — sinon de pur ornement — de la Cour Impériale ; la suppression de l'éparpillement du pouvoir politique et la formation de l'Etat unitaire — en somme, les conditions historiques qui permirent la naissance des Etats capitalistes modernes - ne furent réalisées, en Europe, qu'à la fin du moven âge. Dans les autres Etats d'Asie et d'Afrique, surtout ceux qui se sont formés récemment, le processus est encore en cours : voyez l'Inde qui, dix ans environ après avoir obtenu son indépendance, est encore aux prises avec les tendances centrifiques des diverses nationalités. En Chine, au contraire, lorsque la dernière dynastie — celle des Tsing — fut détrônée par la révolution de 1911, l'Etat unitaire était vieux de plusieurs siècles et il n'existait plus l'ombre d'une aristocratie terrienne indépendante.

On ne doit pas croire que le passage anticipé au féodalisme, alors que le reste du monde restait plongé dans l'esclavagisme, soit dû au fait que la civilisation chinoise était plus ancienne.

Des empires puissants, destinés à laisser une trace profonde dans l'histoire, avaient déjà atteint leur apogée alors que les Chinois vivaient encore le long du cours inférieur de l'Hoang-Ho et n'avaient pas encore osé entreprendre la conquête du bassin du Yang-Tsé. Les premières dynasties royales chinoises furent celles des Hia et des Chang, ou Yin, qui régnèrent du XXII<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle av. J.C. Il ne s'agit pas, évidemment, des monarchies les plus anciennes de l'histoire. C'est en 3.200 av. J.C. que Menès unifia l'Egypte, jusqu'alors divisée en deux règnes, et fonda l'Etat pharaonique; et c'est 5.000 ans av. J.C. que surgit, dans l'île de Crète, une surprenante civilisation qui fut détruite par une invasion de "barbares" venus de la péninsule hellénique.

La civilisation chinoise naquit plus tard que les civilisations méditerranéennes, mais elle parvint avant elles à l'étape historique du féodalisme, alors que des dizaines de siècles furent encore nécessaires pour l'Occident. L'avance ainsi prise par la Chine a été rendue possible par l'absence de la phase esclavagiste dans son développement historique. On ne sait rien, en effet, d'un esclavagisme chinois. Il est exact qu'il existait en Chine une forme d'esclavage, mais elle était plutôt liée au mode de vie des familles riches qu'au mode de production social. C'est au III° siècle ap. J.C. que les Empereurs permirent aux familles pauvres de vendre leurs enfants qui, habituellement, étaient achetés par de riches seigneurs, des fonctionnaires impériaux, de gros commerçants, pour leur faire effectuer les travaux domestiques. Cet usage était en harmonie avec la coutume familiale qui admettait le concubinage : la famille des couches supérieures de la société comprenait donc un grand nombre de membres et l'administration de la maison en était compliquée. Il est clair que cette forme d'esclavage domestique différait complètement de l'esclavage pharaonique ou de celui des Empereurs romains.

Dans l'Antiquité gréco-romaine, les esclaves étaient des prisonniers de guerre que le vainqueur emmenait dans les métropoles pour les céder à l'aristocratie ter-

rienne, ou bien à l'Etat qui les employait dans son organisation civile et militaire. Ces esclaves constituaient donc une classe sociale et un secteur important des forces productives, sur lequel s'appuyaient la société et l'Etat. L'esclave chinois est un domestique à vie, un serviteur que le patron se procure en l'achetant dès son plus jeune âge et en l'élevant dans sa propre maison. De plus, le droit de possession sur l'esclave n'était pas illimité, comme dans les Etats esclavagistes d'Occident: en fait, le patron ne pouvait exercer le droit de vie et de mort sur son esclave, et la loi et la coutume intervenaient pour en adoucir la condition. Par exemple, les esclaves domestiques du sexe féminin passaient, après leur mariage, sous l'autorité du mari et devenaient libres si celui-ci l'était. Les fils et petits-fils d'esclaves n'étaient pas libres, mais les générations ultérieures acquéraient la liberté, et ainsi de suite.

La civilisation occidentale naît et se développe dans les formes esclavagistes parce que les conditions physiques et historiques dans lesquelles elle se déroule imposent la pratique généralisée de la guerre de conquête et la soumission des peuples voisins. Au fond, l'impérialisme esclavagiste et l'impérialisme capitaliste — qui, pourtant, se différencient fondamentalement par de nombreux aspects — ont en commun l'organisation de "razzias" de force de travail. Le conquérant antique qui annexait des terres outre-mer et y prélevait son butin d'esclaves, et l'Etat impérialiste moderne qui s'assujettit les peuples des "zones arriérées" et les englobe dans sa propre sphère économique, poursuivent un but analogue : procurer aux métropoles des masses gigantesques de force de travail à exploiter. La guerre impérialiste entre les grands Etats antiques est une guerre entre aristocraties terriennes propriétaires d'esclaves, à leur tour formées des chefs militaires de peuples que des exigences absolues poussent à la guerre de conquête et à la soumission d'autres nations plus riches.

La société chinoise, dès sa sortie de la Barbarie, peut "sauter" l'esclavagisme, parce qu'elle peut libérer son propre potentiel productif et s'organiser dans les formes de la civilisation sans devoir recourir à la guerre et à l'impérialisme, et sans devoir les subir de la part de nations ennemies. Nous devons recourir à nouveau, pour comprendre les lois du développement de la société chinoise, aux deux grands facteurs de la composition géologique du sol — excessivement favorable au progrès d'une société agraire sédentaire — et de la position géographique. Bien à l'abri des agressions extérieures, exemptée de la cruelle nécessité de se forger une tradition guerrière, la nation chinoise est en mesure de vivre quasi isolée du reste du monde, — la terre, presque sans engrais et avec le précieux auxiliaire d'ingénieux ouvrages hydrauliques, produisant des denrées en proportion du nombre, pourtant élevé, des habitants. Et, malgré son caractère sédentaire et agraire, la civilisation chinoise donne des fruits merveilleux.

C'est peut être en Chine, plus que dans les autres pays civilisés, que le féodalisme peut réaliser toutes ses possibilités de développement. En Occident, après l'épanouissement de la civilisation méditerranéenne, — et en particulier du monde gréco-romain où la technique productive, la science et l'art atteignent les plus hauts sommets, — le féodalisme médiéval représente une phase de repli de l'activité humaine. Il faudra attendre la Renaissance pour que les forces créatrices du travail humain s'ouvrent à une nouvelle vie. Et bien, ce qui se produit en Chine semble démentir les idées courantes sur le féodalisme, étant donné que si la structure sur laquelle se modèle la vie sociale est entièrement féodale, ceci n'empêche pas, mais au contraire favorise, le progrès intellectuel, comme peut en témoigner la splendide

- 16 -

période artistique qui coıncide avec le règne de la dynastie des Ming (1368-1643). Ceci se produit parce que l'Etat atteint très rapidement un haut degré de puissance et réussit à supprimer le pouvoir de l'aristocratie terrienne, en lui substituant un appareil administratif et bureaucratique très fortement centralisé dans les mains de l'Empereur. La destruction des nombreuses frontières internes, propres aux pays divisés en domaines féodaux, permet un commerce intérieur intense qui se développe surtout par la voie fluviale — et donc un entrelacement fécond de relations sociales. A l'inverse, les siècles du haut moyen-âge européen sont stériles, précisément parce que les hommes vivent enfermés dans le fief, dont les frontières sont gardées par l'opiniâtre cupidité du seigneur en armes, toujours prêt à prélever des droits de péage au détriment de la Couronne.

#### PASSAGE DU FÉODALISME ARISTOCRATIQUE AU FÉODALISME D'ÉTAT.

Nous avons déjà dit que le bassin inférieur du Fleuve Jaune fut le berceau de la nation chinoise. Mais ce peuple de pacifiques agriculteurs dut se lancer, pour survivre, dans la conquête armée. Ceci se produisit lorsque l'amélioration de la technique agricole et l'augmentation des forces productives qui s'ensuivit, provoquèrent l'augmentation de la population en rendant trop étroites les limites traditionnelles.

Vers le XVe siècle av. J.C. des groupes de colons se mirent en mouvement vers l'Occident en suivant le cours de deux affluents du Fleuve Jaune — le Wei-Hoet. le Fen —, occupèrent l'actuel Chan-si et, poussant plus loin vers la mer, le Chan-toung. La conquête des nouvelles terres, occupées par des tribus querrières, prit nécessairement la forme d'une expédition militaire. C'est probablement dans cette période que prit naissance l'aristocratie militaire qui, par la suite, se transforma en aristocratie foncière. Durant le XIº siècle av. J.C. la dynastie des Tchéou monte sur le trône : ses attributions et prérogatives nous montrent bien qu'en cette période la monarchie n'exerce le pouvoir que d'une manière indirecte, comme c'est le cas lorsque l'Etat est organisé dans les formes du féodalisme aristocratique. En fait, l'Empereur ne concentre le pouvoir politique entre ses mains que d'une manière formelle. Il assume la haute charge de grand sacerdote de la religion d'Etat — d'où son titre de "Fils du Ciel", d'intermédiaire entre l'ordre céleste et l'ordre terrestre —, mais il exerce le pouvoir par l'intermédiaire d'une puissante aristocratie foncière. De telle sorte que la pyramide sociale se divise en trois couches nettement distinctes: en bas, les classes inférieures exploitées, c'est-à-dire les serfs de la glèbe, les petits cultivateurs, les colons, les couches urbaines; au sommet, la Cour, qui dispose d'un appareil bureaucratique rudimentaire et dépend de ses vassaux pour ce qui concerne l'alimentation des caisses de l'Etat et l'équipement des troupes ; entre les deux, la caste des nobles qui, d'aristocratie militaire s'est transformée en aristocratie foncière. Elle recoit ses fiefs du souverain mais, comme elle reçoit directement les tributs féodaux des paysans et constitue les cadres de l'armée impériale, c'est elle qui détient le pouvoir politique effectif. En pratique, l'Empereur a plus de pouvoir — parce qu'il dispose d'une armée dont la puissance dépasse celles de ses vassaux prises isolément — que les rois qui se répartissent le gouvernement du pays. Mais, chaque seigneur féodal étant le roi absolu de son fief, l'Empereur n'est que le roi des rois.

Dans une telle organisation sociale, la monarchie ne gouverne pas par sa force propre, mais grâce aux rivalités et aux luttes incessantes qui éclatent continuellement entre les vassaux de la Couronne. En bref, la société chinoise de cette époque, par son mode de production, par les classes sociales qui la composent et par son organisation sociale est entièrement féodale; mais, pour ce qui concerne l'organisation du pouvoir, elle en est encore à un stade qu'on pourrait qualifier de "féodalisme inférieur" ou féodalisme aristocratique. L'évolution historique successive montrera comment — la base économique et sociale restant à peu près inchangée — le pouvoir politique échappera peu à peu à l'aristocratie pour se concentrer entre les mains de l'Etat, qui exercera le pouvoir au moyen d'une bureaucratie stipendiée et d'une armée royale. On passera ainsi à la phase du féodalisme supérieur, que nous convenons d'appeler "féodalisme d'Etat".

La crise de la dynastie Tchéou commença à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, lorsqu'échoua la tentative de réaliser le grand projet de conquête du bassin du Yang-Tsé-Kiang. L'expédition militaire, se heurtant à la fière résistance des tribus autochtones, subit de graves revers pour, finalement, échouer misérablement. L'ennemi passa même à la contre-offensive et, dans la première moitié du VIII siècle av. J.C., le territoire chinois fut envahi par les "barbares" du Sud. La capitale elle-même fut envahie et l'Empereur contraint de transporter sa résisdence plus à l'intérieur à Lo-i (actuellement Honan-fu). Une grave crise sortit de cette défaite militaire et de la destitution politique de la dynastie qui en résulta : le pouvoir échappa à l'Empereur pour se concentrer entre les mains de l'aristocratie. Les vassaux les plus puissants s'approprièrent les terres de la Couronne pour les incorporer à leur propre fief. Usurpant les prérogatives royales, eux qui, auparavant, recevaient leur fief des mains de l'Empereur, s'attribuent maintenant le droit de nommer des vassaux en les choisissant dans les files de la petite noblesse ou parmi les aventuriers qui prospèrent dans le désordre général. Ils se mirent ainsi à attribuer des terres pour en recevoir des tributs. Très souvent les nouveaux seigneurs, que l'on pourrait désigner par un terme tiré de l'histoire du féodalisme occidental : les "vavasseurs", imposaient la vassalité à leurs semblables, aggravant ainsi les conditions de vie des paysans sur lesquels pesait un joug toujours plus lourd. Le nombre des cours princières ayant augmenté, les frais d'entretien de la caste aristocratique ne pouvaient qu'augmenter à leur tour. D'autre part, les continuelles contestations entre les princes à propos de terres ou de vassaux, imposaient un alourdissement inouī des charges fiscales dont souffrait profondément le village chinois. Les classes urbaines elles-mêmes — artisans, marchands, praticiens - ne pouvaient se soustraire aux exactions des feudataires et de leurs lieutenants, car le pays était continuellement déchiré par des guerres intestines; quant à l'Empereur, il ne disposait plus d'aucun pouvoir pour mettre un frein à l'arbitraire et au brigandage de ses ex-vassaux transformés en souverains absolus dans les limites de leur domaine.

Dans les premières années du Ve siècle, une dizaine de princes puissants naissent de la guerre permanente des féodaux. La dynastie des Tchéou est désormais descendue à leur niveau et ne dispose plus de la suprématie militaire relative. La courbe du féodalisme aristocratique atteint son sommet dans la période de 335-320 av. J.C., lorsque la majeure partie des princes, bien que la dynastie Tchéou continue de représenter la monarchie légitime, prennent officiellement le titre de rois (wang).

Nous avons dit plus haut que le féodalisme chinois se caractérisait par sa précocité. Si l'on considère que le féodalisme — en employant ce terme avec rigueur — apparaît en Europe à la fin de l'Empire Carolingien (887), on doit conclure que le féodalisme surgit en Chine avec une avance d'au moins treize siècles. Au moment de la décadence de la monarchie impériale chinoise, lorsque l'aristocratie foncière se

rend maîtresse de tout le pays, en Occident Alexandre le Grand part à la conquête de l'immense Empire Perse. Tout le reste du monde civilisé est enlisé dans le féodalisme. Rome, organisée en république, est encore occupée dans les deux guerres de conquête de la péninsule italienne.

Si le féodalisme est une phase de la société de classe qui se situe au-dessus de l'esclavagisme, il en résulte que l'histoire, à ce moment-là, se développe plus rapidement dans l'Extrême-Orient chinois que dans les autres lieux civilisés du monde. Et le rythme ne se ralentit pas par la suite. La répartition du territoire entre les princes puissants n'apporte pas la stabilité politique, étant donné que chacun d'eux est en lutte perpétuelle avec ses voisins. Il s'ouvre ainsi une époque de sanglantes tyrannies, de massacres de populations, de guerres dévastatrices: la sombre époque du Chian Kuo (Règnes Combattants). Elle dure plus de deux siècles, de 403 à 221 avant J.-C., tout au long desquels l'aristocratie féodale s'entredéchire dans des guerres intestines, faisant couler le sang et semant la ruine économique. Enfin, de cette lutte furieuse surgit une grande principauté, celles des Ts'in — la future dynastie qui donnera son nom à la Chine.

Les Ts'in avaient fondé leur puissance au détriment de la dynastie régnante des Tchéou, en s'emparant d'une grande partie des territoires personnels de la Couronne — le Chan-Si actuel — lorsque celle-ci les avait abandonnés devant la poussée de l'invasion barbare. Avec le temps, les Ts'in avaient continuellement élargi la sphère de leur pouvoir, mettant en péril les princes rivaux. Très vite, l'État des Ts'in eut contre lui tous les autres États coalisés, et ce fut la guerre générale. La lutte, au terme de laquelle la Chine devait sortir profondément transformée dura de 312 à 256 av. J.C. Lorsqu'elle prit fin, la Chine était à nouveau réunifiée. C'est la montée sur le trône de la dynastie Ts'in qui marque le passage du féodalisme aristocratique au féodalisme d'État. La nouvelle monarchie résoud radicalement la contradiction entre le pouvoir central et les seigneuries féodales. L'aristocratie qui s'interposait entre la Couronne et le reste de la nation est pratiauement abolie, les princes sont détrônés ou réduits au rang de fonctionnaires royaux. Le territoire qui, autrefois, était divisé en fiefs, est divisé maintenant en provinces et en districts qui sont placés sous la juridiction de fonctionnaires nommés par l'Empereur. La nouvelle bureaucratie impériale se divise en deux branches, civile et militaire, dirigées respectivement par un Premier Ministre et un Maréchal d'Empire (commandant en chef de l'armée royale). L'Empereur est au sommet du pouvoir, les deux branches de l'administration confluant entre ses mains. Sur tout cet appareil veille un corps d'inspecteurs qui sont responsables directement devant l'Empereur et qui sont chargés de surveiller tant l'administration centrale que celle des provinces. En d'autres termes, on assiste à l'apparition d'une monarchie absolue, c'est-à-dire d'une forme d'Etat caractérisée par une rigoureuse concentration du pouvoir, mais qui, toutefois, reste la superstructure d'une base économique féodale.

La dynastie Ts'in tombera rapidement, mais la structure d'Etat qu'elle a fondée durera plus de 2.000 ans, restant substantiellement inchangée sous la succession des dynasties et malgré la domination des Mongols et des Mandchous. Elle cessera officiellement d'exister en 1911, à la révolution antimonarchique, mais il est clair que les traditions de centralisation de cet édifice cyclopéen se sont perpétuées dans les régimes post-révolutionnaires venus au pouvoir en Chine.

Il existe, entre le féodalisme d'Etat chinois et le féodalisme d'Etat russe — dont nous aurons l'occasion de parler en détails — de substantielles affinités que

nous chercherons à illustrer par la suite. Pour l'instant, il nous importe d'insister sur la précocité de développement du féodalisme et, en général, de tout le cours historique chinois, d'autant plus remarquable qu'à un certain point de développement de l'histoire mondiale — lorsque la révolution bourgeoise commencera à fermenter dans le sein de la société féodale d'Europe — la Chine se mettra à marquer le pas, se laissant énormément distancer.

Une dernière comparaison. Les monarchies bureaucratiques qui surgirent en Europe à la fin du Moyen Age peuvent être considérées comme une phase intermédiaire entre le féodalisme aristocratique et le féodalisme d'Etat. En fait, si nous prenons pour exemple la monarchie française, qui atteint l'apogée de l'absolutisme sous Louis XIV, nous constatons que la concentration du pouvoir d'Etat n'a pas du tout brisé l'aristocratie foncière. En outre, nous savons que les monarchies absolues, en contrebalançant le pouvoir de la noblesse terrienne, facilitèrent le développement de la bourgeoisie et conditionnèrent finalement la révolution démocratique. Pour quelles causes historiques, ce phénomène fut-il absent de l'histoire chinoise ? Pourfant, la monarchie bureaucratique instaurée par les Ts'in, dont l'œuvre d'unification ne se limita pas au seul terrain politique, mais s'étendit à tous les domaines de la vie sociale (unification de la langue, des poids et mesures, des usages et coutumes, etc.), favorisa le développement du commerce intérieur et la naissance d'une classe de commerçants et d'affairistes. Il faut tenir compte de ce phénomène si l'on veut comprendre les événements de ces quarante dernières années et - ce qui nous importe — l'attitude de la bourgeoisie chinoise au cours de cette période, qui a permis aux révisionnistes du P.C. chinois de perpétrer, en prenant prétexte de l'anti-impérialisme des "bourgeois nationaux", la ennième escroquerie interclassiste.

Le lecteur a pu s'apercevoir dès le début qu'il n'entrait pas dans nos intentions de décrire la très longue histoire de la Chine. Un tel travail présuppose un puissant effort collectif, à moins qu'on veuille se limiter à traduire dans un langage différent les résultats habituels de l'historiographie traditionnelle.

Pour reconstituer l'histoire de la Chine suivant des critères marxistes, c'est-àdire pour décrire l'histoire réelle de la Chine, il faudrait se livrer — comme, du reste, pour une grande partie de l'histoire universelle — à un grand travail d'archéologie économique. Les historiens traditionnels négligent — par suite de leur formation intellectuelle ou par nécessité polémique — l'examen des structures économiques qui subissent des mutations déterminant la forme politique de l'évolution historique. Il en va, pour les "repères" économiques, comme pour les ruines des monuments du passé: ils sont enfouis sous un oubli pluri-séculaire. L'historien marxiste est donc contraint de reparcourir son chemin à reculons, en partant du résultat final de l'évolution historique pour retrouver les causes économiques qu'il faut découvrir au travers d'une lutte continuelle contre les préjugés idéalistes.

Les historiens confuciens, que plagient les historiens occidentaux modernes, réduisaient toute l'histoire chinoise à une lutte de dynasties à l'intérieur et à la guerre des Chinois de nationalité Han contre les barbares du Sud et du Nord. Nous savons, au contraire, que tout changement dynastique était le résultat d'une guerre civile qui bouleversait la société chinoise. Ce fut une gigantesque guerre civile qui provoqua, en 209 av. J.C., l'écroulement de la dynastie Ts'in, dont l'avènement avait été lui-même le point d'aboutissement d'une longue et dramatique période de bouleversements sociaux qui mirent fin au féodalisme aristocratique.

-- 20 ---

La révolution des Ts'in débouche, comme nous le savons, sur la fondation de l'Etat national chinois, absolu et héréditaire, qui — tout en restant l'organisation du pouvoir des classes féodales — introduisit une limitation substantielle du pouvoir périphérique et centrifuge des seigneurs féodaux. L'absolutisme est une forme d'Etat qui apparaît à diverses époques historiques. Mais l'absolutisme bureaucratique chinois ne peut être comparé à l'absolutisme des Etats classiques de l'Antiquité — à l'Empire romain, par exemple, qui fut contemporain de la dynastie des Han. Ceci devient clair si l'on pense aux fondements économiques différents de ces sociétés : esclavagistes à Rome, féodaux en Chine. L'Etat bureaucratique chinois n'annonce pas le césarisme romain, mais bien plutôt la monarchie absolue des XVe et XVIe siècles.

La révolte sociale est un catalyseur du processus historique. L'histoire chinoise, riche en révoltes et guerres civiles, progresse pour cela plus rapidement que celle des autres pays. Ce fut une autre gigantesque révolution sociale qui, plusieurs siècles plus tard, en 1368, mit fin à la domination mongole. Mais la guerre paysanne manquait une fois encore sa cible, représentée par les classes propriétaires du sol, et réussissait seulement à porter à son terme la lutte pour la libération nationale qui se terminait par l'avènement sur le trône impérial de la dynastie nationale des Ming. Celle-ci, à son tour, n'échappa point au destin des familles régnantes chinoises. La grande révolte paysanne, la guerre civile qui la suivit — et qui provoquèrent son écroulement — sont restées mémorables. Le mouvement fut guidé par un héros révolutionnaire, Li Tze Ceng. Mais, comme cela s'était déjà produit dans le passé, le mouvement, tout en détruisant l'empire des Ming, ne put empêcher que le pouvoir restât entre les mains des classes dominantes. Celles-ci, pour se protéger de la subversion sociale, appelèrent à l'aide la dynastie étrangère des mandchous.

Mais, tout au long de l'histoire millénaire de la nation chinoise, des centaines de révoltes et de guerres paysannes de moindre importance s'intercalent entre deux grandes révoltes. Suivant Mao Tsé Toung, dans une période de plus de deux mille ans, on compte au moins 18 grandes révoltes. Aucun autre peuple ne peut exhiber une tradition révolutionnaire aussi riche; et il ne s'agissait point de réactions élémentaires de masses furieuses. La lutte physique s'accompagne souvent d'une cinglante critique de l'idéologie de la classe dominante. On se souvient de la manière dont s'exprimait le communisme agraire des Taïpings: « Toute la terre qui est sous le ciel devrait être cultivée par tout le peuple qui est sous le ciel. Qu'ils la cultivent tous ensemble et, lorsqu'ils récolteront le riz, qu'ils le mangent ensemble. » Il n'est pas facile de trouver dans la littérature du communisme mondial une formule qui, comme celle-ci, donne une interprétation matérialiste des aspirations révolutionnaires, dans laquelle la rigueur scientifique s'allie à la passion poétique.

L'enseignement irréfutable que l'on retire de l'histoire chinoise, quoi qu'en pensent les historiens idéalistes, c'est que le levier du progrès social est la guerre civile, la lutte des classes. C'est précisément la fréquence exceptionnelle des bouleversements sociaux qui explique la précocité du développement historique chinois visà-vis de l'Occident. Pour pouvoir écrire l'histoire de la lutte des classes en Chine, il faudra, comme nous le disions, reconstituer avant tout, par une méthode archéologique, les bouleversements des vieilles formes économiques et des organisations sociales qui se sont succédées dans ce vaste pays. Mais, pour notre modeste travail, les résultats de l'historiographie traditionnelle , considérés d'un point de vue critique, ont suffi jusqu'ici. Ils nous seront encore utiles pour conclure.

Jusqu'à présent nous avons insisté sur cette particularité de l'histoire chinoise que constitue la précocité de développement du féodalisme par rapport à l'Occident. Il est certain que le féodalisme chinois naît avec de nombreux siècles d'avance sur le féodalisme occidental. Alors que la littérature traditionnelle exalte l'Occident capitaliste comme source exclusive de l'Histoire — affirmer que la prédominance de l'Europe sur l'Asie est tout à fait récente peut sembler n'être qu'un paradoxe. Il est pourtant vrai qu'à un moment crucial de l'histoire des continents l'Europe et l'Asie se sont trouvées au même niveau du point de vue du développement économique et social. A ce tournant dramatique de l'histoire universelle, l'Europe et l'Asie peuvent être comparées, en regardant les événements rétrospectivement, aux deux plateaux d'une balance en équilibre. Ensuite l'équilibre se rompt. L'Europe commence à progresser plus rapidement, toujours plus rapidement, tandis que l'Asie reste immobile, ou même régresse.

Nous devons essayer d'expliquer les raisons de ce phénomène historique très important pour compléter notre travail. En fait, c'est de ce moment que date la décadence de la Chine, qui partage le tragique destin de tout le continent.

L'Europe et l'Asie, en partant d'époques différentes, arrivent à un même stade : la monarchie absolue fondée sur le féodalisme. Puis leurs évolutions divergent et s'opposent. L'Asie, représentée par la Chine, sort de la préhistoire : elle traverse rapidement l'esclavagisme, qui ne laisse que de rares vestiges; elle entre dans le féodalisme et en parcourt tout le cycle pour parvenir à l'Etat bureaucratique, c'est-à-dire à la monarchie absolue. L'Europe progresse lentement : elle s'attarde de longs siècles durant dans l'esclavagisme, par suite des conditions naturelles qui favorisent les guerres de conquête, les invasions, l'impérialisme; puis elle accomplit la révolution chrétienne anti-esclavagiste et entre dans le féodalisme ; elle atteint enfin le stade de la monarchie absolue au cours des XVº et XVIº siècles. C'est à cette époque que l'équilibre s'établit entre l'Europe et l'Asie. Mais la monarchie absolue à base féodale est une forme d'Etat qui suppose une phase de transition dans le domaine économique. Et, de fait, l'Europe réalise ce bouleversement : de féodale, elle devient bourgeoise. Par un bond prodigieux, elle dépasse tous les autres pays du monde et se place à la tête de l'humanité. Elle y parviendra au moyen d'horribles carnages, en assujettissant le monde à des formes d'exploitation inquies mais elle y parviendra. L'Asie, au contraire, reste noyée dans le pré-capitalisme. Pourquoi cela? Comment s'explique-t-il que des nations européennes comme l'Espagne, la France, l'Angleterre, pauvres et faibles, deviennent riches et puissantes — tandis que d'antiques nations comme la Chine perdent leur position dominante?

#### L'AUBE DE L'EUROPE MODERNE.

Finalement, nous voulons expliquer pourquoi la révolution capitaliste qui fermentait dans plusieurs grands Etats d'Asie et d'Europe, n'explosa que dans certains d'entre eux, tandis que la perspective s'en éloignait chez les autres. Nous voulons savoir, donc, la raison du retard capitaliste en Asie, en Chine plus particulièrement.

L'Europe moderne est née depuis peu, si l'on considère le long cheminement de l'espèce humaine. Jusqu'à la moitié du XVe siècle, rien ne laissait présager le vertigineux développement des pays bordant l'Océan Atlantique. Les seuls centres d'activité économique et intellectuelle étaient les glorieuses républiques maritimes et les seigneureries de l'Italie de la Renaissance: Venise, Gênes, Florence. Le reste

du continent était encore immergé dans le chaos féodal, tandis que les Turcs-Ottomans démolissaient les restes de l'Empire bysantin. L'Espagne, la France, l'Angleterre, la Hollande qui, sous peu, domineraient le monde, n'étaient pas encore parvenues à se constituer en nations. Leur économie était essentiellement médiévale. C'est pourtant là que surgira le capitalisme. Essayons de définir, nécessairement d'une manière très synthétique, les conditions de chaque pays.

L'Espagne, la future grande puissance coloniale, ne détruisit qu'en 1492 l'année même de la découverte de l'Amérique — le règne musulman de Grenade, menant ainsi à terme la "reconquête" chrétienne de la péninsule ibérique, qui avait duré plus de huit siècles. L'Espagne, qui avait été carthaginoise, romaine, visigothe et arabe, prenait alors seulement les caractéristiques nationales que nous lui connaissons. La monarchie s'organisa immédiatement dans les formes de l'absolutisme. Jouant de sa force militaire et du prestige acquis dans la longue lutte, elle s'oppose efficacement aux prétentions des seigneurs féodaux, dont elle limite énergiquement l'autorité. C'est dans ces années (1481) qu'est instituée l'Inquisition, formidable instrument de gouvernement qui, sous la forme d'un tribunal religieux, servira efficacement les intérêts de la monarchie, en aidant ses efforts de centralisation. Il est bon de noter que la monarchie absolue — malgré les répuquances que son appareil répressif peut inspirer à des esprits libertaires — se présente comme un fait révolutionnaire face au désordre et à l'impuissance féodales. C'est à elle que revient le mérite d'avoir organisé l'expédition de Christophe Colomb ; le pouvoir local des féodaux n'était pas capable de telles initiatives.

La monarchie française se forme dans la même période. Les dynasties capétiennes et celle des Valois qui leur succède ont deux ennemis mortels à éliminer : l'Angleterre qui, par suite de droits féodaux, occupe une partie du territoire français, et la récalcitrante noblesse indigène qui travaille avec obstination à diminuer l'autorité royale. Pour aboutir, la monarchie doit traverser la terrible crise qui a pris le nom de Guerre de Cent Ans. Comme on le sait, il ne s'agit pas seulement d'une querre entre Etats, mais d'une profonde crise sociale qui bouleversa la France. La monarchie dut manœuvrer avec adresse non seulement sur le front des armées. mais aussi dans la guerre des classes, prenant parti pour la bourgeoisie naissante dont elle recut un précieux appui financier. C'est l'époque troublée de l'épuisante querre anglo-française, de la révolte des paysans que les seigneurs féodaux appellent dédaigneusement Jacques Bonhomme ; de la lutte entre les factions féodales des Bourbons et des Armagnacs, des défaites françaises de Crécy et d'Azincourt, des entreprises de Jeanne d'Arc. La longue crise, qui éclate en 1337, se termine en 1453. C'est à cette époque que se réalise l'unité territoriale française, à l'exception de Calais qui reste aux mains des Anglais. Comme l'avait déjà fait avec succès la maison d'Aragon en Espagne, la dynastie des Valois profite de la puissance ainsi acquise pour régler ses comptes avec l'autre grand ennemi de la monarchie : la noblesse féodale.

La monarchie absolue française est fondée par Charles VII, le roi couronné en 1429 à Reims, libérée la même année par l'armée de Jeanne d'Arc. Mais l'unification politique du pays, c'est-à-dire la constitution de la France dans les formes modernes de la nation, n'est acquise que sous le règne de Louis XI, mort en 1483. C'est à ce grand esprit politique que revient le mérite d'avoir jeté les bases de l'alliance politique entre la monarchie et la grande bourgeoisie contre les féodaux, alliance qui devait amorcer le développement de la France. A sa

mort, les grands féodaux de Bourgogne, de Provence, de Bretagne n'ont pratiquement plus de pouvoir. C'est donc seulement à la fin du XVª siècle — il nous faut insister sur les dates pour mener à bien notre comparaison Europe-Asie — que se termine la grande crise sociale française. Le féodalisme aristocratique est définitivement battu, l'absolutisme monarchique solidement installé. Le grand appareil étatique est désormais en place : sous peu, la découverte de nouveaux mondes, ouverts aux entreprises et à la piraterie des marchands européens, lui ouvriront des possibilités insoupçonnables.

Toujours à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, une autre grande monarchie européenne émerge de l'enfer d'une grande crise sociale. Et en pareil cas les termes ne sauraient paraître exagérés : la guerre civile qui déchire l'Angleterre, vaincue dans la Guerre de Cent Ans, est vraiment terrible. C'est la guerre des Deux Roses, qui durera trente ans, de 1455 à 1485. Une lutte féroce se déchaîne entre les nobles qui se disputent le trône. Elle se termine, après d'innombrables massacres, par l'avènement de la maison des Tudor.

La fondation de la monarchie absolue, en Angleterre également, coïncidera avec l'apparition de la bourgeoisie. Le chapitre XXVIII (Livre I, Section VIII) du Capital, que Marx intitule: « Législation sanguinaire contre les expropriés à partir de fin du XV° siècle », en fait foi. Il y décrit les châtiments cruels que la dynastie des Tudor, dignement continuée par les Stuart, inflige aux familles paysannes que les Landlords chassent des communautés agricoles pour s'emparer des terres et les transformer en pâturages. Tout le monde sait que c'est avec la laine comme principal article de commerce que la bourgeoisie britannique se présenta alors sur les marchés extérieurs. Ceci signifie précisément que le capitalisme britannique naît sous la monarchie absolue, à peu près en même temps qu'elle.

Voilà donc dans quelle situation se trouvait le continent à la veille de la découverte de l'Amérique. On peut dire qu'à cette époque l'Europe est à l'état fluide : une grande révolution économique et sociale est en marche. De nouvelles forces sociales, libérées par l'écroulement des vieux rapports de production, tendent à se cristalliser autour d'un centre qui ne peut être autre que la monarchie. Le féodalisme entre dans la crise qui le conduira à sa mort. Il est clair que la révolution anti-féodale ne peut être circonscrite aux événements, pourtant déterminants, de la révolution de Cromwell en Angleterre ou de la révolution jacobine en France. Ces explosions de la lutte des classes furent les points culminants d'un processus révolutionnaire qui se développait depuis longtemps dans le sous-sol social. En effet, la lutte contre les formes féodales de production et d'organisation sociale commence bien avant, c'est-à-dire à la fin du XVe siècle, et précisément à l'époque des découvertes géographiques et de la formation du marché mondial. Or ce gigantesque bouleversement, cette incessante accumulation de la "quantité" capitaliste dans les entrailles de la société féodale, qui transformera finalement la "qualité" du mode de production elle-même, n'intéresse pas seulement une partie du monde. L'Asie, comme l'Europe, participe à ce grand mouvement de rénovation.

Tandis que les audacieux navigateurs de l'Occident explorent les océans jusqu'alors inconnus, que l'Espagne et le Portugal font la conquête d'immenses empires coloniaux en Amérique, dans deux parties vitales du continent asiatique — la Perse et l'Inde — surgissent de puissants empires. Nous assistons au déroulement d'un phénomène d'une énorme portée, qui s'est déjà produit en Chine. A côté de l'empire des Ming, nous voyons se former la grande monarchie persane des Sofis

et l'empire indo-musulman du Grand Mogol. Nous avons donc là trois Etats colosses qui peuvent aisément disputer la primauté à l'Europe. L'histoire écrite n'enregistre certainement pas de heurts entre l'Asie et l'Europe, mais si l'on pense que toute collision entre Etats se produit sur le terrain économique bien avant de se transformer en conflit politique et militaire, on comprendra qu'une colossale partie fut jouée entre les principaux Etats d'Europe et d'Asie. Les Etats qui réussiront à monopoliser les routes océaniques ouvertes au commerce mondial, qui seront en mesure d'aligner de puissantes flottes commerciales et de guerre pour éliminer leurs concurrents — ce sont ces Etats qui resteront les vainqueurs.

Les voies maritimes commencent à prévaloir sur les routes terrestres, le commerce sur l'agriculture. C'est pourquoi les grands empires territoriaux qui existaient déjà depuis des siècles en Asie, comme c'est le cas pour la Chine, ou qui surgissent maintenant, comme c'est le cas de la Perse et de l'Inde, devront succomber, bien qu'ils puissent se vanter d'antiques et glorieuses traditions maritimes.

#### LA MERVEILLEUSE RENAISSANCE DE L'ASIE.

A partir de 1501 un grand bouleversement commence en Perse. L'immense pays, depuis l'Antiquité, a fonctionné comme un pont entre l'Orient et l'Occident. Ce n'est donc point par hasard qu'il est parcouru par la grande vague de renouveau qui est en train de secouer le monde civilisé. L'indépendance perse avait été détruite, au VII<sup>®</sup> siècle, par la conquête arabe, suivie des dominations turque et mongole. La grande dynastie des Sofis monte sur le trône, unifie le pays et lui rend son indépendance. Et il ne s'agit pas d'un simple changement dans la façade politique, mais d'un profond bouleversement social.

La dynastie des Sofis accomplit sa tâche avec succès: elle limite le pouvoir local de l'aristocratie terrienne, elle contrôle la classe turbulente des khans, les fameux Kizilbachi — les nobles au fez rouge. En un mot, le mouvement accomplit la transformation de la monarchie féodale en monarchie absolue, exactement comme cela s'était produit dans les principaux Etats européens, fondés depuis peu. Les fiefs des khans cessent d'être héréditaires, et eux-mêmes sont réduits au rang de fonctionnaires du pouvoir royal. Le Schah soustrait des territoires toujours plus vastes à la juridiction des seigneux féodaux, en créant les cités royales, en organisant une classe de fonctionnaires d'Etat, choisis non plus parmi les Kizilbachi hautains, mais dans les classes inférieures de la population. Toujours dans un but antiféodal, le nouveau régime supprime la vieille armée formée par les hommes et les armes fournis par l'aristocratie et crée, sur le modèle européen, une armée permanente.

A la même époque, de grands bouleversements secouent la grande péninsule gangétique, l'Inde fabuleuse.

Cet immense pays, par suite de circonstances historiques complexes — dont la principale est l'invasion fréquente de conquérants étrangers qui se superposent à l'élément indou — est un cas limite de la fragmentation féodale. Lorsque, il y a quelques années, l'Empire britannique cessa de dominer les Indes, le nombre de princes indous et musulmans vassaux de la Couronne britannique s'élevait à 562. Cela peut sembler excessif, mais ce n'est certainement pas le nombre maximum, si l'on pense qu'au XIVe siècle l'Inde était divisée en 1.350 Etats. Et ce n'est pas tout : à la fin du siècle suivant, le fractionnement devait encore s'approfondir, le règne brahmanique du Dekkan s'était divisé en de nombreux petits Etats provinciaux.

L'empire mongol, fondé par un descendant de Tamerlan, Bâber, remédie au chaos féodal et réalise l'unité politique. L'empire naquit de la bataille de Panipat qui se déroula le 20 août 1526 et fut gagnée par l'armée de Bâber; mais l'empire atteint son apogée sous Akbar, qui régna de 1556 à 1605. L'empire s'étend alors jusqu'à ses limites historiques, comprenant, outre l'ex-sultanat de Delhi soumis par Bâber, le Gujarat, le Bengale et une partie du Dekkan; un empire immense qui atteint les 4 millions de km² pour une population de 100 millions d'habitants.

Akbar, qui fut non seulement un conquérant mais un grand homme d'Etat, prit pour modèle, dans la grande œuvre de reconstruction entreprise, la monarchie des Sofis - même si les résultats furent bien inférieurs au modèle. Naturellement, si l'Inde des Grands Mongols naît à une nouvelle vie, cela n'est pas dû aux qualités personnelles, même si elles sont exceptionnelles, de Bâber ou d'Akbar. Au contraire, ici également, on assiste à un bouleversement des vieux rapports sociaux. Akbar. comme les Schahs de Perse, comme les monarques chrétiens de l'Europe, est l'expression d'un mouvement social qui tend à mettre fin, ou du moins à limiter sensiblement, le pouvoir de la noblesse féodale qui s'était renforcé à la suite de la conquête musulmane et pesait lourdement sur les villages. Lui aussi tente d'opposer une bureaucratie d'Etat, responsable seulement devant le pouvoir royal, à l'anarchie du pouvoir féodal local; il remplace également la vieille armée féodale par une armée permanente. La dialectique de la lutte sociale lui impose, comme cela s'était déjà vérifié pour les monariches absolues européennes, d'appuyer la paysannerie qui peine depuis des siècles sous le joug écrasant de l'aristocratie militaire. En conséquence, il poursuit le grand objectif d'une réforme agraire qui réintègre l'Etat dans ses propriétés et le village dans ses droits, mettant fin aux usurpations traditionnelles de la noblesse et de ses hommes de main. Mais les grandes réformes d'Akbar se heurtent à la résistance fanatique du clergé musulman qui, comme d'habitude, dissimule derrière l'intransigeance dogmatique sa défense inavouable des intérêts de l'aristocratie, et n'hésite pas à prêcher la haine raciale entre musulmans et hindous. Ce seront effectivement la division raciale — la péninsule indienne, par suite des invasions successives est un véritable kaléidoscope de races et de langues — et la vitalité des traditions féodales qui limiteront les résultats de la réforme. Toutefois, au moment du débarquement des Portugais dans les ports de la péninsule, l'Inde n'est pas ce pays pauvre et affamé que laissera le passage de l'impérialisme. L'industrie est en plein développement, le commerce plus encore. La péninsule indienne est un maillon de commerce mondial. Des navires de petit cabotage y font escale, venant de tous les points de l'Asie : de la péninsule arabe, des ports persans, de la Chine, de l'Insulinde. La richesse de la marine indienne surprend les visiteurs étrangers. Il se développe une importante classe de marchands, appelés Banias, qui, au XIIº siècle, opèrent dans toutes les régions côtières de l'Inde, à Goa, dans le Coromandel, au Bengale. Ils s'occupent du trafic commercial et d'opérations financières : leurs dépôts et leurs offices de change se rencontrent même en dehors de l'Inde : dans les ports persans, en Arabie, dans toute l'Afrique orientale depuis Aden jusqu'au Cap de Bonne Espérance. Ils exportent les cotonnades fabriquées au Bengale et dans le Coromandel. Grâce à eux. les produits des filateurs indiens arrivent jusqu'aux îles de la Sonde. La monoculture meurtrière, typique de la domination coloniale, est inconnue : agriculture, manufacture et commerce s'équilibrent et se compensent réciproquement. L'Inde n'exporte pas seulement des tissus, mais également des produits industriels. En somme, c'est l'exact opposé de l'Inde douloureuse, engluée dans le paupérisme que le féroce

colonialisme occidental nous a habitués à imaginer. C'est un pays dans sa phase d'ascension.

Tous ces faits parlent clairement. Ils nous montrent que la révolution anti-féodale n'est pas un fait exclusivement européen: elle franchit les océans et met en branle les continents. L'Asie aussi est en lice, les peuples de couleur aussi — sans même s'apercevoir qu'ils possèdent cette tendance à l'inertie et à la contemplation que leur attribuent les philosophes occidentaux — agissent activement. Puis, sur tout ce fourmillement d'activité, une mortelle paralysie va s'étendre. Ceci se produira alors que l'Asie qui, depuis des millénaires, a été la matrice inépuisable de peuples conquérants envahissant l'Europe, deviendra à son tour l'objet de l'invasion, de la conquête brutale. Mais ces envahisseurs sans pitié ne viendront pas, comme dans l'Antiquité, à dos de cheval, mais sur les ponts armés de navires océaniques. Et c'est en vain que les agressés tenteront d'échapper à cet étau en s'enfermant dans un strict isolationnisme, comme le feront la Chine et le Japon.

Le cas du Japon est suffisamment éloquent pour que nous y fassions allusion rapidement. L'archipel nippon participait lui aussi au bouleversement mondial. A travers de dures luttes, le pouvoir impérial, représenté par les Shogouns, une sorte de dynastie héréditaire de premiers ministres, abat le pouvoir de l'aristocratie féodale. Le Japon est un pays très arriéré: il suffit de dire que c'est seulement au XVIª siècle que le fer et l'acier y font leur apparition. L'unification politique du pays comporte la renaissance de l'économie agricole que la domination des seigneux féodaux — les "Daīmio" — maintient à un niveau très bas. Les réformes antiféodales sont menées à bien sous les shogounats de Nobunaga (1534-1582), de Hideyoschi (1536-1598), de Yeyasu (1542-1616). Sous leur règne, celui de Yeyasu spécialement, le pouvoir impérial se transforme en assumant la forme de la monarchie absolue, tandis que les "Daīmio" querelleurs sont ramenés au rang de courtisans.

La religion catholique importée par les missionnaires se révèle comme une arme idéologique d'une efficacité insoupçonnable entre les mains des réformateurs antiféodaux luttant contre le clergé bouddhiste qui s'acharne à défendre l' "ancien régime". Il arrive même un moment où les nombreuses conversions, favorisées par les Shogouns, semblent devoir transformer le Japon en une nation chrétienne. Mais l'invasion des Portugais, pour qui la prédication des missionnaires sert uniquement à faciliter la conquête du pays, contraint le gouvernement nippon à changer radicalement de politique. En 1638, les successeurs de Yeyasu ferment le Japon aux étrangers et banissent le catholicisme. Il faudra, deux siècles plus tard, le bombardement des navires de guerre du commodore américain Percy pour détruire la barrière élevée contre la piraterie des impérialistes européens. Mais tous les Etats asiatiques ne jouissent pas du privilège qu'apporte au Japon sa nature insulaire. Non seulement les Etats de formation récente, mais l'Empire chinois lui-même, sont incapables de s'opposer à l'invasion européenne.

#### REPLI DU CAPITALISME ASIATIQUE.

Il pourra sembler que nous avons donné une importance excessive à l'examen des événements qui se déroulent dans le monde à l'époque que nous examinons, alors que le présent travail est dédié à l'étude des particularités du cours historique chinois. Mais il est clair que nous ne pouvions absolument pas employer une méthode différente. Tout événement historique important, même s'il se déroule loin des pays où

le rythme de développement est le plus rapide, est conditionné par le développement de l'histoire mondiale. Ceci vaut d'autant mieux pour la Chine. Nous avons vu comment l'origine de la nation chinoise et son développement furent strictement déterminés par les caractéristiques du continent, par la position géographique du territoire, par sa géologie. Nous savons également qu'il existe de strictes relations entre l'évolution historique de la Chine et celle du reste du monde civilisé. En fait, la Chine antique eut une part très importante, même si elle n'était pas directe, dans les invasions barbares qui détruisirent l'Europe romaine, car elle contraignit les populations mongoles nomades à dévier sur l'Occident où elles firent pression à leur tour sur les barbares germaniques.

Il faut penser aux conséquences historiques qu'entraînèrent les invasions des Huns dans l'Antiquité et celles des Turcs dans le bas Moyen Age; toute l'histoire du féodalisme européen et de l'époque de transition au capitalisme leur est liée; ces peuples nomades étaient originaires de la Mongolie, dont ils tentèrent maintes fois de sortir pour s'aventurer à l'intérieur de la place forte chinoise où ils furent invariablement arrêtés et rejetés vers l'Occident. En gardant tout cela présent à l'esprit, on comprendra que l'on ne peut faire un travail historique sérieux sur ce sujet sans considérer globalement les événements mondiaux et sans tenter de découvrir leurs relations intimes.

Ainsi, on ne peut comprendre les raisons de l'énorme retard de la révolution bourgeoise chinoise, sans se rendre compte de la stagnation et de l'involution qui frappèrent la Chine au moment même où les Etats atlantiques de l'Europe se lancèrent dans la voie du capitalisme, sortant définitivement du Moyen Âge. Nous devons comprendre comment il se fait que la Chine, qui avait devancé de plusieurs siècles toutes les nations du monde sur la voie du féodalisme et de la monarchie absolue, se laissa ensuite dépasser, sombrant dans cette irrémédiable décadence dont elle ne se relève qu'aujourd'hui. Et nous ne pouvions le faire sans jeter un coup d'œil sur les conditions, non pas de la seule Chine ou même de l'Asie, mais de tout le monde connu à l'époque des découvertes géographiques. C'est pourquoi nous avons rapidement passé en revue les bouleversements qui se produisent en Europe dans cette période, ainsi que ceux — substantiellement identiques — que l'histoire enregistre pour les principales nations de l'Asie, comme la Perse, l'Inde, le Japon. Il resterait à examiner les conditions propres à la Chine : nous y avons déjà fait allusion en évoquant l'ère des Ming, qui est la dynastie régnante au moment de l'arrivée des Occidentaux. Il convient maintenant de compléter ce que nous avons déjà dit, en tenant compte, toutefois, du peu d'espace dont nous disposons.

Marco Polo fut un magnifique témoin de la grandeur de la Chine, qu'il visita de 1275 à 1291, au moment où régnait la dynastie mongole des Yuan. Faut-il répéter ce que tout le monde sait? Marco Polo trouva un pays très avancé dans le domaine de l'industrie, du commerce, de l'administration. Deux siècles et demi avant l'installation des Portugais à Macao, gracieusement concédée aux "barbares" d'Occident par l'Empereur, la Chine est un pays où existe déjà une classe d'industriels qui emploient une main-d'œuvre salariée dans leurs manufactures — ce qui prouve que l'industrie est gérée dans des formes capitalistes. La classe des commerçants est plus importante encore; elle dispose de flottes maritimes et fluviales importantes. « Sur le seul Yang Tsé Kiang — écrit Marco Polo émerveillé — naviguent, en vérité, plus de navires chargés de marchandises de grande valeur que sur tous les fleuves et toutes les mers du monde chrétien. » Le pays jouit d'une métallurgie

très avancée et consomme une grande quantité de charbon. Le commerce extérieur est développé et reçoit une nouvelle impulsion sous les Ming. La Chine importe les épices des îles de la Sonde et les revend aux Portugais ; elle maintient des relations commerciales avec la Perse, l'Arabie, l'Inde, le Japon. Sous le troisième Empereur Ming, Young-Lo (1403-1424), elle entreprend l'exploration de la Malaisie et de Ceylan et conquiert l'Annam. Avant lui, l'Empereur Qubilai avait tenté de conquérir Java. Les marins et les commerçants chinois se rencontrent dans tous les principaux ports de l'Océan Indien, et poussent jusque sur les côtes de l'Afrique orientale. Les banquiers chinois — comme l'avait déjà remarqué Marco Polo avec stupeur — usent largement du papier monnaie, tout à fait inconnu en Occident.

Pour récapituler, à l'aube du XVIII siècle, les conditions historiques de l'Europe et de l'Asie, en considérant, naturellement, les Etats principaux, sont sensiblement comparables. En mettant de côté la diversité des voies suivies, les accidents présentés par le développement de chaque pays et les différences des organismes politiques, une tendance est commune à tous : la tendance au renouvellement des moyens de production, à la recherche de nouveaux modes de vie sociale. En un mot, la tendance au dépassement du féodalisme. Mais la dialectique historique permettra seulement à un groupe d'Etats de parcourir jusqu'au bout le chemin emprunté — ce seront les Etats qui réussiront à imprimer un rythme jusqu'alors inconnu à l'accumulation primitive, à l'édification de ces grandes fortunes marchandes et financières qui, par la suite, permettront la révolution industrielle. La grande lutte entre l'Asie et l'Europe se décidera sur les mers, sur les routes océaniques qui ouvriront la voie au marché mondial moderne.

Les Perses, les Arabes, les Indiens, les Japonais, les Malais, les Chinois tous ces peuples ont derrière eux d'antiques et glorieuses traditions de navigation. Le commerce maritime a, chez eux, de lointaines origines. Pourtant, les faits montreront que leur technique des constructions navales et de la navigation n'est pas adaptée à l'immense effort requis par la navigation océanique. Ils ont l'audace de se déplacer d'un bout à l'autre de l'Océan Indien, mais ils ne parviendront pas à accomplir la grande entreprise de relier les océans entre eux. La réalité de l'époque, c'est que le commerce a pris une importance qui dépasse les nations et les continents: il s'est fait mondial. Ses voies restent pourtant encore terrestres. Il existe, c'est vrai, les grandes flottes de Venise et de Gênes qui s'occupent du commerce Europe-Asie, mais leur tâche s'arrête dans le port d'Alexandrie ou dans les ports moins importants de la Syrie. Les marchandises en provenance de l'Asie, lorsqu'elles ne suivent pas la très longue "route de la soie" par le Turkestan chinois, sont transportées par les flottes arabes à Suez et de là, à dos de chameau. elles poursuivent leur route vers la métropole égyptienne. En conséquence, les frais de transport, sur lesquels pèsent, entre autres, les lourds impôts prélevés par les Turcs qui contrôlent les voies d'accès à l'Europe, deviennent insupportables. Il devient nécessaire de trouver une liaison directe entre les deux continents, entre les deux marchés. L'Asie ne participe pas à cette entreprise; seuls y prennent part les nouveaux Etats atlantiques, les nouvelles monarchies chrétiennes qui viennent de surgir d'une lutte victorieuse et tendent irrésistiblement à s'agrandir.

Si les princes féodaux dispersés acceptaient avec résignation le monopole commercial des républiques maritimes italiennes, les superbes monarchies de Madrid, de Lisbonne, de Paris, de Londres, ne sont plus disposés à le tolérer — précisément parce qu'elles possèdent les moyens financiers nécessaires aux expéditions océaniques. La lutte pour la découverte et le monopole des routes inter-océaniques commence. La découverte de l'Amérique octroie d'immenses empires coloniaux à l'Espagne et au Portugal, mais elle n'aura pas d'influences immédiates sur l'histoire mondiale, à l'inverse de la circumnavigation de l'Afrique par Vasco de Gama. Le formidable raid Lisbonne-Calicut, de 1497 à 1497, va ébranler le monde : il marque la "démobilisation" de la Méditerranée, la décadence irrémédiable de l'Italie, l'explosion de la puissance coloniale portugaise. Mais il marque surtout la défaite de l'Asie. Le monde sait maintenant quels seront ses maîtres. Et lorsqu'une autre héroïque expédition, conduite par Ferdinand Magellan, pousse jusqu'à l'Atlantique austral, réussit à trouver le passage du Sud-Ouest et débouche dans le Pacifique pour remonter jusqu'aux Philippines, la victoire de l'Europe est complète, sans appel : l'encerclement de l'Asie est achevé.

La circumnavigation du globe, dans les années 1519-1522, sanctionne la primauté mondiale de l'Occident — peu importe si elle passera des mains des Ibériques à celles des Hollandais et des Anglais. Les exploiteurs qui la tortureront et la spolieront sans pitié pourront changer, le sort de l'Asie, lui, ne changera plus : ses flottes disparaîtront des mers, ses campagnes seront dévorées par la sécheresse, ses merveilleuses villes se dépeupleront. Et ses peuples seront jetés dans la galère infernale du colonialisme capitaliste, le plus féroce et le plus inhumain qui ait jamais existé. Les causes du repli et de la décadence de l'Asie, et donc de la Chine, ne se trouvent pas ailleurs.

Mais, dans le domaine de l'histoire comme dans celui de la nature, rien ne survient par hasard. La supériorité navale de l'Occident ne fut pas l'effet d'un coup de fortune. La préparation scientifique, le courage et la discipline des amiraux et des chiourmes, eurent, certes, leur part dans la réussite des expéditions. Mais la vérité est que la technique des constructions navales et l'art de la navigation devaient avoir le plus grand développement en Occident, car la civilisation européenne surgit sur les rives de la Méditerranée, mer interne facilement navigable. Précisément parce que cette mer était d'accès facile pour tous les peuples qui habitaient ses côtes, toute grande puissance qui aspirait à la suprématie impériale devait, avant tout, s'imposer comme puissance navale. La circumnavigation de l'Afrique accomplie par les navires du pharaon Nino, l'impérialisme commercial des Phéniciens, le colonialisme des républiques helléniques, le grand conflit entre Rome et Carthage, les compétitions des républiques maritimes italiennes — tous ces faits démontrent bien que la lutte entre les puissances méditerranéennes fut avant tout une lutte entre puissances navales.

Au contraire, les nations asiatiques n'eurent jamais une marine de guerre capable de rivaliser avec celles de l'Occident. La Chine elle-même ne réussit jamais à se débarrasser de la piraterie japonaise. Cela s'explique par le fait que les grands Etats asiatiques furent contraints de dépenser la plus grande partie de leur énergie contre les invasions des barbares déferlant depuis la partie septentrionale du continent, alors qu'ils n'eurent pas à affronter le péril d'invasions venant de la mer. L'Océan avait été, pour eux comme pour les anciens peuples d'Occident, un rempart infranchissable. Mais lorsque l'Océan fut violé, ils se retrouvèrent sans défense.

Depuis lors, l'impérialisme blanc a réussi à dominer l'Asie en dominant les océans. Ce n'est donc point par hasard que, sitôt ses maîtres traditionnels, britanniques, français, hollandais chassés au cours de la seconde guerre mondiale, les nations asiatiques se sont éveillées à une nouvelle vie.

## LE ROLE DU PARTI DANS LA RÉVOLUTION RUSSE

#### LA SITUATION RUSSE ET INTERNATIONALE DE 1905.

L'explication de la crise politique-sociale russe de 1905 ne soulève aucune difficulté et nous n'en rappellerons que l'essentiel. Le lent travail de transformation économique que nous avons évoqué plus haut (1) a accru les contradictions internes du régime tsariste. A côté de la mercantilisation de la production rurale, dont nous avons suivi le laborieux développement, c'est l'Etat autocratique qui a lui-même procédé à la création de l'industrie lourde grâce à l'appui du capital étranger. Mais ce système de financement fait peser de lourdes charges sur la dette publique dont l'amortissement absorbe une partie considérable du produit national, ce qui aiguise les contrastes entre la concentration industrielle très poussée et l'agriculture aux procédés et à la structure encore archaïques, ce qui se reflète dans une gestion étatique désastreuse et parasitaire.

Ces contradictions couvent durant toutes les dernières années du XIXº siècle mais n'explosent que sous la pression d'un événement extérieur, la querre qui oppose les impérialismes russe et nippon en Mandchourie. Le Japon, comme tous les capitalismes jeunes, est en pleine expansion, avide de conquêtes et de zones d'influence. La révolution anti-féodale l'a tiré de sa léthargie séculaire, l'aide anglaise l'a doté d'un armement puissant et d'une flotte très moderne. Il n'hésite donc pas à se mesurer à la Russie qui poursuit avec ténacité sa marche vers les mers libres d'Asie selon la tradition logique d'un développement historique qui n'est qu'une longue suite de colonisation, des terres slaves d'abord, asiatiques ensuite, de la part des Grands Russiens et de l'Etat de Moscou. La guerre qui éclate est désastreuse pour les Russes qui sont battus sur terre et sur mer. Ses conséquences sociales ne se font pas attendre : mutineries dans la flotte, grèves et insurrections dans tout le pays. La grande prévision de Marx se trouve vérifiée : la défaite du tsarisme, qu'il avait toujours ardemment souhaitée, même au moment où elle pouvait profiter à d'autres régimes réactionnaires et féodaux, comme la Turquie par exemple, constituait vraiment la condition indispensable à l'insurrection des masses russes contre le gouvernement hai des nobles et propriétaires fonciers, cette révolte que plusieurs générations de révolutionnaires, mais aussi de sincères démocrates bourgeois. avaient depuis plusieurs lustres attendue...

Ce dénouement prouve d'autre part que l'attention avec laquelle le maître du marxisme suivait les événements de la politique internationale, même lorsque leur issue n'intéressait pas directement le prolétariat, ne devait rien, comme certains l'ont "découvert" depuis, à la passion personnelle du publiciste et du révolutionnaire. Le prolétariat, à l'égard duquel il agissait comme guide et comme précurseur, n'est pas indifférent au résultat de conflits dont il n'est pas le protagoniste direct, mais dont l'issue peut ou non accélérer sa propre intervention.

On sait que la révolution de 1905 fut vaincue à cause de son manque d'unité et de cohésion, que les grèves et insurrections surgirent en désordre, sans plan d'ensemble, que les masses soulevées, souvent maîtresses de la place pendant des périodes plus ou moins longues, furent battues "en détail" faute d'une direction centrale et malgré des épisodes glorieux. Le cinéma soviétique de la grande époque

<sup>(1)</sup> Voir nos articles précédents dans "Programme Communiste", Nº 5 et 6.

a immortalisé par exemple l'épopée du cuirassé Potemkine dont l'histoire au cours de la révolution de 1905 nous offre un tableau frappant de la combattivité et de la conviction révolutionnaire de tout l'équipage d'une grande unité de la flotte, et plus encore, celui d'une solidarité sans faiblesse de toute la masse des marins ; image qui n'émeut plus les spectateurs d'une génération frappée d'atonie politique, mais qui reste fixée dans le livre d'or de toutes les révolutions. La révolution était défaite mais la position de Lénine sortait victorieuse de tous les doutes et de toutes les hésitations : douze ans plus tard l'expérience devait porter ses fruits.

Ce n'est pas un hasard si la scission du parti socialiste russe en menchevicks et bolchevicks demeure une des choses les moins comprises des critiques de la révolution d'Octobre et particulièrement de ceux qui se rangent justement aux côtés de Lénine contre Staline et ses successeurs. Dans leurs rangs, pour une fois, nous ne compterons pas les trotskystes qui, sur ce point au moins, n'ont pas tout oublié de l'œuvre du grand révolutionnaire dont ils revendiquent le nom, et qui savent quelle importance eut cette démarcation entre le marxisme orthodoxe et l'opportunisme (même si, dans la pratique, ils penchent plus souvent vers le second que vers le premier). Mais il v eut dans l'Internationale des révolutionnaires sincères qui crurent que cette scission était un accident et qui, se basant sur les efforts, réels, de Lénine pour surmonter organiquement la coupure en deux du mouvement, pensèrent devoir en déduire que le maître fut toujours pour l'unité à tout prix. Parlant du déclenchement de la révolution, fin janvier 1905, Souvarine, dans son ouvrage sur Staline, qui caractérisait très bien cet antistalinisme démocratique ayant depuis fait école, écrit non sans quelque ironie à l'adresse des chicanes théoriques entre "frères ennemis", que cette révolution "avait commencé sans attendre le signal des révolutionnaires professionnels".

Il est bien exact que les chefs politiques n'avaient pas prévu le déclenchement des opérations de guerre sociale, mais les bolcheviks — et c'est pour nous l'essentiel — avaient leur programme tout prêt. Les polémiques entre les deux courants de la social-démocratie russe, que Souvarine semble réduire à des querelles de chefs, représentent en réalité une ligne de démarcation qui fut déjà esquissée avant 1905 et à propos de questions extrêmement importantes, mais que nous n'avons pas la place de rapporter ici (la position contre "l'économisme", la question de la centralisation dans le parti, etc.) et qui devait conduire les deux branches du mouvement dans deux directions totalement opposées, l'une à la victoire d'Octobre, l'autre à la contre-révolution.

Une autre conception, qui prétend se référer aussi au non-synchronisme de l'action des rues avec les plans stratégiques des chefs dans cette révolution est celle qui en tire argument pour nier la possibilité d'une vue programmatique nette et définitive. Celle-ci serait impossible parce qu'entre le moment où le programme est érigé et le moment où il s'agit de le mettre en pratique des "événements nouveaux" se sont produits. Poussé jusqu'à ses conséquences extrêmes, et dans la décomposition actuelle de toutes les tendances, ce point de vue aboutit à un véritable existentialisme politique dont nous avons critiqué précédemment les effets.

Il est bien vrai qu'entre 1905 et 1917 il y a eu des "événements nouveaux". Toute la question, pour régler le différend qui nous oppose à ces gens concernant la possibilité d'anticiper sur le déroulement des faits historiques se réduit à ceci : ces événements se sont-ils déroulés dans le sens prévu par Lénine, et avant lui par Marx, ou dans un sens contraire? Il faut pourtant se convaincre, à l'examen des

faits, qu'ils n'ont nullement infirmé la vision primitive des marxistes russes, ils l'ont au contraire amplifiée, ils lui ont donné une forme encore plus radicale. Et cela parce que, justement, le seul schéma d'ensemble valable de la succession des formes historiques est celui dont Lénine s'inspirait.

Ainsi, si la réforme agraire de Stolypine avait accompli ce tour de force improbable de transformer intégralement la grande propriété foncière noble en petite propriété bourgeoise, il est certain que les données politiques de la lutte prolétarienne en Russie auraient subi de profondes modifications. Subordonnées jusque-là à la contre-partie politique bourgeoise de la réforme agraire à accomplir, elles auraient, dans l'hypothèse d'une suppression générale des privilèges féodaux sur le sol, privé le prolétariat de l'appui révolutionnaire que les masses rurales, avides de terre, pouvaient lui apporter. Pour celui-ci, l'heure de l'intervention décisive serait peut-être venue plus tard, mais dans des conditions plus modernes, plus proches de celles du prolétariat occidental. C'est-à-dire qu'en définitive la tactique des socialistes russes se serait entièrement alignée sur le schéma classique de Marx à l'usage des pays développés. L'évolution historique en Russie ne pouvait donc que rapprocher les conditions russes de l'expression la plus "pure" et la plus nette de la conception universelle du socialisme.

Dans la question des perspectives possibles l'essentiel est en effet, au point de vue de la validité du programme et de la doctrine, de décider si les réformes bourgeoises, qui d'évidence n'ont jamais d'autre contenu qu'un renforcement du capitalisme, concourent ou non à préparer les conditions de la révolution prolétarienne. Faut-il penser que la possibilité du socialisme est suspendue à "l'utilisation" de quelques crises décisives après lesquelles la société de classe deviendrait inattaquable, ou bien au contraire, toute crise surmontée en appelle-t-elle une autre en accroissant les contradictions internes du système, préparant ainsi un nouvel assaut révolutionnaire? Si la révolution socialiste peut seule donner la réponse définitive de l'Histoire à cette question, le marxisme comme théorie de la société l'a définitivement tranchée en se fondant sur ce fait continuellement vérifiable : toutes les mesures du pouvoir d'Etat bourgeois, fussent-elles inspirées par les meilleures intentions, ne réussissent qu'à intensifier le contraste fondamental de cette société et à en rendre plus terribles les crises.

La "catastrophe" finale prévue par Marx ne quitterait donc pas l'horizon historique même si l'ensemble du capitalisme mondial réussissait à surmonter toutes les crises qui, comme celle qui soulevait la révolution démocratique russe, ne découlent pas directement du conflit entre travailleurs salariés et entrepreneurs capitalistes, mais de celui qui oppose classe dominante à classe opprimée dans un système pré-bourgeois. De plus, la survie que s'assure le système capitaliste quand il surmonte de telles secousses n'a pas pour seul résultat d'approfondir ses contradictions internes et d'en créer de nouvelles souches dans des territoires jusque là vierges de capital, elle développe aussi les liens de solidarité économique entre des secteurs productifs très diversement avancés, ce qui a pour effet inévitable de rendre sensible jusqu'au cœur des vieux pays capitalistes les crises de croissance et les heurts sociaux qui accompagnent la naissance ou l'expansion des capitalismes neufs. En cas de crise internationale ces derniers deviennent alors, en quelque sorte, les "goulots d'étranglement" de toute la politique du capitalisme. La Russie tsariste au début de ce siècle fut justement une de ces zones critiques dont le réveil social peut se répercuter jusqu'au centre des pays impérialistes et, dans des conditions déter-

minées, déclencher une crise révolutionnaire internationale. C'est dans ce fait que réside en particulier la condamnation des "voies nationales" vers le socialisme. La mentalité bourgeoise et son reflet, l'opportunisme ouvrier, ont pour règle de ne considérer les problèmes que dans le cadre national. Vus entre ces œillères, les problèmes qui se posent à la bourgeoisie peuvent quelquefois apparaître comme aisément solubles; il n'en est plus rien si on tient compte du contexte international dans lequel ils s'inscrivent. La révolution démocratique russe devait, selon Lénine, "soulever l'Occident". Elle n'y est pas parvenue en 1905 en raison du rapport de forces en Russie même, mais aussi parce que le monde était plongé dans la béatitude de "l'idylle de paix sociale et internationale" des années 1880-1910. Toute autre devait être la portée du même problème lorsqu'il se posa en pleine querre impérialiste. Les masses russes étant définitivement arrachées à leur séculaire torpeur sociale, rien ne pouvait empêcher la secousse avortée en 1905 de se reproduire, amplifiée et irrésistible, à la première occasion, et la solidarité entre capitalisme occidental et tsarisme d'engendrer les bases objectives de la solidarité entre le prolétariat d'Europe et de Russie. Avant d'examiner le programme bolchevick de 1905 il fallait souligner que tous les principes qui devaient trouver en 1917 une brillante application y étaient déjà consignés.

## DIVERGENCES SUR LA TACTIQUE — DIVERGENCES DE PROGRAMME ET D'IDÉOLOGIE.

En tentant cette gageure: brosser en quelques pages les grands traits du marxisme russe, on ne peut éviter, tout en sacrifiant pourtant des choses essentielles, d'intercaler de nombreuses incidences. Il nous faut donc rappeler ici que la délimitation théorique à l'égard de l'opportunisme, qui précède souvent d'une longue période sa confirmation pratique demeure à nos yeux la plus importante des deux. Lorsqu'on verra que le succès de la révolution d'Octobre tient à ce qu'il existait en Russie un fort parti de classe solidement organisé, alors que partout ailleurs, comme nous l'avons déjà dit, le redressement international prolétarien ne trouva que des minorités révolutionnaires d'influence numérique dérisoire, on comprendra pourquoi, de tout le chemin respectivement parcouru par les deux branches de la social-démocratie russe, c'est leur point de bifurcation qui reste le plus important, le plus riche en enseignements.

Aujourd'hui, en relisant l'Histoire du parti russe on peut retrouver derrière cent textes le profil des divergences entre bolchevicks et menchevicks, mais celles-ci ne se sont peut-être jamais manifesté avec autant de clarté que dans le débat que nous rapportons, celui de 1905; et parce qu'il avait trait à une question de tactique. Toute déviation opportuniste, tout abandon de la position de classe s'exprime dans une erreur de tactique: les menchevicks en 1905, lorsqu'ils faisaient du prolétariat un simple comparse de la révolution bourgeoise, s'orientaient vers leur trahison de 1917; le centre de l'Internationale, en 1925, lorsqu'il optait pour le front unique aux côtés de la social-démocratie, préparait l'échéance honteuse de la seconde union sacrée de la guerre 1939-1945; le stalinisme de 1927, en appuyant les cadets de Tchang Kaï Tchek ouvrait les voies du massacre du prolétariat de Canton...

Mais toute erreur de tactique est à son tour précédée d'un fléchissement de la théorie, d'une intrusion idéologique ennemie. Il devrait être aisé aujourd'hui de retrouver à la lueur de ces expériences les origines lointaines de la décomposition

<del>-- 34 ---</del>

opportuniste qui, une fois vaincue par Lénine et son courant politique, fit ultérieurement sa réapparition dans l'Internationale, derrière d'autres visages sans doute, mais toujours avec le même contenu, celui de l'abandon des critères distinctifs du parti de classe et de la ligne historique du prolétariat. Si l'éclaircissement de ces questions relevait de la pure raison, la source commune de ces abandons successifs ne pourrait davantage se dissimuler : elle réside dans une aberration idéologique ancienne, celle de l'aile révisionniste de la social-démocratie allemande décrétant que "le mouvement est tout, le programme n'est rien", dont l'imitation russe fut le menchevisme affirmant à la veille de la révolution de 1905 que le parti doit être "ouvert à toutes les tactiques". et qui, enfin, se manifeste derechef sous les divers aspects de la déliquescence idéologique staliniste avec ses "voies originales" au socialisme, en vertu desquelles chaque parti "communiste" est libre de choisir sa tactique, ses alliés et ses méthodes de lutte.

Mais, en réalité, la reproduction périodique de ces aberrations ne relève pas d'un processus subjectif, d'une erreur intellectuelle d'appréciation, elle est le produit direct de la succession des rapports de force dans la lutte historique réelle, l'expression des phases de recul du mouvement politique international. Quand l'organisation ouvrière cède aux situations défavorables en composant avec le programme des autres classes, quand elle s'allie à leurs partis, quand elle ne sait pas conserver dans des mouvements qui ne sont pas encore des mouvements socialistes son intégrité politique et organique, elle n'est déjà plus dans sa substance le parti du prolétariat, mais l'auxiliaire involontaire ou inconscient des adversaires de la révolution et du socialisme. Tel est aujourd'hui le rôle du parti stalinien dont nous attendons avec impatience que, déterminé par la finalité historique et sociale des forces qu'il sert, il reconnaisse enfin ne plus avoir de finalité prolétarienne.

Nous pouvons maintenant étudier comment Lénine, en 1905, aborde le problème de la révolution démocratique en Russie en axant toute la perspective sur le rôle du prolétariat, ses intérêts et son objectif dans une révolution qui n'est pas la sienne mais qu'il doit appuyer. Dans "Deux tactiques..." Lénine démontre d'abord qu'il est nécessaire d'avoir une tactique bien définie dans la révolution qui se profile, qu'il faut clairement expliquer aux masses ce qu'est cette révolution, ce que les travailleurs peuvent en attendre, ce qu'ils doivent lui apporter pour en tirer le maximum d'avantages, sur le plan immédiat comme sur celui de leur objectif historique. « Il est certain, écrit-il, que la révolution nous instruira, qu'elle instruira les masses populaires. Mais la question qui se pose maintenant devant le parti politique, c'est de savoir si nous devons enseigner quelque chose à la révolution. »

Formule particulièrement heureuse car là est bien le rôle du parti de classe : apprendre à la révolution naissante ce qu'il a lui-même appris de ses aînées, les révolutions passées. Il est curieux à ce propos de constater que dans le débat qui oppose mencheviks et bolchevicks, les premiers nommés, qui prétendent revendiquer la position la plus radicale et la seule marxiste, sont en réalité les plus confus. Pour justifier leur attentisme politique ils bavardent au sujet de la prise du pouvoir en général. Lénine rétorque qu'il ne s'agit pas de cela : « En effet, la "conquête du pouvoir" par la social-démocratie est précisément la révolution socialiste et ne peut être rien d'autre si on emploie ces mots dans leur sens habituel. » Or il s'agit d'une révolution démocratique donc bourgeoise et Lénine résume ainsi le problème : « L'issue de la révolution dépend de ceci : la classe ouvrière jouera-t-elle le rôle d'un auxiliaire de la bourgeoisie, puissant par l'assaut qu'il livre à l'aristocratie, mais

-- 35 ---

impuissant politiquement, ou jouera-t-elle le rôle de dirigeant de la révolution populaire? » La réponse n'est pas "déterminée par les événements" comme le pensent les menchevicks, elle est dans Marx et le marxisme depuis le "Manifeste" de 1848.

Mais ici nous devons nous arrêter encore un instant car la confusion que combat Lénine est redevenue aujourd'hui toute-puissante, renforcée par les trente années d'abandon que nous venons de subir. Les héritiers politiques du populisme continuaient à identifier la révolution anti-tsariste à un bouleversement socialiste de la structure sociale et particulièrement de la structure rurale, opinion tout à fait erronée comme nous l'avons déjà montré. Quant aux menchevicks ils y voyaient seulement un "alignement" de la vieille Russie sur les capitalismes européens, la perspective d'une activité parlementaire légale et d'une opposition lovale des socialistes au gouvernement bourgeois, comme les pratiquaient alors les sociaux-démocrates des vieux capitalismes de l'Ouest. Le stalinisme actuel conjugue ces deux erreurs, en préconisant un coopératisme agricole qu'il baptise "socialisme" et en voulant le réaliser, hors de la Russie, par les moyens de la conquête de la majorité parlementaire. Cette opinion est tellement ancrée dans le cerveau de ses représentants qu'elle se reporte sur les mouvements armés d'indépendance nationale qui surgissent dans les pays ex-colonisés et que ces conflits, les opportunistes d'obédience russe entendent les résoudre de la même manière utopique. Le parallèle entre eux et Lénine nous avons le droit de l'établir, non seulement en ce qui concerne la tactique du prolétariat dans les pays développés, où l'objectif qui se pose directement est celui de la révolution socialiste, mais encore en ce qui concerne les revendications nationales des peuples assujettis et dont le contenu - tout comme celui de la révolution russe de 1905 — ne peut être que démocratique et bourgeois. Cette conception empreinte de crétinisme parlementaire à l'aide de laquelle nos actuels stalinistes entendent accorder l'indépendance des pays assujettis au nom de la fraternité des peuples et de leur "coopération pacifique", Lénine l'attaquait en quelque sorte par avance lorsqu'il tancait les menchevicks et leur rappelait cette vérité qui n'est une lapalissade qu'aux veux des naîfs : une révolution ne peut être faite que par une classe révolutionnaire. Effectivement, la bourgeoisie russe est réactionnaire et elle ne veut pas faire sa propre révolution ; c'est au prolétariat à l'y contraindre et c'est lui qui doit sauver cette révolution de la contre-offensive monarchique. Mais Lénine répète sans cesse de quelle "catégorie historique" elle relève et met en garde les masses contre toute illusion à son sujet : « ... Cette révolution démocratique, loin d'affaiblir, renforcera en Russie, étant donné le régime social et économique actuel, la domination de la bourgeoisie qui tentera infailliblement, à un moment donné, sans reculer devant rien, de ravir au prolétariat russe la plus grande partie possible de ses conquêtes de la période révolutionnaire. »

Quelles sont donc les garanties du prolétariat dans tout mouvement historiquement progressif, mais qui n'est pas prolétarien (à l'instar de ceux qui se développent, sur un autre plan, chez les peuples de couleur). Elles résident essentiellement en ce que ces mouvements soient véritablement révolutionnaires, que le prolétariat y combatte impitoyablement l'idéologie bourgeoise, qu'il conserve jalousement son autonomie organique et politique. Il faut donc, dans la définition de la tactique de la social-démocratie russe en face de la révolution démocratique qui s'amorce, insister sur le but propre du prolétariat dans cette révolution. Il n'a pas pour objectif de mettre sur pied cette structure politique prétenduement exempte de contradictions sociales dont rêve l'utopisme pro-démocratique petit-bourgeois, mais de

"déblayer le terrain pour la lutte de classe" entre les deux véritables protagonistes modernes de l'Histoire : le capital et le prolétariat.

Connaissant les limites sociales de la révolution démocratique et instruits des véritables mobiles des partis de la bourgeoisie libérale, les prolétaires russes seront mieux armés que leurs frères du siècle dernier en occident, car eux ignoraient qu'après la victoire commune la classe des entrepreneurs capitalistes allait se retourner contre eux, tandis que les travailleurs slaves, grâce à leur parti, en sont avertis. Mais lorsqu'une bourgeoisie aussi faible et aussi veule que la bourgeoisie russe s'apprête à trahir ses alliés historiques des classes exploitées, attend-elle que ces dernières aient mis sur pied leurs forces propres ? Non. Elle traite tout simplement avec l'ennemi absolutiste avant le combat.

Il résulte de tout cela que le parti du prolétariat doit éclairer les masses sur la nature et la portée de la révolution en cours, dénoncer le défaitisme et la trahison préalable des classes libérales, imprimer au mouvement révolutionnaire son caractère le plus décidé et le plus radical, afin d'y sauvegarder les avantages que peut y conquérir la classe ouvrière et empêcher enfin la contre-révolution monarchiste. Si cette ligne politique ne constitue en rien une innovation par rapport aux positions de Marx sur les révolutions de 1848 en France et en Allemagne, elle conserve égalment toute sa valeur, quant à ses principes, dans toute situation historique où le prolétariat est appelé à appuyer un mouvement révolutionnaire contre n'importe quelle forme d'oppression. La comparaison entre cette plateforme et celle des actuels stalinistes fait ressortir qu'ils ont tout à fait cessé d'être des révolutionnaires, même pour des révolutions non-socialistes mais bourgeoises, comme celles qui se sont déroulées durant ces dernières décades en Orient.

Les différents programmes qui s'affrontent dans la Russie expriment fidèlement la ligne de partage qui sépare la position marxiste révolutionnaire de celles des opportunistes des classes non-prolétariennes. Le programme tsariste tient tout dans la convocation d'une assemblée consultative élue suivant un système censitaire et de caste. La bourgeoisie libérale réclame le suffrage libre du peuple en vue de l'élaboration d'une nouvelle constitution, mais en réalité elle est prête à conclure un compromis avec le tsar, comme le prouvent le ton indécis de sa presse, le caractère vague de ses propositions. Le prolétariat, "pour autant qu'il suive la social-démocratie", comme le dit Lénine, est pour le renversement révolutionnaire du tsarisme, la constitution d'un gouvernement révolutionnaire provisoire qui convoquera une assemblée constituante élue, sous son propre contrôle, au suffrage universel. Quant aux partis de la petite-bourgeoisie ils oscillent entre ces diverses positions mais, pratiquement, laissent les mains libres aux partisans de la solution de la bourgeoisie libérale.

La position préconisée par Lénine est donc simple et claire, ce qui prouve, soit dit en passant, que la ligne politique prolétarienne, lorsqu'elle apparaît complexe ou obscure, comme c'est le cas aujourd'hui, ne le doit pas à l'hermétisme de ses formulations, mais au rapport défavorable des forces qui en interdit l'application. Le prolétariat, insiste Lénine, doit imposer l'éviction du tsar, l'instauration d'une république démocratique, ce qui ne peut être le résultat que d'une insurrection populaire. Il doit exiger la convocation d'une assemblée constituante élue au suffrage universel et son parti doit envisager la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire tout en sauvegardant farouchement son indépendance et sa liberté d'action, tout en proclamant ouvertement son hostilité irréductible à tous

les partis bourgeois. En un mot le parti du prolétariat est pour l'instauration révolutionnaire de la république démocratique, pour sa défense contre la réaction, mais en affirmant bien haut qu'il s'agit d'une révolution **bourgeoise** et non socialiste. A bien des puristes pseudo-extrémistes gauchistes, ce programme peut paraître singulièrement dépassé aujourd'hui : il suffirait pourtant de considérer dans quelles conditions et sous quelles férules se font aujourd'hui les "consultations populaires" sous toutes les latitudes, lorsqu'il s'agit de la forme de l'Etat, pour se convaincre de son "actualité"!

Contre Lénine, les menchevicks avancèrent des arguments qu'il n'est pas sans intérêt de rapporter. Pour rejeter la participation au gouvernement provisoire ils la considèrent comme une édition russe du "millerandisme", c'est-à-dire de la participation des socialistes français au gouvernement bourgeois, en Occident, donc dans des pays où la bourgeoisie est réactionnaire, ayant jeté depuis longtemps aux orties sa vieille haine anti-monarchiste et n'hésitant pas à se placer aux côtés du bourreau "nouveau promu" de la classe ouvrière — celui qui sut si bien réprimer les grèves du Midi — le sinistre Galifet, bourreau chevronné de la Commune de Paris.

Mais l'argument des menchevicks est cousu de fil blanc, il suffit à Lénine d'une seule phrase pour réfuter sa mauvaise foi : « La différence entre nous, leur dit-il, c'est que nous marchons aux côtés de la bourgeoisie révolutionnaire et républicaine sans nous fondre avec elle tandis que vous, vous marchez aux côtés de la bourgeoisie libérale et démocratique sans vous fondre avec (... pour l'instant, semble-t-il, et 1917 confirmera le bien-fondé de cette suspicion). Ainsi le vrai marxisme, dans ce type de révolution, doit appuyer ce qui est révolutionnaire, se garder de ce qui est libéral. Toute la démonstration de Lénine concourt à montrer que les hésitations et le "purisme" des menchevicks n'a pas d'autres résultats objectifs que de faciliter le jeu de la bourgeoisie libérale, bien décidée, elle, à s'entendre avec le tsar au détriment de la paysannerie et du prolétariat.

Est-ce une dialectique tellement subtile que celle qui consiste à contraindre la bourgeoisie à faire la transformation économique, politique et sociale qui consacre le triomphe des formes modernes de production sans escamoter tout ce qu'elle comporte de radical, de révolutionnaire et de favorable au prolétariat c'est-à-dire la possibilité d'organisation et d'agitation pour les revendications générales? Certains "révolutionnaires" penseront peut-être qu'il y a là une contradiction avec la position que nous revendiquons en permanence et selon laquelle le prolétariat n'a plus à défendre la démocratie bourgeoise ? En réalité nous disons que l'appui donné aux formes productives modernes est toujours un fait progressif dans une ambiance sociale et historique arriérée, tandis qu'il est toujours une trahison dans un pays capitaliste développé, où "démocratie" et "réforme" sont dépourvues de contenu positif. L'essentiel, dans ces formulations, est toujours de savoir où on va, vers quelles formes de production et à quel stade historique de leur développement général. En Russie la voie ouverte à l'activité du prolétariat par une révolution démocratique est encore très importante : « Nous ne pouvons sortir du cadre bourgeois, écrit Lénine, mais nous pouvons l'élargir dans des proportions immenses. » Et il ne faut pas oublier que dans cette perspective d'élargissement, le réveil de la classe ouvrière d'Occident tient une place primordiale.

Il est encore une objection que nous feront les philistins : la révolution bourgeoise avec son consécutif développement du capitalisme n'est-ce pas ce que vous dites aux stalinistes d'avoir réalisée ? Que leur reprochez-vous donc ? Nationalement,

il est vrai, en effet, que la Russie actuelle, si elle n'a pas dépassé l'objectif 1905 d'une révolution démocratique bourgeoise, donc capitaliste, elle l'a pleinement atteint. Mais si cela constitue indiscutablement un point d'acquis au regard de l'Histoire, il ne faut pas oublier qu'internationalement ce résultat se situe bien en-decà de l'objectif de 1905. Lors de la première révolution russe Lénine disait qu'elle devait soulever l'Europe : dans ce cas le triomphe complet des formes capitalistes en Russie constituait le tremplin du socialisme à l'Occident. Dans le cas de la révolution européenne avortée après 1917, la stabilisation de ces formes en Russie est liée à la défaite internationale du prolétariat. Elle a été payée par l'abandon de la perspective socialiste mondiale. Plus que cela : le niveau de la révolution capitaliste russe, historiquement et économiquement progressif en face de l'arriération de l'aire russo-asiatique, est politiquement et socialement réactionnaire parce qu'elle n'a été obtenue qu'en écrasant la pointe avancée du prolétariat russe et international et en prostituant son parti à la sauvegarde du capitalisme mondial. La Russie des Staline et Khrouchtchev est une Russie bourgeoise, mais non la Russie bourgeoise révolutionnaire que Lénine voyait poindre avec les soulèvements de 1905 et qui devait appeler les pays d'Occident à des révolutions plus avancées, qui devait engager le prolétariat sur la voie d'un objectif historique supérieur, celui du socialisme. La Russie d'aujourd'hui n'impulse pas le mouvement international vers des révolutions, elle le fait tomber au-dessous de son propre niveau initial, le ramenant à une banale et décevante réforme des institutions, tandis qu'à l'égard des révolutions démocratiques et nationales des pays opprimés, elle préconice, non pas le radicalisme de Lénine, mais la négociation qui, en Russie, était l'apanage de la bourgeoisie libérale. Les "Soviétiques" actuels sont les menchevicks d'aujourd'hui, plus dangereux et pires que ceux que combattait Lénine et qui n'avaient pas encore sombré dans la collaboration avec l'impérialisme.

Nous ne répéterons pas la justification du mot d'ordre de dictature que Lénine avançait, même pour une révolution démocratique. Mais nous insisterons sur ce point : si cette dictature était indispensable pour défendre la révolution, elle l'était aussi pour sauvegarder les intérêts du prolétariat au sein de la coalition pluri-classiste du gouvernement provisoire qui aurait dû en surgir car, dans cette coalition, le prolétariat était la force déterminante, mais il s'y trouvait auprès d'éléments qui, en dernière analyse, relevaient de son adversaire mortel, la bourgeoisie. Les éléments libéraux sont des ennemis du prolétariat et le parti prolétarien les dénonce comme tels. Mais les éléments démocratiques ne sont que ses "voisins de route" car le prolétariat, s'il peut appuyer les revendications de la masse paysanne (dont nous avons expliqué plus haut l'appoint révolutionnaire qu'elles pouvaient apporter) ne peut inconditionnellement faire confiance aux formes et partis politiques qui en sont l'expression et qui, par le fait que la paysannerie n'a pas d'objectif historique propre, ne peuvent qu'avoir une finalité bourgeoise et, par cela même, sont prêts à trahir le prolétariat. La dictature dans le gouvernement provisoire c'était donc la garantie à l'égard de la contre-révolution mais aussi la garantie contre la trahison probable du prolétariat par ses alliés.

Ce souci de sauvegarder les intérêts des travailleurs et, en général, de toutes les couches exploitées, on le retrouve dans toutes les étapes que Lénine fixe à la révolution russe et en face desquelles il définit la tâche de la social-démocratie. Liquidation du tsarisme "à la jacobine", dit-il, c'est-à-dire suivant une orientation qui n'est pas dirigée seulement contre le féodalisme mais aussi contre l'esprit petit-

bourgeois dont la présence dans le mouvement populaire est indiscutable. La révolution russe a aussi ses "Girondins" dont la réthorique et le démocratisme purement verbal peuvent perdre cette révolution, comme ils en ont perdu bien d'autres en Occident, les désarmant sous leurs scrupules hors de saison devant les baïonnettes de la réaction. Le prolétariat est sur le point de donner son sang pour une révolution qui n'est pas la sienne, il faut au moins que cette révolution atteigne le niveau maximum compatible avec sa nature historique et sociale. Les masses ouvrières ne doivent pas être leurrées avec des mots, et la grande supériorité de Lénine sur ses adversaires verbeux et diserts c'est que, lorsqu'il parle de "réaction", il ne pense pas à une vaque tendance de la société de classe mais à des intérêts sociaux bien définis (à l'encontre de nos actuels stalinistes qui voient la réaction partout mais l'adversaire de classe nulle part). Ces intérêts sont d'abord ceux de la noblesse terrienne, mais ensuite ceux de la bourgeoisie capitaliste qui laisse à ses intellectuels le soin de bavarder sur les droits démocratiques, mais a bien plus confiance dans l'appareil d'État tsariste — à l'ombre duquel elle développe ses intérêts économiques — que dans les milices armées du mouvement populaire, dont elle ne sait jamais où elles s'arrêteront dans leur lancée impétueuse.

Les menchevicks croyaient, eux, autant à la loyauté de la bourgeoisie dans la lutte contre le tsarisme qu'en leurs propres illusions idéologiques sur la "justice" et la "liberté". Ce faisant, non seulement ils exposaient le prolétariat aux coups conjugués de l'autocratie et de la bourgeoisie, mais ils rendaient toute révolution impossible. Ce dernier argument est le plus incisif de ceux qu'emploie Lénine : « Ou nous prendrons le pouvoir, disait-il à Plékhanov, ou même la révolution bourgeoise échouera et la nôtre ne viendra jamais. » Sans ce facteur politique décisif tout le contenu de revendication sociale qui sert de mobile à la révolution démocratique se retournera, en définitive, contre le prolétariat, particulièrement les revendications de la paysannerie: « Aucun programme paysan (municipalisation, nationalisation, partage) n'empêchera la restauration tsariste parce que celle-ci aura l'appui des petits propriétaires de toute sorte. Plus vite sera réalisée la révolution démocratique. plus vite le petit propriétaire se révoltera contre le prolétariat. » Donc la seule chance de salut c'est la plus grande radicalisation politique du mouvement antitsariste et le soulèvement du prolétariat international. Lénine boucle ainsi toute l'analyse des conditions économiques russes, plus particulièrement l'étude de la situation des masses rurales et de leurs aspirations, dans le grand objectif inévitable. celui du triomphe en Russie des formes politiques modernes qui mettront face à face le prolétariat et la bourgeoisie capitaliste et mettront plus étroitement encore en relation la lutte des socialistes russes et ceux du monde occidental. C'est déjà le schéma d'Octobre 1917, c'est encore l'épine dorsale de toute la stratégie mondiale du prolétariat dans la question des révolutions non encore socialistes et prolétariennes

### CE QUE REPRÉSENTE "L'EXPÉRIENCE RUSSE".

La fidélité aux principes, que nous posons comme cause principale de la force du parti russe et de son succès dans la révolution d'Octobre apparaîtrait encore trop abstraite si nous ne tentions pas, pour conclure, de montrer que cette fidélité est étroitement liée à la rigoureuse interprétation de la praxis, de l'action. Si on ne peut bouleverser un rapport de force défavorable par la seule référence aux principes, un rapport de force avantageux ne peut être exploité sans une confiance pas-

--- 40 ---

sionnée, aveugle pourrait-on même dire, dans ces principes. Cela tient à leur nature propre, fondée sur l'expérience, à l'encontre des principes bourgeois qui constituent une somme empirique d'habitudes, de règles de morale que chacun veut voir appliquer par son voisin. De là le fait que le ciment moral de la bourgeoisie est une idéologie (ensemble de volitions, "d'idéaux" dont on s'efforce de se rapprocher, mais non de règles et de méthodes scientifiquement élaborées), tandis que l'unité de la classe ouvrière est son programme historique. Par contre, et c'est ce qui vérifie que le prolétariat est une classe aliénée, routinièrement, empiriquement, la bourgeoisie peut défendre au jour le jour ses privilèges autant qu'elle conserve la direction de l'Etat. Le prolétariat, dès lors qu'il s'écarte de son programme, ne fait qu'accroître et consolider son impuissance. Les errements en cette matière ne se mesurent pas tant en ce qu'ils n'apportent que des insuccès dans les luttes pour les revendications immédiates mais en ce qu'ils démoralisent le prolétariat. Rien ne le prouve mieux que les trois dernières décades d'opportunisme au cours desquelles toutes les organisations ouvrières se sont alignées sur des programmes de réforme démocratique fondée sur une collaboration avec la fraction prétendue libérale ou "progressiste" de la bourgeoisie : lorsqu'il est apparu brutalement que le capitalisme passait à l'offensive ouverte à l'occasion de la crise algérienne, il n'y avait plus dans les rangs ouvriers la moindre trace du courage nécessaire pour affronter une telle épreuve. La conviction de classe, la combattivité ne sont pas des articles de propagande qu'on prodigue à volonté mais le produit d'une longue, ingrate et persévérante lutte de parti. L'exemple russe est là pour prouver que le succès révolutionnaire n'est jamais que le résultat de plusieurs décades d'un tel effort.

L' "enseignement" de la révolution russe n'est donc pas de pure académie, il constitue une réserve de données théoriques primordiales toujours valables, et qui le sont d'autant plus aujourd'hui où il s'agit de sortir d'une situation de recul. Elles contiennent les véritables réponses aux questions que se posent à ce propos les diverses "avant-garde" qui ont le tort de chercher l'énoncé théorique des conditions de la reprise prolétarienne dans les impressions que produit le sordide présent de défaite et de dégénérescence au lieu de les retrouver dans les phases victorieuses du passé. En postulant que la nature du prolétariat est modifiée, ils perdent la notion de sa nature historique qui, étant liée au capitalisme et à ses contradictions fondamentales, est immuable. Pire encore, ils ne savent plus distinguer ce qui, dans le comportement, la mentalité et la vie des ouvriers d'aujourd'hui, exprime leur antagonisme aux conditions qui sont faites au prolétariat et ce qui représente au sein de ce dernier un véritable "corps étranger", une artificielle, éphémère et décevante "adaptation" à la société qui l'exploite. Dans la masse sociale en complète évolution de la campagne russe, parmi ces travailleurs qui n'étaient plus, ni des serfs, ni des producteurs parcellaires, mais qui n'étaient pas encore de complets salariés des formes capitalistes. Lénine savait déceler les facteurs qui pouvaient conduire à la propriété bourgeoise, réactionnaire et conservatrice, du sol et ceux qui débouchaient dans l'armée des révolutionnaires "sans réserve". Nos modernes militants "d'avantgarde" prennent pour pur et bon socialisme ce qui n'est que la monstrueuse importation, au sein du prolétariat, des méthodes et mentalités génératrices de l'idéologie petit-bourgeoise de propriété : la "gestion collective", la "participation" aux bénéfices, le "contrôle" des ouvriers sur la marche de l'entreprise. Et on nous dira que l'œuvre de Lénine est "dépassée"!

Nous répétons au contraire, et répéterons sans cesse, qu'elle n'est pas seule-

ment une analyse géniale des conditions "spécifiques" de la double-révolution russe, mais qu'elle conserve toute sa valeur pour l'actualité. Dans la phase que nous vivons on retrouve en effet, dans la totalité des pays capitalistes la déviation de type "menchevique", c'est-à-dire l'opportunisme petit-bourgeois avec ses manifestations classiques : le crétinisme parlementaire. L'économisme (revendications applitiques, idéologie "gestionnaire"), et toutes les illusions démocratiques bourgeoises. Il suffit de constater, pour s'en convaincre, que la dernière expression de ce déviationnisme se rattache étroitement à la question de l'intégrité du programme prolétarien dans les luttes où s'affrontent des classes autres que les travailleurs salariés et les entrepreneurs capitalistes. Ce n'est pas un hasard si, dans la faillite du mouvement ouvrier international, la confusion entre les travailleurs de la ville et des champs, quant à la nature de leurs revendications, de leur capacité révolutionnaire et de leur tâche historique, a joué un rôle de premier plan. La dégénérescence staliniste a dilué la politique ouvrière dans les fronts pluri-classistes et pro-démocratiques des pays développés, mais elle a aussi littéralement saboté la lutte révolutionnaire dans les pays où, à l'instar de la Russie d'octobre, la tactique d'appui de prolétaires aux paysans demeure une nécessité historique parce qu'une révolution populaire y est encore à l'ordre du jour et conditionne le développement futur d'une révolution prolétarienne et socialiste : dans les pays en révolte contre l'impérialisme par exemple.

C'était l'apport formidable de Lénine au mouvement socialiste international d'avoir retrouvé, dans un pays de paysannerie anti-féodale et de révolution démocratique, la grande synthèse de Marx sur la double-révolution anti-monarchique et anti-capitaliste. C'est la faute impardonnable de l'Internationale de Moscou de l'avoir reperdue en entraînant le prolétariat dans une série de défaites et de déchéances dont le bilan total n'est pas encore dressé.

## **ELEMENTS DE L'ECONOMIE MARXISTE**

(V)

SECTION VIII: L'ACCUMULATION PRIMITIVE

## 43. FORMES HISTORIQUES DE LA PROPRIÉTÉ ET ORIGINES DU CAPITAL.

L'argent devient capital, le capital produit de la plus-value, celle-ci devient capital additionnel; donc, le capital est engendré par le mécanisme même du capitalisme. Toutefois, pour que celui-ci fasse son apparition dans l'histoire, il a fallu qu'un premier capital se soit formé dans une ambiance non capitaliste.

L'économie classique, considérant le capital comme valeur accumulée, c'està-dire comme produit du travail accumulé, affirme que les premiers capitaux ont été formés par le travail et l'épargne de leurs possesseurs.

Or, s'il est vrai que toute valeur naît du travail humain, il n'est pas vrai pour autant que la valeur produite par le travail reste entre les mains de celui qui a travaillé. En général, dans les époques historiques qui se sont succédées jusqu'ici, le fruit du travail a toujours été retiré au travailleur et son accumulation par le producteur direct a toujours été un cas tout à fait exceptionnel.

Malgré l'idylle qui devrait régner selon les manuels d'économie, dans l'histoire réelle règnent la conquête, la tyrannie, la rapine, c'est-à-dire la force brutale.

L'existence d'un pouvoir d'Etat et de formes juridiques, même en faisant abstraction de leurs violations évidentes ou occultes, n'a jamais garanti que le produit restât attribué au producteur. Tout d'abord, certaines époques de convulsions sociales et politiques réalisent de brusques passages d'un régime législatif à un autre, et les guerres civiles ou nationales représentent ou comportent toujours de vastes expropriations; mais même en excluant ces parenthèses au droit dans le sens historique comme nous l'avons fait pour les exceptions individuelles (délinquence), nous ne pouvons absolument pas admettre que les divers systèmes juridiques qui ont dominé jusqu'ici ont assuré au producteur la jouissance pacifique de tout le fruit de son travail.

Le droit est garanti dans son application par la force matérielle de l'Etat. Nous ne voyons pas dans l'Etat le représentant impartial des intérêts collectifs, mais au contraire l'organe de la domination d'une partie de la société, c'est-àdire d'une classe.

Par conséquent, le droit représente les codifications successives des normes aptes à faire respecter les intérêts de cette classe. La loi et l'Etat existent donc précisément à partir du moment où une classe a besoin d'exercer sur les autres une pression coactive continuelle et, puisque des intérêts économiques sont à la base de ces rapports, de réaliser l'expropriation systématique plus ou moins large de l'énergie productive des classes soumises. Donc, l'Etat et le droit, sont les représentants d'un système qui transmet le fruit du travail des travailleurs aux non-travailleurs.

Pour comprendre la structure sociale et les vicissitudes politiques d'une époque donnée nous nous demandons quelles sont les classes en conflit, laquelle d'entre elles détient le pouvoir — c'est-à-dire l'Etat — et. avant tout nous nous demandons quels sont les rapports ou formes de la propriété qui établissent et conservent le système en vigueur. Les rapports de proprieté s'expliquent à leur tour par l'analyse des forces de production, c'est-à-dire les ressources techniques dont dispose le travail, son organisation et sa répartition entre les hommes. Les forces productives sont, à chaque époque, les ressources matérielles et physiques utilisées et les groupes d'hommes adonnés au travail. Ces forces productives sont contenues dans un schéma déterminé des rapports de propriété, que protège la loi et la force de l'Etat. Mais pour des raisons complexes, comme la croissance des populations, la transformation de la technique productive (sous l'effet de nouvelles inventions, par suite de l'ouverture de nouvelles voies de communication, et ainsi de suite), il se crée des conditions qui amènent les forces productives — dont la première d'entre elles, la classe qui fournit le travail - à se heurter aux formes de propriété existantes. Il s'ouvre une époque de révolution sociale, avec la lutte entre la classe qui bénéficie de l'ancien système et une classe jusqu'alors dominée, amenant la transgression des formes de propriété, c'est-à-dire la démolition de l'ancien Etat et la naissance d'un nouveau, avec un droit différent.

Pour en revenir à la première accumulation de capitaux, c'est au travers d'une analyse de ce genre qu'on doit chercher la solution et non dans l'affirmation ingénue et tendancieuse que le travail et l'abstinence créèrent le capital originel. Toutefois, il est bon de récapituler auparavant l'application la plus élémentaire de ce que nous avons dit à l'histoire de la société.

A l'aube de l'activité laborieuse et de la vie économique et sociale, les hommes sont peu nombreux tandis que la terre disponible est très vaste. Les peuples sont divisés en petites tribus nomades qui exercent une agriculture et un élevage primitifs, cultivant en commun une zone de terre occupée sous la direction d'un chef qui est tout d'abord le père de famille. La propriété individuelle et la division en classes ne font pas encore leur apparition dans cette période de communisme primitif.

La mobilité même des tribus comporte leur rencontre, l'extension des ressources productives et des besoins, les conflits et l'emprisonnement des vaincus. Des castes militaires et sacerdotales apparaissent; au travers d'un long processus, que nous ne chercherons même pas à esquisser, nous passons à l'époque de l'esclavage. Une classe d'hommes est obligée de travailler au service d'autrui, sans avoir la possibilité de s'y refuser ou de fuir; ces hommes peuvent être possédés et aliénés en tant que biens privés, la division de la terre, du bétail et de tout autre bien étant désormais effectuée entre les membres de la classe dominatrice, ou hommes libres.

Toutefois, dans les sociétés antiques tous les hommes libres ne sont pas propriétaires de terres ou d'esclaves; seule une minorité d'entre eux finit, grâce à cette propriété, par pouvoir vivre sans effectuer aucun travail; les autres sont possesseurs d'un peu de terre qu'ils cultivent de leurs propres mains et sans l'aide d'esclaves, ou bien de petits artisans qui produisent et vendent des objets manufacturés. A cette époque, la loi, et avec elle l'idéologie philosophique et morale, justifient l'exploitation du travail des esclaves, leur vente

et même leur mise à mort. La classe des grands propriétaires (patriciens) détient le pouvoir d'Etat, en lutte contre la classe des petits agriculteurs et artisans (démocratie grecque — plèbe romaine). Le fondement de la production reste l'agriculture, malgré la diffusion de la navigation et du commerce, l'apparition de possesseurs d'argent et même d'un embryon de capitalisme.

Dans les nouvelles conditions qui font leur apparition avec la chute de l'Empire romain, le christianisme et l'abolition de l'esclavage, la base de la production reste l'agriculture et la terre reste divisée entre les grands propriétaires féodaux.

Les anciens esclaves sont libérés en vertu du droit et de la nouvelle morale chrétienne, et ne peuvent plus être vendus. Toutefois, ils sont transformés en serfs de la glèbe, c'est-à-dire en travailleurs agricoles qui ne peuvent abandonner leur lieu de travail, tandis que le seigneur féodal jouit d'une grande partie du produit de leur travail. Les petits paysans libres disparaissent également en grande partie, réduits eux-aussi à l'état de serfs de la glèbe; seuls quelques noyaux d'artisans habitant les villes peuvent se donner un régime de relative indépendance vis-à-vis de la noblesse féodale, en s'organisant en corporations professionnelles à l'intérieur des « communes ».

Dans ce schéma de la société féodale, la classe dominante est la noblesse foncière, ses alliés et ses instruments sont le clergé, l'armée et l'Etat monarchique absolu (malgré les conflits qui ont conduit de la décentralisation féodale primitive à la formation de grandes unités étatiques).

En reparcourant ces diverses formes sociales, non seulement nous ne trouvons pas en vigueur le même droit et la même idéologie morale, mais nous ne pourrions pas non plus établir certains principes juridiques ou moraux communs à toutes, et qui constitueraient le prétendu « droit naturel ». Les mêmes rapports entre les hommes sont tour à tour protégés et condamnés tant par la loi écrite que par le sens moral. Donc, nous ne trouvons nulle part en vigueur le fameux principe qu'à chacun appartient le produit de son travail, principe qui devrait expliquer d'une manière honnête et évidente la première accumulation de capital.

Presque toujours nous trouvons le travailleur placé dans des conditions telles qu'il ne peut disposer des moyens de production qu'il emploie ainsi que de son produit. L'esclave antique et le serf de la glèbe, comme l'ouvrier moderne, en sont séparés par l'effet de la force légale. Nous ne trouvons le travailleur non séparé de ses instruments et de ses produits que dans le communisme primitif et dans l'artisanat des diverses époques, ou bien encore chez le petit paysan propriétaire; ce qui n'exclut pas que même ces couches sociales doivent céder à d'autres, sous forme de tributs, d'usure, de taxes et de droits divers, une partie de leurs produits, subissant ainsi une extorsion de plus-value.

### 44. CONDITIONS POUR LA FORMATION DU CAPITALISME.

C'est à la société féodale foncière que succède directement l'ordre capitaliste. Pour que celui-ci puisse fonctionner il faut, d'une part, qu'il y ait accumulation d'argent (et cette condition est réalisée depuis les temps antiques pour certains propriétaires terriens, commerçants, usuriers, financiers, négriers,

etc.) et, de l'autre, qu'il y ait une masse de travailleurs séparés des instruments de production et donc obligés de vendre leur propre force de travail.

La clé de l'accumulation primitive est donc le processus qui a créé cette séparation. L'ordre féodal l'empêchait doublement : par la servitude de la glèbe qui interdisait au paysan et à ses fils de quitter le fief d'origine; par le système corporatif qui obligeait, par des règlements compliqués, les artisans et leurs fils à travailler dans un art déterminé, dans de petites boutiques et avec un nombre limité d'apprentis. Les lois de l'Etat féodal sanctionnaient cette situation et empêchaient l'expansion de l'économie capitaliste, maintenant en état d'infériorité la classe bourgeoise naissante, formée de commerçants ou de banquiers de la ville ou d'anciens paysans devenus artisans en s'émancipant de la servitude et en créant dans les « bourgs » opposés au château seigneurial de petites échoppes pour la production des objets manufacturés. Cette classe se forma une idéologie révolutionnaire qui condamna les entraves et les restrictions féodales au nom de toute une théorie philosophique sur la liberté et l'égalité juridiques. Mais cette campagne pour la libération du peuple représente seulement l'équivalent idéologique d'une nécessité économique : mettre à la disposition de la production une masse de « libres » vendeurs de force de travail. D'autre part, les exigences productives faisaient pression dans ce sens d'une manière irrésistible, par suite de l'intensification des communications mondiales, de l'accroissement du commerce, du besoin croissant de produits toujours plus complexes du travail. Les entrepreneurs capitalistes eurent non seulement à prendre la place des maîtres de corporation, mais encore des détenteurs féodaux des sources de la richesse; leur avènement se présente comme le résultat d'une lutte victorieuse contre le pouvoir des seigneurs et ses prérogatives exorbitantes, contre le régime corporatif et les entraves qu'il mettait au libre développement de la production et à la libre spéculation de l'homme sur l'homme. Les chevaliers d'industrie ont supplanté les chevaliers d'épée, et ils ont triomphé « par des moyens aussi vils (le texte veut dire : en conduisant à la lutte révolutionnaire les masses du prolétariat naissant, inconscient du fait que l'ère de la démocratie et du régime de la représentation politique serait celle du triomphe de la libre exploitation des salariés) que ceux dont usa l'affranchi romain pour devenir le maître de son patron. L'ensemble du développement, embrassant à la fois la genèse du salarié et celle du capitaliste, a pour point de départ la servitude des travailleurs; le progrès qu'il accomplit consiste à changer la forme de l'asservissement, à amener la métamorphose de l'exploitation féodale en exploitation capitaliste > (1).

Naturellement, un progrès substantiel est réalisé dans la mesure où sont brisées les entraves qui s'opposaient à l'introduction du travail collectif et où une haute division technique du travail fait son apparition.

Notre critique écarte toute l'apologie démocratique de la révolution bourgeoise, et c'est là un de ses aspects fondamentaux; mais en niant la présentation philosophique et juridique de cette idéologie, elle ne nie pas la valeur historique et le caractère révolutionnaire de l'introduction du capitalisme, qui crée les conditions de développements ultérieurs. « Bien que les premières

<sup>(1)</sup> Le Capital, Section VIII, Chap. 26; Editions Sociales, Tome III, p. 155.

ébauches de la production capitaliste aient été faites de bonne heure dans quelques villes de la Méditerranée, l'ère capitaliste ne date que du xvr siècle. Partout où elle éclôt, l'abolition du servage est depuis longtemps un fait accompli et le régime des villes souveraines, cette gloire du moyen âge, est déjà en pleine décadence > (2).

Dans cette période toute révolution reflète la marche en avant du capitalisme. En général, l'abolition du servage de la glèbe permet la formation d'une petite propriété rurale diffuse. Mais le capitalisme a besoin que les anciens serfs féodaux deviennent non pas des producteurs indépendants, mais bien des salariés, et il appuie donc toute mesure qui prive les petits paysans de leur terre.

En Italie, ce processus prend des formes spéciales. A la fin du moyen âge l'Italie septentrionale et une partie de l'Italie centrale sont à l'avantzarde en fait de technique productive (comme dans les domaines scientifiques et culturels). Le capitalisme - non pas seulement bancaire et commercial, mais manufacturier - s'y développe avant que partout ailleurs, à Florence, Gênes, Venise, Pise surtout. Le féodalisme y disparaît donc plus tôt et les serfs de la glèbe sont attirés vers les cités florissantes. Les maîtres artisans sont devenus de véritables bourgeois (le « popolo grasso », littéralement le « peuple gras ») et les nombreux compagnons se transforment en véritables prolétaires, à un point tel que la lutte entre ces deux classes fait son apparition (révolte des cardeurs de laine, etc.). Par la suite, les découvertes géographiques de la fin du xve siècle bouleversent complètement les courants du commerce mondial. C'est la décadence des manufactures capitalistes; la classe bourgeoise est étouffée dans l'œuf et la classe féodale manque d'énergies capables de mener une politique unitaire; les travailleurs refluent dans les campagnes où se diffuse la petite propriété, le pays tombe pour longtemps dans un état de marasme social et politique.

#### 45. L'EXPROPRIATION DES PAYSANS.

L'exemple de l'Angleterre est bien différent. Ici, la servitude de la glèbe disparaît en fait vers la fin du XIV siècle, et la grande majorité de la population se transforme en petits paysans indépendants, bien que leur possession juridique de la terre continue d'être assortie de liens féodaux. Il reste évidemment beaucoup de terres aux seigneurs, mais ils les font gérer par un fermier indépendant (qui, dans ce cas, est un des premiers types de capitaliste, à qui les anciens serfs de la glèbe — devenus en partie des journaliers sans réserves et en partie des petits propriétaires auxquels la culture de leurs propres terres laisse du temps de libre — servent de salariés). Mais on concédait aux journaliers eux-mêmes l'usage de parcelles de quatre acres avec une petite chaumière ; ils participaient en outre à la jouissance des vastes biens de propriété communale et quelquefois domaniale. Dans le même temps les villes prospéraient et le capitalisme manufacturier et industriel prenait corps ; mais celui-ci avait faim de force de travail, et il ne tarda pas à l'obtenir. La révolution politique fit du pouvoir royal un instrument bourgeois et la

<sup>(2)</sup> Idem, pp. 155-158.

nouvelle bourgeoisie s'allia à une nouvelle aristocratie foncière (les landlords) qui, appuyée par le capitalisme, entreprit l'expropriation des petits paysans, déversant leurs forces de travail dans les villes. Avec l'aide de la loi, les grands propriétaires revendiquèrent les anciens domaines féodaux, en expulsèrent les paysans, et les transformèrent en entreprises d'élevage de moutons, qui nécessite une faible main-d'œuvre salariée. Par la suite les lords usurpèrent la propriété d'immenses terrains cultivés pour les transformer en réserves de chasse. Tout ceci avait pour conséquence la disparition de la petite propriété rurale et la transformation des paysans en prolétaires. Dans la partie montagneuse de l'Ecosse, la possession en commun de la terre subsista longtemps (jusqu'à la fin du xviir siècle). Ici aussi, les seigneurs, tout d'abord les chefs purement symboliques, exproprièrent et chassèrent les malheureux montagnards avec la complicité de l'État bourgeois. « La spoliation des biens de l'Eglise, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'Etat, le pillage des terrains communaux, la transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété moderne privée, la guerre aux chaumières, voilà les procédés idylliques de l'accumulation primitive. Ils ont conquis la terre à l'agriculture capitaliste, incorporé le sol au capital et livré à l'industrie des villes les bras dociles d'un prolétariat sans feu ni lieu. > (1)

Les moments caractéristiques de l'intervention de l'Etat en faveur de la bourgeoisie naissante, en dehors des mesures d'expropriation des paysans, sont la législation féroce contre les mendiants et les vagabonds qui ne pouvaient s'adonner au travail, à base de tortures, fustigations, marques au fer rouge, et autres choses semblables, ainsi que la législation sur le salaire qui fixe le maximum en interdisant absolument les coalitions ouvrières. Tout ce processus se déroule en Angleterre avant même la révolution politique bourgeoise; les premiers édits datent de 1350, les dernières lois sur le salaire durèrent jusqu'en 1813; les lois atroces contre les coalitions syndicales tombent en 1825, mais il en reste quelques traces jusqu'en 1859; la reconnaissance légale des «Trade Unions» date de 1871. Mais « ce n'est qu'à contre-cœur et sous la pression menaçante des masses que le parlement anglais renonce aux lois contre les coalitions et les trade-unions, après avoir lui-même, avec un cynisme effronté, fait pendant cinq siècles l'office d'une trade-union permanente des capitalistes contre les travailleurs. » (1)

#### 46. LUTTE POUR LA «LIBÉRATION» DES TRAVAILLEURS.

En France nous trouvons également de féroces lois contre les vagabonds. Ici, la disparition des droits féodaux est plus lente, et ce n'est que très tard que peut s'installer une petite propriété rurale diffuse, plus résistante qu'en Angleterre à cause également des caractéristiques techniques de l'agriculture, très différentes. Toutefois, il est très intéressant de noter que, immédiatement après l'ouragan révolutionnaire qui semblait libérer, en même temps que la bourgeoisie, son allié le « quart-état » prolétarien, les associations ouvrières sont interdites. Une loi organique du 14 juin 1791 punit

<sup>(1)</sup> Le Capital, Section VIII, Chap. 27; Editions Sociales, Tome III, p. 174.

<sup>(1)</sup> Le Capital, Section VIII, Chap. 28; Editions Sociales, Tome III, p. 182.

tout accord entre les travailleurs dans le but d'améliorer leurs conditions d'embauche comme une « atteinte à la liberté et à la Déclaration des droits de l'homme ». La raison de cette opposition bourgeoise à l'association ouvrière est claire pour nous; il s'agit de permettre le libre jeu de la concurrence pour obtenir la force de travail à meilleur prix. C'est avec cohérence que le rapporteur de la loi à l'Assemblée pourra dire que les associations de personnes de la même profession « tendent à recréer les corporations anéanties par la révolution», car dans l'un et l'autre cas, malgré la profonde diversité historique des phénomènes, il s'agit d'entraves au libre accaparement de la force de travail par le capital. Dans le cadre de la théorie libérale. l'interdiction des syndicats ouvriers n'est pas moins à sa place; l'Etat représentatif est le seul organisme qui englobe et défende au même titre d'égalité tous les citoyens. Chaque individu jouit de la liberté en restant isolé face seulement à son lien avec l'Etat unitaire. Les privilèges de classe ont juridiquement disparu; toute association de membres d'une même couche sociale tend à former un Etat dans l'Etat, une caste au sein de l'égalité iuridique générale et doit donc être interdite. Dans le domaine économique, le libéralisme préconise le jeu illimité des intérêts privés ; l'Etat garantit généralement les contrats entre personnes privées, mais ne peut tolérer des contrats ou des actions collectifs. Le décret de 1791 fut en fait respecté aussi bien par la Terreur et les Girondins, que par Bonaparte et la Restauration. Si, beaucoup plus tard, la démocratie parlementaire a consenti à reconnaître les syndicats, elle l'a fait en contredisant sa doctrine, comme la contredit toute la législation sur l'intervention de l'Etat dans les rapports économicosociaux. Cette contradiction avec les principes est confirmée par l'inanité de ceux-ci, aptes seulement à « mobiliser idéologiquement » les masses que l'on tente de persuader qu'elles sont libres et souveraines ; mais il n'y a pas de contradiction avec les intérêts et la politique de classe du capital; dans une première étape, celle-ci n'a à craindre que la réaction et cherche, sans aucun frein, à se placer dans les meilleures conditions économiques pour accumuler; par la suite, la formation d'une forte classe ouvrière pose au capital le problème des rapports non plus seulement économiques, mais politiques avec le prolétariat : bien qu'en interdisant les coalitions on puisse déprimer le salaire et accroître plus-value et accumulation, la classe capitaliste calcule que cela peut conduire plus rapidement à une lutte sociale dans laquelle succomberait le principe même de la plus-value et de l'accumulation. Il lui convient donc de s'accommoder des syndicats et de prescrire légalement quelques sacrifices aux capitalistes individuels, afin de rendre moins intolérable le régime du salariat.

Mais la grande révolution démocratique française ne fut pas moins cohérente, lorsqu'elle priva les ouvriers du droit d'association syndicale, que lorsqu'elle institua la conscription militaire obligatoire, malgré la banale erreur actuelle de ceux qui considèrent le progrès de la démocratie comme l'antithèse de la réaction anti-ouvrière et du militarisme!

### 47. GENÈSE DU CAPITALISME AGRICOLE.

Nous avons examiné les conditions qui permirent l'accumulation primitive ainsi que la formation d'une classe de salariés. Voyons maintenant

comment apparurent les premiers capitalistes. En Angleterre, le capitaliste agricole, c'est-à-dire le grand fermier, apparut avant le capitaliste industriel; parlons donc de lui tout d'abord.

Une propriété agricole peut être gérée de diverses manières par son possesseur juridique. En régime esclavagiste, il y fait travailler des esclaves qui sont sa propriété, la terre étant sa propriété également. La direction technique des esclaves est confiée soit à un autre esclave, soit à un affranchi, esclave émancipé qui est alors rétribué par le patron. En régime féodal, la terre est travaillée par les serfs de la glèbe, mais le seigneur s'occupe rarement d'organiser la gestion. Le plus souvent chaque famille paysanne a un petit champ dont elle cède une fraction des produits au seigneur (dîme); en outre, le seigneur détient directement des lots des meilleures terres, sur lesquels les paysans sont obligés de travailler un certain temps (corvée).

Après l'émancipation des serfs, divers cas peuvent se présenter. L'administration directe, du point de vue économique, est possible si le propriétaire possède non seulement la terre, mais également le capital d'exercice (bétail, semences, engrais, outillage, plus tard machines, etc.), ainsi qu'un capital en argent pour anticiper les salaires des journaliers agricoles, qui sont dirigés par un régisseur rétribué par le patron. Ceci fut la première forme introduite par les landlords anglais, avec cette restriction que les ex-serfs n'étaient pas seulement des journaliers, mais, au début tout au moins, des petits propriétaires ayant la jouissance de petits champs.

Bien vite, pourtant, le régisseur devient métayer, ou mieux colon partiaire. Dans cette forme de gestion le propriétaire apporte la terre et une partie du capital mobile, le colon apporte le reste du capital d'exercice et fournit le travail en engageant des salariés. Enfin le produit est divisé suivant les proportions convenues entre le propriétaire et le colon. Nous parlons ici de la grande colonie appliquée à de vastes tenures unitaires dans lesquelles le colon ne travaille pas, mais emploie des salariés ; il faut la distinguer nettement de la petite colonie où la terre, même lorsqu'il s'agit d'une grande propriété, est morcelée en de nombreuses petites entreprises dans lesquelles travaille personnellement le colon aidé par sa famille.

Les gros colons anglais ne tardèrent pas à s'enrichir au fur et à mesure que s'appauvrissaient, pour les raisons que nous avons vues, les petits cultivateurs indépendants et les journaliers qui, eux aussi, possédaient un peu de terre à l'origine. On passa donc de la colonie partiaire au fermage vrai et propre. Le fermage est une forme de gestion dans laquelle le propriétaire n'apporte que la terre et les constructions rurales; tout le capital mobile appartient au fermier, qui emploie des salariés et reçoit tout le produit. Il paie au propriétaire un fermage en argent; son revenu se subdivise donc en rente foncière versée au propriétaire et en profit capitaliste du fermierentrepreneur. Il faut noter que la rente, comme le profit de l'entreprise, dérivent au même titre du surtravail, divisé entre le propriétaire et le capitaliste en vertu d'une alliance de classe sous la protection de l'Etat; nous nions que la terre nue, à la place du travail, puisse être source de richesse.

Distinguons, ici aussi, entre grand et petit fermier. Ce dernier n'a pas un caractère capitaliste, car il s'agit de faibles extensions de terre, travaillées directement par le petit fermier possesseur de quelques misérables instruments

de production, comparables à ceux de l'artisan, mais privé de terre. Notons également qu'à une technique agricole avancée correspond la gestion unitaire de grandes tenures, administrées directement ou par un grand fermier, selon que la personnalité juridique du propriétaire et du capitaliste coïncident ou non. C'est sur ces bases que peut se réaliser le travail de grandes masses, la division du travail, l'industrialisation de l'agriculture. Sont au contraire des formes arriérées, la petite propriété en général (sauf le cas de terres exceptionnellement fertiles pour la petite culture) et même, lorsqu'il y a grande propriété foncière, la division de celle-ci en de nombreuses petites parcelles, gérées par de petits fermiers ou métayers. Disons entre parenthèses qu'une situation de ce second type était celle de la grande propriété russe après l'émancipation des serfs et la suppression des communautés patriarcales. Dans tous ces cas, la petite entreprise s'associe à la grande propriété : le passage à la grande entreprise suppose un long progrès technique et économique. La libération juridique de la petite entreprise de l'exploitation de la grande propriété peut être un fait immédiat : en réalité la terre n'est pas répartie, mais reste techniquement divisée comme auparavant. tandis qu'au moins une forme d'extorsion de surtravail (la rente foncière) est supprimée immédiatement.

Pour en revenir à l'Angleterre, les premiers grands fermiers s'enrichirent rapidement, également parce qu'au XVI° siècle l'or, l'argent et donc la monnaie virent leur valeur baisser : toutes les marchandises renchérirent, mais les salaires ne haussèrent qu'avec beaucoup de retard. Les contrats de fermage étant établis pour de longues périodes, le fermier vit croître ses entrées à la suite de la vente des produits, en même temps que diminuaient les frais de salaires et le fermage ; si bien qu'il s'enrichit sur le dos des salariés et des propriétaires.

### 48. GENÈSE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE.

L'expropriation des petits cultivateurs et leur remplacement par de grandes entreprises agricoles permit à l'industrie capitaliste naissante de trouver des masses de salariés ne provenant pas de l'artisanat corporatif; en outre, elle mit à la disposition du processus d'accumulation primitive ses éléments matériels et économiques. En fait, puisque la baisse du nombre de cultivateurs ne fit point diminuer la production de denrées agricoles - car elle était compensée par la plus grande exploitation des journaliers, par des perfectionnements techniques, par le meilleur rendement du travail effectué maintenant sur une plus grande échelle —, une large masse de moyens de subsistance et une quantité de produits agricoles à caractère de matières premières pour l'industrie (filage et tissage du lin, du coton, de la laine, etc.) furent disponibles. Après l'expropriation, les matières premières sont achetées par le capitaliste manufacturier, ainsi que les subsistances disponibles, sous forme de salaires versés aux ouvriers engagés. La transformation de l'agriculture, donc, n'a pas seulement offert et fourni la nouvelle classe prolétarienne et le nouveau capitaliste-fermier, mais, de plus, elle a mis à la disposition du néo-capitaliste de la ville son capital constant (matières premières à travailler) et son capital variable (subsistances). Ceci ne se produisit pas seulement en Angleterre, mais également dans de nombreuses parties de l'Europe centrale, comme la Westphalie de l'époque de Frédéric II où les paysans filateurs furent expropriés du sol : s'ils voulaient continuer d'avoir du lin à filer et des subsistances à consommer, il leur fallait entrer dans les grandes manufactures comme salariés. En d'autres termes, l'expropriation des ruraux, en déterminant une offre de matières premières et de subsistances, crée au capital son propre marché intérieur. Mais cette destruction de toute industrie domestique rurale n'est pas complète à l'époque de la manufacture, car elle laisse toujours certains travaux initiaux à de petits artisans ou à de petits travailleurs partiellement cultivateurs, éparpillés dans la campagne. C'est seulement l'introduction du machinisme qui extirpera définitivement cette production primitive et éparpillée en absorbant toutes les opérations de la fabrique et en conquérant au capital tout le marché intérieur des objets manufacturés.

#### 49. GENÈSE DU CAPITALISTE INDUSTRIEL.

Venons-en maintenant au point central : l'apparition du premier capitaliste industriel ou de fabrique (à proprement parler le fermier est également un capitaliste industriel).

Nous ne nierons pas que dans quelques cas le petit capital initial ait été formé par le fruit du travail accumulé d'artisans indépendants et même de quelques ouvriers salariés; beaucoup plus souvent, pourtant, c'est le chef de corporation ou maître d'art qui devenait capitaliste, car il avait naturellement plus de moyens licites ou illicites d'épargner de l'argent.

Les travailleurs à engager et les matières premières à travailler étant désormais disponibles, il ne manque plus que le possesseur d'une somme d'argent nécessaire aux premières anticipations pour que le capitaliste fasse son apparition. Or, dès les époques précédentes, il existait des personnes privées disposant d'argent accumulé, dans des proportions bien plus considérables que celles qui sont compatibles avec l'accumulation des fruits du travail ; il existait en fait deux espèces de capital n'ayant pas encore le caractère de capital industriel : le capital usuraire et le capital commercial.

Nous avons déjà dit que même le bénéfice de celui qui investit de l'argent dans l'usure (en désignant par ce terme tout prêt qui rapporte intérêts) et dans le commerce est toujours, d'une façon plus ou moins directe, l'équivalent d'un surtravail, et donc est plus-value. Toutefois, il y manque encore la forme caractéristique de la production capitaliste, c'est-à-dire l'achat et la vente de la force du travail, la production restant confiée à des producteurs non séparés de leurs instruments de production et de leur produit. Ceux-ci n'ayant pas assez d'argent pour faire face aux anticipations (matières premières et autres) nécessaires à leur travail, ni pour attendre le moment ou atteindre le lieu le plus convenable à l'échange de leur produit, ils doivent céder une partie de leurs bénéfices à un personnage qui, lui, a accumulé de l'argent et effectue tout ceci pour eux; en cédant une partie de leurs bénéfices, ils cèdent une partie de leur travail.

Usuriers et commerçants disposaient donc d'argent, mais ne pouvaient le transformer en capital industriel à cause de la structure féodale des campagnes et de la structure corporative des villes. Les vieilles sociétés luttaient

contre la formation de capitaux par des lois très sévères contre l'usure et par une campagne morale contre ceux qui vivent de l'usure, et même du commerce; le seigneur guerrier et même l'aventurier, dont la figure se confond avec celle du brigand, sont tenus pour plus respectables que le commercant. La place qu'elle prend dans le système des châtiments de Dante, nous montre, entre autres, combien l'usure était gravement réprouvée dans le cadre éthique de la conscience médiévale. L'usure y fait partie de la violence — bien que le rapport entre celui qui prête l'argent et celui qui paie les intérêts apparaisse comme matériellement pacifique. Le blasphémateur est considéré comme violent envers la nature parce qu'il enfreint la loi de la nature; de la même façon, on considère que l'usurier viole l'Art, c'est-àdire le travail humain, car il enfreint la loi morale qui veut que personne ne soit privé d'une partie des fruits de son travail. Il n'est pas étonnant pour nous que la morale de Dante ne reconnaisse pas le même délit dans la rente du seigneur féodal, ou ne ressente pas une même indignation devant l'esclavage antique, bien qu'elle le répudie au nom du principe chrétien. A cette époque historique, il apparaissait comme moralement répugnant que l'argent engendre l'argent entre les mains de celui qui ne travaille pas, alors qu'on affirme aujourd'hui que ce fait est conforme à la religion, à la nature et à la saine sociologie. C'est dans les derniers vers du XIe Chant de l'Enfer que Virgile explique à Dante l'indignité de l'usurier, en invoquant la Physique d'Aristote suivant laquelle l'Art humain doit être la source de la vie (le travail source de la valeur) et la Genèse (tu gagneras ton pain à la sueur de ton front) : l'usurier, lui, emprunte une autre voie, et donc offense la nature en la personne de son héritier, l'Art (le travail). Il est curieux que le riche qui a hérité de ses biens ne l'offense pas tout autant, alors qu'il est puni dans le cercle précédent, en lui-même et dans ses biens, s'il les a dilapidés au lieu de les transmettre à ses héritiers. La contradiction pourrait théoriquement être expliquée par quelque subtilité scolastique; mais, comme nous l'avons déjà noté, elle s'éclaire immédiatement par les circonstances historiques et sociales, grâce à notre méthode critique. L'inaliénabilité du patrimoine immobilier est un des sondements du système séodal.

Lorsque tombent les barrières qui empêchaient le capital usuraire et commercial d'engager de la force de travail et de se transformer en capital moderne, la résistance continue; les artisans demandent qu'on interdise au marchand de devenir fabricant; les nouvelles fabriques se constituent dans de nouveaux centres urbains et non dans les vieilles cités régies par les corporations: elles s'établissent dans les ports d'exportation et parfois à l'intérieur de frontières spéciales fixées par le monarque (1).

#### 50. LES FACTEURS DE L'ACCUMULATION PRIMITIVE.

Donc, ce n'est pas le travail, mais bien l'accumulation aux origines très anciennes, basée sur le commerce et l'usure, qui nous explique en substance l'accumulation primitive. Mais l'exploitation des terres nouvellement découvertes et des nouvelles voies de communication, la découverte de gise-

<sup>(1)</sup> Ce fut le cas en France, en particulier.

ments de métaux précieux, la conquête et le pillage des Indes Orientales, la traite des nègres et autres... poèmes idylliques, lui donnèrent une formidable impulsion. A peine l'ère capitaliste commence-t-elle, que déjà éclatent les grandes guerres pour la prédominance commerciale et coloniale; l'hégémonie passe du Portugal à l'Espagne, à la Hollande, à la France et à l'Angleterre (la menace d'une hégémonie allemande ou russe fut éliminée par la première guerre mondiale, mais d'autres formidables concurrents se dressèrent pour contester la place de l'Angleterre : le Japon, et les Etats-Unis surtout ; la seconde guerre a conduit ceux-ci à la première place).

Voyons les méthodes d'accumulation primitive déjà en plein développement entre les mains de l'Angleterre au temps de sa croisade contre la révolution française: ce sont essentiellement le régime colonial, l'endettement de l'Etat (crédit public), le système bancaire moderne et le protectionnisme. « Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'Etat, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abréger les formes de transition. Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique. » (1)

L'histoire des atrocités commises par les Blancs dans les colonies et des moyens par lesquels s'enrichirent les fameuses compagnies des Indes et leurs hauts fonctionnaires, serait interminable. On sait que les catholiques, comme les réformés, nièrent que les indigènes américains possédassent une âme, parce qu'ils n'étaient pas mentionnés dans la Bible. Les colons puritains et protestants d'Amérique mirent à prix les chevelures scalpées des Indiens; tout le monde connaît les méthodes d'accaparement, de transport et d'utilisation des esclaves nègres, tout le monde se souvient des guerres de l'opium et de l'empoisonnement prémédité de populations entières d'antiques civilisations, au bénéfice du capital anglais.

Le régime colonial produisit un grand développement de la navigation et du commerce et créa les compagnies marchandes protégées par les gouvernements, qui favorisaient l'accumulation et la centralisation du capital. La conquête des colonies assura des débouchés aux produits des manufactures naissantes, tandis que les trésors extorqués aux indigènes par le travail forcé affluaient en Europe comme capitaux. Tandis que de nos jours la suprématie industrielle implique la suprématie commerciale, la concurrence sur les mers extérieures étant libres d'entraves politiques, à cette époque se produisait exactement le contraire : si bien que la plus puissante nation coloniale, la Hollande (XVII<sup>e</sup> siècle), fut celle qui eut les capitaux les plus vastes et poussa le plus loin dans la voie de l'accumulation.

Le crédit public, c'est-à-dire le système par lequel l'Etat se fait prêter de l'argent par des personnes privées en leur versant un intérêt, prit naissance dans les villes commerciales italiennes du moyen-âge. Il est naturel qu'un tel système favorise l'accumulation : de grands et petits capitaux privés de nature usuraire ou commerciale — et exceptionnellement, l'épargne des petits artisans — qui ne trouveraient pas d'autres voies pour produire de

<sup>(1)</sup> Le Capital, Section VIII, Chap. 31; Editions Sociales, Tome III, p. 193.

la plus-value, deviennent capitaux industriels dans les mains de l'Etat qui dispose de bien d'autres moyens pour engager des salariés (travaux maritimes et portuaires, arsenaux, armement de navires, travaux publics en général, etc.). En outre, la dette publique représente l'emprise capitaliste sur l'Etat: le roi de France est toujours l'envoyé de Dieu et dispose de la vie et de la mort de ses sujets, mais il tremble devant quelques usuriers et financiers parisiens, auxquels la loi n'accorde pourtant aucun privilège. Il est naturel que les premiers économistes bourgeois portent aux nues le crédit public, à cause de l'impulsion qu'il fournit à toutes les formes capitalistes; il a permis la création de vastes entreprises qui auraient dû, sans lui, attendre qu'une lente concentration se soit effectuée; il a ouvert la voie aux sociétés par actions, au commerce des titres négociables qui bien que représentant, à l'exemple des titres d'emprunts d'Etat, des reçus d'argent prêté, circulent à leur tour comme monnaie. C'est pourquoi le crédit privé prit la suite du crédit public.

Le système bancaire naît du crédit public. La banque est une institution au travers de laquelle les personnes privées se prêtent leur capital. De nombreuses petites sommes d'argent ne trouvent pas à s'investir dans des entreprises; elles sont alors versées à une banque. La banque, disposant de fortees sommes, les prête à son tour à quelques grands entrepreneurs manquant de capitaux, mais qui ont de bonnes occasions de trouver du travail salarié et des marchés de débouchés pour les produits. Ceux-ci cèdent au banquier une partie de la plus-value, et celui-ci à son tour en cède une partie inférieure aux divers déposants. La répartition en proportions variables de la plus-value prélevée sur la classe ouvrière s'explique par le plus ou moins grand risque que court celui qui a avancé de l'argent. L'Etat, suivant la théorie du risque, offre une grande sécurité dans la restitution des sommes avancées, et il paie donc de petits intérêts; les grandes banques semi-étatiques des intérêts plus forts, les petites banques des intérêts encore plus élevés; l'entrepreneur, surtout s'il est peu doté d'installations de grande valeur ou s'il se lance dans une entreprise nouvelle, payera des taux très élevés; l'usurier enfin, à qui font défaut des moyens décents et commodes de soutirer l'argent à ses victimes, exige des intérêts fabuleux. En réalité, tous ces débits sont des fractions de la plus-value, engendrée par l'échange usuraire entre travail et salaire. D'autre part, le mécanisme de la banque et des titres portant intérêts, dont les prix oscillent sur le marché, permet le développement de la lutte spéculative entre les capitalistes pour la rente totale disponible sur la production sociale.

Dans la lutte spéculative, l'arme décisive n'étant pas tellement le manque de scrupules, qui est à la portée du premier imbécile venu, que la disponibilité de grandes masses de valeur, tout ce phénomène, non seulement aiguillonne les investissements et l'accumulation initiale, mais encore favorise grandement la haute concentration des capitaux.

Le crédit international naît avec la dette publique et les banques. Il permet l'accumulation primitive dans de nouveaux pays dotés de travailleurs disponibles, mais manquant de moyens de subsistance, de matières premières et de l'argent nécessaire pour les acheter ailleurs. Venise prêta de grandes sommes à la Hollande, celle-ci, au moment de sa décadence, en prêta à l'Angleterre qui, à son tour, en prêta aux Etats-Unis pendant le xixe siècle.

Mais le capital prêté, en se reproduisant progressivement, est bien vite en mesure de rembourser la première avance et de se rendre autonome. Depuis la fin de la première guerre mondiale, les Etats-Unis sont les créanciers du monde entier.

Le crédit public étant basé sur le revenu de l'Etat, avec lequel on doit payer les intérêts, il implique le système moderne des impôts. Celui-ci devient à son tour un élément formidable de l'accumulation primitive, soit en ruinant jusqu'à l'expropriation les petits paysans et artisans, soit en détournant de la consommation des classes pauvres de fortes masses de valeur, transmises aux capitalistes qui prêtent à l'État.

Nous avons enfin le système protectionniste, au moyen duquel une industrie dont la formation rencontre des difficultés est favorisée de diverses manières par l'Etat, en frappant de forts droits de douane les produits analogues fabriqués à l'extérieur et importés dans le pays, de manière à en élever le prix à l'intérieur pour permettre aux fabricants nationaux de réaliser de plus hauts profits, en payant des primes à l'exportation pour les produits de ces industries envoyés à l'extérieur, quelquefois même en interdisant l'importation des produits d'autres pays, etc. Ce fut « un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier des travailleurs indépendants, de convertir en capital les instruments et conditions matérielles du travail, d'abréger de vive force la transition du mode traditionnel de production au monde moderne » (1).

L'accumulation primitive et la genèse du capitaliste industriel puisent donc une grande force dans le crédit public et la fiscalité, dans le système colonial, dans la finance bancaire, dans le protectionnisme. Quelquefois les gouvernements prêtèrent directement des capitaux aux manufacturiers. Tous ces phénomènes s'hypertrophièrent lors de la naissance de la grande industrie. Celle-ci tira profit sans retenue de l'achat des enfants, véritable traite des petits blancs parallèle à celle des nègres. Avec la paix d'Utrecht, l'Angleterre se réserva le privilège de la traite entre l'Afrique et l'Amérique espagnole ; c'est de ce commerce que sortit la grandeur de Liverpool : « pour cette ville orthodoxe le trafic de chair humaine constitua toute la méthode d'accumulation primitive > (2). « Voilà de quel prix nous avons payé nos conquêtes; voilà ce qu'il en a coûté pour dégager les « lois éternelles et naturelles » de la production capitaliste, pour consommer le divorce du travailleur d'avec ses conditions du travail, pour transformer celles-ci en capital, et la masse du peuple en salariés, en pauvres industrieux, chef-d'œuvre de l'art, création sublime de l'histoire moderne. Si, d'après Augier, c'est « avec des tâches naturelles de sang sur une de ses faces » que l'argent est venu au monde, le capital y arrive suant le sang et la boue par tous ses pores. » (1)

### 51. LA THÉORIE MODERNE DE LA COLONISATION.

(Ce chapitre 33 est précédé par le chapitre 32, que nous résumons plus loin en raison de son caractère conclusif et même programmatique.)

<sup>(1)</sup> Le Capital, Section VIII, Chap. 31; Editions Sociales, Tome III, p. 198.

<sup>(2)</sup> Ibidem, p. 201.(1) Ibidem, p. 201-202.

La situation qui se créa pour le capital dans les colonies qui furent occupées les premières est très intéressante — en mettant de côté une étude complète du phénomène impérialiste —, parce qu'elle peut servir à illustrer une contradiction flagrante de l'économie bourgeoise. Celle-ci, en définissant la propriété privée comme fille du travail, de l'épargne et de l'abstinence, confond de belle manière la propriété privée des moyens personnels de travail avec la propriété capitaliste basée sur le travail d'autrui. Il convient au théoricien de l'économie bourgeoise d'appliquer à la société capitaliste les concepts de droit et la définition de la propriété hérités d'une société pré-capitaliste. Nous avons vu toute l'absurdité de cette manière de voir. Dans les colonies, pourtant, l'économie bourgeoise elle-même est contrainte d'admettre et d'invoquer la destruction violente de la petite propriété privée pour faire place à la production capitaliste.

Après avoir utilisé les colonies comme simples dépôts de trésors accumulés qu'il n'y a qu'à piller, comme zones d'achat de marchandises demandées en Europe, et surtout comme marchés de débouché pour les objets manufacturés de la mère patrie, le capitalisme veut naturellement y transporter ses propres machines à produire de la plue-value, ses propres établissements industriels.

Le capital-argent, désormais, ne manquait pas pour acheter et transformer sur place les instruments de travail et même les matières premières ; il suffisait seulement de trouver du travail libre. Mais les indigènes des colonies, ou bien vivaient sur la base de la petite production personnelle, ou bien avaient fui précédemment vers l'intérieur du territoire, ou bien encore avaient été exterminés : il n'était donc pas aussi facile de les transformer en « libres » salariés que de les réduire en esclavage comme on l'avait fait jusqu'alors. Quant aux colons venus de la mère patrie, ils trouvaient devant eux d'immenses étendues de terre non occupées, utilisables pour l'agriculture et même souvent pour les industries extractives. Lorsqu'existe de la terre libre, c'est-à-dire lorsqu'il en existe une offre illimitée, chacun peut en obtenir quasi gratuitement. et par simple droit d'occupation. Donc, la loi « sacrée et naturelle » de l'offre et de la demande qui oblige le sans-réserves, en Europe, à vendre sa force de travail, lui donne aux colonies la possibilité de se procurer facilement des moyens de travail pour une libre entreprise personnelle. D'autant plus que dans ces nouvelles fermes ne s'effectuait pas seulement un travail agricole et pastoral, mais également une petite industrie domestique ; le « farmer » américain fabriquait lui-même ses outils, ses meubles, sa propre maison. Le capitaliste déhordant de bonne volonté restait sans ouvriers et sans acheteurs : même en s'abstenant totalement de consommer, il n'aurait pas accumulé pour cela un sou de plus-value. L'aventure du sieur Peel, qui fit transporter d'Angleterre en Australie pour 50.000 livres de moyens de production et de vivres et qui eut même la prévoyance d'emmener avec lui 3.000 représentants de la classe ouvrière, hommes, femmes et enfants, est fort réjouissante. Arrivé à destination, M. Peel non seulement ne put ouvrir le moindre atelier, mais encore fut-il cruellement abandonné par tout le monde, tant et si bien qu'il resta sans un domestique pour faire son lit ou aller lui puiser de l'eau à la rivière. « Infortuné M. Peel qui avait tout prévu! Il n'avait oublié que d'exporter les rapports de production anglais » (1).

Que font les théoriciens de l' « état naturel » du capitalisme ? Ils font avant tout l'apologie de l'esclavage ou du travail forcé des indigènes, en se préoccupant peu de bousculer ainsi la loi de l'offre et de la demande; et, pour ce qui concerne les colons blancs, n'osant pas proposer leur mise en esclavage, ils donnent un nouveau coup de pied à la loi « sacrée » en proposant que l'Etat impose un prix aussi élevé qu'artificiel aux concessions de terres libres, de sorte que l'émigrant, ne pouvant pas en acquérir, soit contraint de travailler comme salarié. Le gouvernement anglais mit ce plan en application pour favoriser l'accumulation capitaliste aux colonies : mais alors le flux des émigrants se tourna vers les Etats-Unis, trop peu peuplés jusqu'à la fin du xix° siècle et riches de terres libres à l'Ouest. Toutefois, après avoir obligé les économistes bourgeois à se désavouer, le développement capitaliste a rendu leurs panacées inutiles.

L'accumulation capitaliste en Amérique, depuis la guerre civile de 1866 — qui produisit un énorme endettement de l'Etat, les impôts et la naissance de la plus vile aristocratie financière — jusqu'à la première guerre mondiale et à la période qui suivit, atteint des hauteurs vertigineuses; les Etats-Unis, saturés de prolétariat et menacés d'un gigantesque chômage, repoussèrent les émigrants asiatiques et européens. Comme ils doivent inéluctablement déverser outre-mer des masses gigantesques de produits et peut-être demain, pour des raisons de politique intérieure, une partie de la pléthorique armée industrielle de réserve qui est en train de s'y former, et comme ils sont arrivés trop tard dans la répartition du domaine colonial, ils tenteront certainement de coloniser l'Europe elle-même, en ruinant son appareil productif et en provoquant ainsi un nouveau et plus grand conflit (1).

## CONCLUSION

## 52. LA TENDANCE HISTORIQUE DE L'ACCUMULATION CAPITALISTE.

Nous avons vu que ce qui caractérise l'accumulation primitive, c'est-à-dire la formation historique du capitalisme, c'est l'expropriation du producteur immédiat, c'est-à-dire du producteur qui possède suffisamment de moyens de production pour réaliser son travail personnel en restant possesseur des produits, qu'il échangera pour se procurer ce qui lui est nécessaire.

Même dans cette forme il s'agit de propriété privée, mais il serait faux de dire que le petit producteur a la propriété d'un capital. On a affaire à la

Didem, p. 207.
 Nous laissons cette conclusion inchangée, en rappelant à nouveau que ce « résumé » du Capital fut élaboré au cours de l'année 1929.

propriété capitaliste seulement lorsque les moyens de production et les produits appartiennent aux non-travailleurs, et que les vrais travailleurs en ont été expropriés. Donc, nous avons deux types distincts de propriété privée : la propriété privée du travailleur (époque de l'artisanat et du petit paysan) et la propriété privée du non-travailleur (époque capitaliste).

La propriété privée du travailleur sur les moyens de son activité productive correspond à la production par petites entreprises, c'est-à-dire à la petite entreprise agricole ou manufacturière dans laquelle le personnel, outre le travailleur libre, comprend sa famille et tout au plus quelques jeunes apprentis. Ce stade de la production est primitif; il trouve toutefois sa justification dans le cours du développement de la technique : sa substitution à la propriété collective préhistorique, dans laquelle on exploitait les produits quasi immédiats de la nature avec un minimum d'actes et de procédés productifs, est justifiée. Le système de la petite entreprise « constitue la pépinière de la production sociale, l'école où s'élaborent l'habileté manuelle, l'adresse ingénieuse et la libre individualité du travailleur » (1). Ce type de technique et d'entreprise peut accompagner diverses formes juridiques de la propriété et divers types de société : on le rencontre dans l'esclavagisme (à côté de la propriété privée du non-travailleur sur le sol, sur la personne du producteur et sur le produit) et dans le régime féodal (à côté de la propriété privée de la terre et du servage de la glèbe), mais sa forme vraie et propre accompagne ce type de production où le travailleur est libre propriétaire des conditions extérieures de son travail : le paysan du sol qu'il cultive et l'artisan de son outillage. Ce régime de petits producteurs indépendants présuppose le morcellement du sol et l'éparpillement des autres moyens de production. Bien qu'il ait rendu des services, sa perpétuation, à un certain moment, aurait constitué une force s'opposant au développement ultérieur, qui se fait dans le sens de la concentration des moyens de production, avec les ressources les plus modernes comme la collaboration d'un grand nombre d'industries, la division du travail, le machinisme, tout ce qui permet de pousser au maximum « la domination savante de l'homme sur la nature, le libre développement des puissances sociales du travail, le concert et l'unité dans les fins, les moyens et les efforts de l'activité collective » (1).

La petite production devient donc incompatible avec les forces suscitées par les nouvelles possibilités et nécessités techniques au sein de la société. Son élimination doit se produire pour que soit permise la transformation des moyens productifs éparpillés en moyens productifs concentrés. Mais le stade ultérieur est encore un stade de propriété privée : une classe sociale profitera de l'inévitable concentration de la propriété privée pour en faire son monopole et baser sur elle sa domination. La réalisation de tout cela constitue l'accumulation primitive de l'expropriation violente et cruelle du peuple travailleur qui en est la conséquence, et dont nous avons montré l'atrocité. C'est au milieu d'une véritable tragédie sociale que la propriété privée fondée sur le travail personnel est supplantée par la propriété capitaliste, que se produit le divorce définitif entre le travail et la propriété. Cette tragédie expropriatrice forme la préhistoire du capital.

<sup>(1)</sup> Ibidem, Chap. 32, p. 203.

Ce passage est pour nous — c'est-à-dire pour notre recherche scientifique sur le jeu des forces économiques et sur le développement historique de la société — tout à fait inévitable; en outre, il est une condition indispensable au développement de la force et de la technique productive humaine. Donc son développement est révolutionnaire; si, pour faire une hypothèse absurde, il dépendait de notre approbation ou de celle d'une prétendue « conscience morale », nous ne pourrions la lui refuser. En en montrant l'atrocité nous ne nous sommes pas contredits, mais nous avons démasqué et démoli les tendancieuses théories apologétiques de la propriété capitaliste qui, prétendant en démontrer l'éternité, ne se contentent pas de mettre en évidence la nécessité historique de son apparition et sa contribution à la libération de nouvelles forces productives de plus en plus puissantes, mais prétendent décrire sa formation comme pacifique, idyllique, agréable et profitable à ces mêmes masses humaines qui furent broyées dans ses engrenages implacables.

Dans notre méthode, les jugements moraux n'ont point de place, à plus forte raison, lorsqu'il s'agit d'établir les lois objectives du développement de la société. Nous nous occuperons d'eux dans le but de détruire des idéologies erronées, lorsqu'il s'agira de résoudre le problème de l'intervention consciente et volontaire de collectivités humaines (parti); car, là encore, les déterminantes programmatiques ne dériveront pas d'évaluations d'ordre moral. En ce qui concerne les recherches, nous les effectuons avec une méthode qui est celle de toutes les sciences modernes de la nature, d'où sont exclus les jugements sentimentaux de l'observateur. Si on demande à celui-ci de nous dire si, et dans quelle mesure, l'oxygène favorise la vie et l'anhydride carbonique la détruit, il ne nous intéressera nullement qu'un fait plutôt que l'autre lui fasse plaisir ou au contraire le contrarie. Nous étant positivement assurés que pour réaliser la concentration productive le capitalisme devait torturer les multitudes de petits producteurs, nous ne pouvons qu'accepter ce dernier fait également. Ce que nous ne pouvons laisser passer, même du point de vue scientifique, c'est la prétention des capitalistes d'avoir apporté à ces multitudes délices et bien-être, en se bornant à couper quelques têtes de seigneurs ou de despotes. Cette affirmation se heurte plus aux faits qu'aux préjugés moraux, tout en montrant quelle basse origine ont les préjugés moraux de la pensée bourgeoise, ou de toute autre.

## 53. QUEL SERA LE DÉVELOPPEMENT ULTÉRIEUR DU CAPITALISME?

Nous avons recherché et exposé les lois du fonctionnement de la production capitaliste et celles de sa formation historique. Mais quel sera son développement ultérieur?

On ne peut objecter que poser une telle question déborde du cadre de la méthode rigoureusement scientifique: toutes les sciences, après s'être posé le problème du fonctionnement de l'univers et de son processus d'évolution passée, se posent le problème de son développement à venir; nous restons donc cohérents en en faisant de même pour la science de la société humaine.

Pour résoudre cette question : qu'adviendra-t-il du type social de propriété capitaliste, nous ne partons pas à notre tour d'un préconcept de nature morale ou finaliste, comme la perfectibilité indéfinie de la nature humaine, le Progrès,

le triomphe de la Justice, de l'Egalité, de la Liberté, Ces termes pris en euxmêmes ne signifient rien pour nous, car nous savons bien qu'ils ont une valeur variable suivant les époques ou les classes. Avant tout, nous nous basons sur le chemin déjà parcouru par la société pour déterminer les lois effectives de son développement. En outre, notre hypothèse que la technique productive tend à devenir toujours plus efficace et plus complexe, et se résoud dans une organisation toujours meilleure de la lutte de l'humanité contre les difficultés de l'ambiance naturelle, n'est pas pour nous une vérité mystérieuse et absolue, ni une intention incontrôlable ou une aspiration irrésistible de notre sentiment. C'est une conclusion scientifique possédant un haut degré de probabilité, soit parce que les données historiques la confirment jusqu'à présent, soit parce que les lois biologiques de l'adaptation au milieu et de l'évolution de l'espèce nous conduisent jusqu'à elle. Si nous la qualifions seulement d' «hypothèse», c'est pour rejeter tout résidu d'interprétation mystique ou idéaliste, et parce que les vicissitudes de la lutte de l'homme contre la nature pourraient être inversées, lentement ou brusquement, par des faits d'ordre physique devant lesquels la société humaine serait désarmée, comme un changement de température, d'humidité, de composition de l'atmosphère, une collision d'astres, etc., faits qui restent très peu probables. Des facteurs d'ordre social pourraient également inverser la direction du développement, comme par exemple une guerre chimique qui empoisonnerait durablement certaines couches de l'atmosphère terrestre, ou quelque chose de semblable (1). En supposant pourtant que ces éventualités ne se vérifient pas, on peut se baser sur la sûreté du progrès productif, de la complication de la technique, et avec elle des activités et des besoins humains. Donc notre conclusion sur le progrès ultérieur des efforts humains contre les difficultés naturelles n'a pas besoin de s'appuyer sur des envolées lyriques, sur des préjugés idéalistes, ou encore sur la foi en une mission de l'intelligence humaine (et encore moins d'une intelligence supra-humaine), sans laquelle le monde deviendrait inutile et impossible!

Reprenons donc le processus de transformation sociale. La vieille société de la petite entreprise étant décomposée de fond en comble, les producteurs transformés en prolétaires et les conditions de leur travail en capital, la socialisation du travail et la transformation progressive du sol et des autres moyens de production en instruments socialement exploités vont toujours plus avant.

Nous voyons cette concentration se poursuivre sous nos yeux grâce encore à une expropriation. Ce n'est plus le petit producteur qui est exproprié, mais ce sont les plus petits capitalistes qui le sont par les grands. La petite entreprise d'hier a disparu, mais les nouvelles entreprises collectives deviennent toujours trop petites vis-à-vis des ressources de la technique et cèdent la place à de nouvelles entreprises plus perfectionnées et plus grandes. L'application de la science aux moyens techniques, dans le sens d'une liaison toujours plus grande entre les divers centres productifs, entre les diverses sphères d'activité, entre les divers pays du monde, se développe sur une échelle toujours croissante. Le machinisme, la télégraphie et la radio-télégraphie, les voies ferrées, la navigation, l'aviation, etc., rendent toujours plus techniquement nécessaire la solution des problèmes productifs à une échelle non plus nationale, mais

<sup>(1)</sup> Depuis la rédaction de ce texte (1929), il faut ajouter les conséquences éventuelles de l'emploi d'armes à désintégration atomique.

mondiale. Autrefois, c'était l'étroitesse de l'entreprise qui faisait obstacle au perfectionnement technique, aujourd'hui c'est leur autonomie privée, même s'il s'agit d'entreprises vastes et puissantes. Hier, le développement était entravé par la propriété privée personnelle; il l'est à nouveau aujourd'hui par la propriété privée capitaliste.

### 54. LE NOUVEAU CONTRASTE ENTRE LES FORCES PRODUCTIVES ET LES FORMES DE PROPRIÉTÉ. .... LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE.

Les nouvelles nécessités qui surgissent au sein du capitalisme créent de nouvelles situations pour les classes sociales et développent ainsi de nouvelles forces, mal contenues par les formes juridiques de la propriété établies par le pouvoir capitaliste sur les ruines des régimes sociaux et étatiques précédents.

« A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la masse de la misère (1), de l'oppression, de l'esclavage, de la dégradation, de l'exploitation, mais aussi de la rébellion de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. >

Les petits producteurs vivaient isolés, rivaux les uns des autres du point de vue économique. Les capitalistes eux-mêmes, bien que se tenant ensemble à la tête de la société, sont d'implacables concurrents les uns des autres. C'est avec raison qu'ils disent que la concurrence est le ressort indispensable de la production; ils devraient seulement ajouter : de la production capitaliste, Il est donc difficile aux capitalistes de faire abstraction de la concurrence et d'identifier leurs intérêts sociaux sur un plan mondial. Mais les prolétaires vivent en grandes masses; la révolution les a rendus libres, c'est-à-dire obligés de courir de pays en pays et de continents en continents pour trouver du travail, et il est évident que la concurrence entre eux est dommageable à tous : les conditions matérielles de cette classe (et non un mouvement mystique) suscitent en elle un sens de la solidarité et de l'association sur des bases toujours plus vastes. Ce n'est pas un impératif moral ou le cri d'un apôtre, mais le résultat direct des forces mises en mouvement par le capitalisme qui donne son impulsion réelle au cri : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! »

« Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés > (1).

L'œuvre de la maturité de Marx, que l'on prétend n'être qu'une froide critique descriptive du monde économique, se termine par un cri qui est un

<sup>(1)</sup> Passage que nous traduisons littéralement, pour rectifier les versions courantes : ce qui croît, c'est « die Masse des Elends » — la masse de la misère, et non la misère de la classe ouvrière. Les traducteurs ne comprennent pas que Marx se serait hanalement contredit s'il avait fait croître sur le même rythme la « dégradation » et l'« organisation » de la classe ouvrière. De plus croît « die Empörung» (sujet de la proposition adversative), c'est-à-dire non pas la simple résistance, mais la rebellion de l'avant-garde de cette masse opprimée et écrasée.

Cf. Le Capital, Section VIII, chap. 32 ; Editions Sociales, Tome III, p. 205

<sup>(1)</sup> Ibidem, p. 205.

appel à la guerre sociale, une promesse de victoire révolutionnaire.

Quel est l'aspect économique de ce nouveau contraste entre les forces productives et les formes de propriété? Le voici : le mouvement général technico-productif se poursuit dans le sens de la socialisation du travail et de la centra-lisation de ses moyens matériels. L'expropriation des plus petits possesseurs privés se continue en dépassant toute limite, mais aucune propriété privée n'est plus conciliable avec les exigences de la vaste base sociale de l'activité productive. Un bouleversement doit se produire. La propriété capitaliste et la formation de plus-value qui la caractérise devaient surgir pour amorcer la socialisation, mais elles doivent disparaître pour qu'elle puisse se poursuivre. Il ne s'agira certes pas de reparcourir à l'envers le processus qui s'est déjà déroulé; on n'aura pas une contre-révolution, mais une nouvelle révolution des rapports économiques.

Le travailleur fut privé de l'instrument de son travail personnel et il n'en deviendra plus le possesseur isolé. Toutefois la réunion du travailleur et des conditions de son travail se produira de la seule manière qui soit conciliable avec les transformations techniques : la collectivité des travailleurs acquerra le contrôle et la gestion de l'ensemble des moyens de production et de l'ensemble des produits.

« L'appropriation capitaliste, conforme au mode de production capitaliste, constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation. Elle rétablit non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle, fondée sur les acquêts de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production, y compris le sol »(1).

Cet avant-dernier chapitre du Capital rappelle les expressions classiques de la dialectique; il se relie à ce que Marx écrit dans sa seconde préface, de 1873, à propos de la dialectique de Hegel, dont il déclare qu'il en a déjà critiqué le côté mystificateur (et non mystique, messieurs les traducteurs!) depuis trente ans, tout en reconnaissant qu'Hegel exposa le premier la méthode dialectique. Celle-ci est mise sens dessus dessous par Marx; chez Hegel elle reposait sur la tête: le processus de la pensée créait la réalité; chez Marx au contraire, «il n'est autre que la Matière transportée et traduite dans la tête de l'homme » (2).

Il apparaît clairement que l'expression « propriété individuelle », qui se réfère à la négation de sa négation, c'est-à-dire au système de distribution collectiviste qui succèdera au capitalisme, signifie que quiconque participe à la production sociale pourra participer à la jouissance des produits sociaux sans que s'interpose aucune force et aucun droit de personnes privées, comme c'était déjà le cas pour le petit producteur indépendant dans son petit cercle privé, pour les produits de son travail personnel.

<sup>(1)</sup> Ibidem, p. 205.

<sup>(2)</sup> Nous publierons à ce propos, dans notre prochain numéro, un bref appendice au présent travail, intitulé : « La méthode dialectique ».

Et le Premier Livre du Capital se termine sur un rappel du passage du Manifeste qui a trait à la fonction révolutionnaire du prolétariat, l'auteur voulant ainsi réaffirmer la continuité de sa doctrine, depuis les énonciations de 1848 jusqu'à l'achèvement de son œuvre monumentale.

Lumineuse évidence qui résistera, dans l'histoire du mouvement, aux atteintes continuelles et infatigables du mensonge, de la tromperie, de la trahison.

- « Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers, résultant de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation.
- « Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables. »

FIN

On trouvera dans notre prochain numéro une récapitulation des articles publiés dans cette étude accompagnée d'une note sur la possibilité et la nécessité de l'utilisation de la symbolique mathématique pour l'expesition de l'économie marxiste.

## ASPECTS DE LA REVOLUTION AFRICAINE

Le mouvement anticolonialiste africain (1) a été précédé par celui de l'Asie. La révolution national-démocratique dans les colonies — le plus important événement de ce siècle après la révolution russe — a parcouru en peu d'années l'immense continent asiatique et son élan a balayé des empires séculaires. L'Afrique a participé vigoureusement à ce grandiose bouleversement, mais les événements ne s'y sont pas déroulés à une allure aussi rapide. Seule l'Afrique blanche a réussi à conduire victorieusement la révolte contre l'impérialisme, tandis qu'ailleurs la lutte continue.

Cela ne signifie pas que dans le reste du continent le colonialisme n'ait connu que des jours faciles. En effet, le mouvement révolutionnaire s'y est développé dès la fin de la seconde guerre mondiale : c'est en 1946 que le mouvement d'indépendance de l'Afrique Noire, jusque-là informe, s'organise. A partir de ce moment surgissent les grands partis africains modernes, celui du Rassemblement Démocratique Africain (R.D.A.), la Convention Africaine, le Mouvement Socialiste Africain et l'Union des Peuples du Caméroun. De grandes luttes revendicatives se développent et les centrales syndicales, affiliées, à l'origine, aux centrales de Paris, s'affranchirent et devinrent des organisations proprement africaines. La lutte directe ne fut pas absente. En 1950, le mouvement subit une sanglante répression particulièrement en Côte d'Ivoire d'où était sorti le R.D.A. qui devait se diffuser dans toute l'Afrique Noire française.

En 1947, la révolte de Madagascar, tristement célèbre, n'avait pas été moins sévèrement réprimée. De source officielle, on admet que 80.000 rebelles, sur une population de 4.600.000 habitants, la payèrent de leur vie. Toute activité politique fut supprimée dans l'île. Les chefs de la révolte, des députés de Madagascar à l'Assemblée Nationale française entre autres, furent déférés à des cours martiales, bien qu'ils se trouvassent en dehors du territoire au moment de la rébellion. Condamnés à mort, leur peine fut commuée en un emprison-

nement à vie et, à l'heure actuelle, ils sont toujours incarcérés.

Donc, tandis que les peuples asiatiques luttaient contre le colonialisme, les Africains bougeaient aussi. Mais les Noira et les Malgaches ne furent pas les seuls. Comment ne pas se rappeler l'héroïque, bien que confuse, révolte des Kukuiu du Kénia? Les énormes pertes subies par les rebelles marocains et tunisiens? Les 600.000 morts algériens? Il est vrai que tout en ne perdant pas de vue les événements africains. nous avons accordé une plus grande importance à ceux d'Asie. Ceci s'est produit pour deux raisons. Avant tout, c'est en Asie centre des civilisations pré-capitalistes les plus évoluées — que les phénomènes économiques et sociaux suscités par l'invasion coloniale se présentent sous leur forme la plus claire. Là, plus qu'ailleurs, le colonialisme a dévoilé ouvertement son essence réactionnaire en empêchant le développement des pays assujettis et en maintenant des rapports sociaux rétrogrades. En second lieu, c'est au sein des mouvements asiati-ques que s'est vérifié le phénomène de l'union entre le révisionnisme antimarxiste des faux partis communistes de l'école de Moscou et l'idéologie radicale de la démocratie révolutionnaire petite bourgeoise assimilable au jacobinisme (dans son sens large) des bourgeoisies occidentales du XVIII siècle.

La tâche du marxiste qui veut se rendre compte de la substance des bouleversements afro-asiatiques n'est pas facile. Le déclin du colonialisme n'a pas donné lieu, comme beaucoup le prétendent à une simple substitution d'influence dans les pays précédemment opprimés par les nations blanches, à l'éviction de la domination ouverte des vieux capitalismes au profit de la domination occulte des impérialismes neufs: Amérique ou Russie. La formation des Etats nationaux sur les ruines des em-

<sup>(1)</sup> Nous avons signalé, dans un précédent article (Promotion de l'Afrique, Programme Communiste N° 6), l'arrivée de l'Afrique sur la scène de l'aistoire, nous devons étudier, maintenant, les causes de son retard.

pires coloniaux, même si elle n'a pas efdépendance économique facé leur l'égard de l'impérialisme est cependant un fait révolutionnaire comme nous l'enseigne la doctrine léniniste sur le principe du droit des Nations à l'auto-détermination. c'est-à-dire à la séparation des super-Etats pluri-nationalistes et pluri-raciaux. Cette séparation est un fait révolutionnaire même si elle a été facilitée par les rivalités qui divisent l'impérialisme. Dans les conditions mondiales actuelles du rapport de force entre bourgeoisie et prolétariat, rapport qui permit à la révolution anticoloniale d'aboutir à l'instauration de régimes de démocratie bourgeoise, la question des rapports entre les nouveaux Etats indépendants et ceux de vieux capitalisme est absolument secondaire. Tôt ou tard, en effet, avant ou après la conquête de l'indépendance, les Etats afro-asiatiques, en tant que régimes bourgeois, rechercheront la « coexistence pacifique » avec les colosses capitalistes qui dominent le monde. Ce qui est vraiment révolutionnaire, c'est le fait que la suppression du colonialisme et la formation de l'Etat national libèrent, comme le disait Lénine, « les puissants facteurs économiques » qui sont à la base de la révolution national-démocratique, c'est-à-dire liquident les ultimes résidus des modes de production pré-capitalistes. Mais ne peut arriver à une telle conception théorique que celui qui a démasqué le jeu des révisionnistes du marxisme. Ceux-ci tendent - l'expérience du P.C. chinois le montre pour tous — à faire passer pour politique nationaliste, et pour socialisme le système social vers lequel tend leur programme qui n'est que pur capitalisme d'Etat.

Il nous fallait d'abord et avant tout lutter contre le révisionnisme des partis « communistes » liés à Moscou, pour dénoncer et éviter les falsifications répétées des événements révolutionnaires survenus dans les pays afro-asiatiques. C'est pourquoi on a accordé une plus grande attention aux événements en Asie. Nous allons combler cette lacune. Mais avant de passer en revue les mouvements politiques africains, il serait bon de s'occuper un peu de quelques questions générales qui intéressent le continent entier.

Nous avons fait, au début, la simple constatation que l'Asie a précédé l'Afrique dans le mouvement vers l'émancipation. L'explication de la priorité asiatique en ce domaine nous amène à comprendre le retard africain. Il ne s'agit pas ici d'une question académique. La libération de l'Asie a comporté des conséquences énormes pour le

mouvement colonial africain. En fait, les puissances coloniales chassées de leurs possessions d'Asie et contraintes de se retrancher dans leurs dernières places fortes coloniales encore en leur possession, ont drastiquement aggravé leurs méthodes de répression. La libération de l'Asie a, dans un certain sens, favorisé la tâche du colonialisme dans les autres parties du monde puisqu'elle a évité la dispersion de ses forces sur un immense théâtre d'opération. Il est évident, par exemple, que si la France devait maintenir des troupes dans ses anciennes possessions asiatiques, elle aurait de grandes difficultés à contrôler, non sculement le bled, mais les villes mêmes de l'Algérie. La condition d'une rapide victoire de la révolution anticoloniale en Asie et en Afrique eut été la simultanéité des mouvements dans les deux continents. Cela ne s'est pas produit. Cela ne pouvait arriver. L'Asie ne pouvait pas ne pas se mouvoir et vaincre la première du fait d'une série de causes que nous croyons pouvoir grouper en trois catégories principales :

- 1° La grande tradition historique de l'Asie;
- 2º L'influence de la Révolution russe:
- 3° La position géographique.

#### 1º La grande tradition historique de l'Asie.

Le colonialisme européen a étouffé impitoyablement les formes de civilisation développées par les populations qu'il avait soumises, mais, en Asie, il n'a pas pu conduire son œuvre de démolition de la même façon qu'il devait le faire en Afrique. Le continent asiatique - berceau d'antiques civilisations — a connu durant l'époque précoloniale des organisations sociales qui n'avaient rien à envier aux Etats européens pré-capitalistes. Le véritable « décalage» entre l'Europe et l'Asie débute au moment où l'industrie se dépouille de ses formes artisanales ouvrant l'époque de la manufacture, et donc, du machinisme. Mais le bond en avant de l'industrie européenne advient après la chute de l'Asie (et de l'Afrique) sous le joug colonial. Plus précisément, il advient parce que l'Asie et l'Afrique sont tombées au rang inférieur de colonies, c'est-à-dire de terres d'exploitation et de pillage. L'accumulation primitive, sans laquelle le capitalisme européen ne se serait pas développé si rapidement, n'aurait pas progressé au rythme que nous connaissons, si les pirates colonialistes n'avaient pas pillé les terres d'outre-mer.

Si la domination européenne pouvait arrêter le développement de l'Asie, elle ne

pouvait pas anéantir les acquisitions de millénaires d'histoire au cours desquels de gigantesques Etats s'étaient formés témoignant du haut degré atteint par l'organisation sociale et de l'évolution culturelle des pays en question. En réalité, le colonialisme européen n'avait pas réussi à supprimer complètement l'indépendance politique l'Asie. Avant l'occupation américaine, le Japon n'a jamais perdu son indépendance. De même, des agressions répétées durant un siècle n'ont pas réussi à soumettre définitivement la Chine. l'Etat asiatique le plus important par les données physiques et économiques, par les traditions sociales et le développement culturel. Ces Etats, quoi qu'ils se combattissent l'un l'autre, comme c'est le destin inéluctable de tous les Etats. ne devaient jamais renoncer totalement à leur désir d'indépendance. Ce serait perdre son temps que de chercher à imaginer ce qui serait arrivé si le colonialisme euro-péen avait privé le Japon de son indépendance. Il est certain cependant que les velléités impérialistes du capitalisme nippon devaient contribuer, même d'une manière indirecte, à la défaite du colonialisme européen. En fait, en envahissant les possessions européennes d'Asie, les armées du « Tenno » devaient porter un coup mortel au prestige blanc.

Les grandes traditions historiques de l'Asie ont empêché les envahisseurs colonialistes d'étendre leur domination à l'ensemble du continent. Au moment de la lutte contre les oppresseurs coloniaux, elles se sont transformées dialectiquement en forces matérielles.

#### 2" L'influence de la Révolution russe.

Il existe un rapport de cause à effet, une coıncidence entre les soulèvements révolutionnaires en Russie et ceux d'Asie. En 1905 éclate la première révolution russe. Pour Lénine, c'était le signal annonciateur d'une époque révolutionnaire en Europe orientale et en Asie. En fait, la révolution russe fut suivie de celle de Perse, de Turquie et de Chine. Les traditions révolutionnaires russes exercèrent une grande influence sur les chefs de la révolution chinoise dont le plus grand fut Sun-Yat-Sen. Lénine, tout en voyant en lui l'expression de la démocratie révolutionnaire petite bourgeoise et en louant son honnêteté politique et sa fermeté de caractère, identifia scrupuleusement les différences existant entre le programme communiste marxiste et celui du fondateur du Kuomintang. Il était incontestable que ce mouvement et son

chef Sun-Yat-Sen ne se rattachaient pas à la conception révolutionnaire russe : ils marchaient plutôt sur la trace du populisme, c'est-à-dire tendaient comme lui à concevoir la démocratie pavsanne comme un passage au socialisme et croyait possible d'atteindre ce dernier sans passer par la dictature du prolétariat. Lénine le savait et il démontrait que c'était là une conception, en divergence profonde avec la finalité du communisme. En conséquence, lorsqu'il lui fallut sormuler le programme des Partis communistes opérant dans les pays arriérés, il exigea, comme condition indispensable de la coopération de ces partis à la lutte insurrectionnelle aux côtés des démocrates nationaux, qu'ils maintinssent bien distincts leurs programme et leur organisation. Que le parti communiste chinois, depuis les premières escarmouches, se soit confondu avec le Kuomintang jusqu'à faire sien le programme de Sun-Yat-Sen, y appliquant l'étiquette du communisme, ce n'est la faute, ni de Lénine, ni du mouvement international.

Ce n'est pas le moment ici de revenir sur ces questions. Ce qu'il importe avant tout, c'est d'attirer l'attention sur le fait indéniable que les influences de la Révolution russe agirent comme un accélérateur sur le mouvement révolutionnaire, non seulement chinois, mais de toute l'Asie. Des événements comme le congrès des peuples d'Orient (Bakou, septembre 1920) ne pouvaient que laisser une trace profonde. Deux mille délégués provenant de tous les pays coloniaux et arriérés d'Asie et d'Afrique participèrent à l'assemblée. L'Internationale communiste se mettait, de cette façon, à la tête du mouvement anticolonial. Trentecinq ans après, la conférence afro-asiatique de Bandoeng d'avril 1955, en offrant la « coexistence pacifique » à l'Occident capitaliste, a prouvé que la révolution asiatique, en s'arrêtant à la phase démocratique bourgeoise n'a réalisé qu'une partie du programme de Bakou. Dans la grande conception stratégique de la III Internationale, la révolution nationale démocratique aux colonies devait affaiblir le camp de l'impérialisme et faciliter l'attaque des citadelles bourgeoises d'Europe et d'Amérique de la part du prolétariat occidental.

L'attaque révolutionnaire du prolétariat occidental ayant fait défaut — à cause de son immobilisation d'abord par les appareils politiques vendus de la social-démocratie, ensuite par la contre-révolution stainienne — la révolution nationale-coloniale aux colonies n'a pas dépassé la phase bourgeoise. Toutefois, il est clair que, indépendent de la contre de la contre de la contre de la colonies n'a pas dépassé la phase bourgeoise. Toutefois, il est clair que, indépendent de la colonie de l

damment de l'involution de ses finalités sociales, l'industrialisation de l'aire énorme formée par la Russie d'Europe et son prolongement dans l'immense Asie a eu une influence profonde sur le développement ultérieur de ce continent. Ce n'est pas des modèles dépassés de l'Occident, mais de l'expérience vive de la révolution industrielle russe que s'inspirent les programmes et l'action politique des nouveaux régimes asiatiques, non seulement dirigés par Mao-Tsé-Toung, Ho-Chi-Min, Kim-ir-Sen, mais aussi ceux dirigés par Nehru et Soekarno (capitalisme d'Etat et plans).

#### 3º La position géographique.

C'est le facteur dont le rôle apparaît insmédiatement avec le plus d'évidence. Toutes les luttes, guerres ou révolutions, sont liées aux conditions particulières du territoire où elles se déroulent. Les mouvements révolutionnaires asiatiques devaient bénéficier des difficultés inhérentes au fait que les empires coloniaux des grands capitalismes européens étaient très éloignés de leurs centres métropolitains. Tant que les puissances impérialistes réussirent à conserver l'hégémonie navale qu'elles avaient con-quise à l'aube du colonialisme, la route de leurs empires était rapide et sûre. Elle cessa brusquement de l'être au cours de la seconde guerre mondiale quand le développement explosif de l'aviation réduisit pratiquement à zéro la puissance offensive des forces navales dépourvues de soutien sérien. Ne purent s'emparer des océans et les dominer que les puissances qui purent transformer leur vieille marine en flottes aéronavales, modifier leur technique et acquérir la supériorité industrielle et financière sur les vieux pouvoirs colonialistes décadents.

La révolution triomphe, invariablement, à deux conditions. La première est que le camp révolutionnaire soit décidé à la lutte ; la seconde est que le camp de la réaction soit divisé, impuissant et appauvri. Ces conditions se rencontrent au cours des révolutions anticoloniales asiatiques. En effet, les colonialistes ne réussirent pas à intervenir directement sur le théâtre des révoltes dans des conditions adéquates pour les affronter et les réprimer rapidement. D'autre part, la nouvelle grande puissance maritime — les Etate-Unis — ne pouvait pas devenir, au pied levé, l'héritier du vieux colonialisme. Il est facile d'imaginer les conséquences politiques d'une substi-tution brutale de l'occupation américaine à celle du colonialisme en déclin. Elle

aurait provoqué de violentes réactions des puissances européennes et aurait brisé les liens qui les unissent à l'impérialisme américain. Le gouvernement américain fut contraint d'adopter une politique de non-intervention qui n'exclusit pas, bien entendu, les tentatives de conquêtes économiques des nouveaux Etats.

#### LA CIVILISATION DE L'AFRIQUE NOIRE

L'Afrique a elle aussi une tradition historique d'une grande importance. Le colonalisme blanc ne s'est pas imposé en luttant contre un monde plongé dans les ténèbres et la barbarie, comme le prétendent les serviteurs les plus vulgaires du racisme blanc. L'Afrique vraiment primitive se réduit à un petit nombre de races nomades de la grande forêt équatoriale et du désert du Kalahari. Contre ces peuples aussi (Pygmées, Boschimans, Hottentots), l'oppression colonialiste a agi, non comme un simple frein du développement des peuples subjugués, mais comme une force aveugle et destructrice qui a provoqué un recul dans l'évolution, même si celle-ci était lente, des autochtones. Selon la résistance rencontrée, le colonialisme blanc, ce « dispensateur de civilisation », a, ou bien stoppé l'évolution des populations tombées sous son joug, ou bien en a inverti la direction, faisant retourner à la barbarie des peuples déjà civilisés, et à l'état sauvage des groupes raciaux qui étaient en train de sortir des phases inférieures de la barbarie. Ceci est surtout valable pour l'Afrique.

Dans cet article, qui ne prétend être qu'une introduction à l'étude de l'évolution politique de l'Afrique, il est impossible de s'étendre sur les civilisations qui y fleurirent durant la période pré-coloniale. Nous dirons les choses rapidement nous promettant de revenir sur cette question une autre fois.

Ce que les défenseurs du racisme blanc ne veulent pas admettre, c'est que les Africains — non seulement les Sémites de l'Afrique « blanche », mais même les races mélano-africaines qui composent l'Afrique Noire proprement dite — n'ont pas à conquérir la civilisation. Les Nègres, avant même que les rapaces colonialistes débarquassent sur les côtes du golfe de Guinée, avaient donné vie à de hautes formes de civilisation. Certes, il ne s'agissait pas d'organisations sociales, d'Etats, de manifestations de développement culturel comparables — pour parler de pays tombés sous

le joug colonialiste - à la Perse Safavide, à l'Inde du Grand Mogol, à la Chine des Sung ou des Ming. Si l'on considère que les antiques sociétés africaines ne nous ont transmis que de rares monuments d'une certaine importance, on doit conclure que la civilisation africaine se place — au moins dans ce domaine - en dessous des civilisations américaines pré-colombiennes — les Aztèques, les Incas, les Mayas qui ont laissé de grandioses exemples de construction en pierre. Mais il est certain que l'Afrique Noire, c'est-à-dire cette partie du continent la moins exposée aux influences de la civilisation européenne et asiatique, a cependant été capable, en utilisant ses seules ressources, de sortir des ténèbres de la Barbarie. On ne peut, certes, pas nous accuser d'opposer au racisme blanc un contre-racisme afro-asiatique si nous soutenons énergiquement ces vérités.

L'Afrique, tout autant que les autres continents, a été le témoin, à travers les siècles, de l'évolution sociale humaine. Si l'Etat est un pont, nécessaire bien que sinistre de la barbarie à la civilisation, nous devons dire que les Africains connaissaient l'art de se gouverner, c'est-à-dire qu'ils étaient civilisés lorsque les premiers négriers flanqués de missionnaires vinrent « christianiser » la forêt équatoriale. De florissants empires, organisés selon le schéma de la hiérarchie féodale, surgirent dans le Soudan occidental, sur les côtes du Golfe de Guinée, dans l'Afrique congolaise, en Rhodésie. Ce furent : l'empire du Ghana, le plus important et le plus fameux de tous, fondé au IV siècle; l'Empire mandingue du Mali, apparu au début du XIIP siècle: l'Empire terrestre et naval de Gao. Le plus significatif de tous par le mystère qui plane encore sur ses origines est celui du Monomotapa, surgi sur les côtes de l'actuelle Rhodésie, en Afrique australe, il a laissé de grandioses constructions en pierres qui manquent dans tous les autres empires africains.

Ces grandes formations étatiques qui tenaient sous leur juridiction d'immenses territoires, des populations nombreuses et diverses, et entretenaient des relations commerciales et diplomatiques avec l'Afrique arabe, témoignent du haut niveau atteint par la technique productive africaine.

Les peuples de race noire, avant d'être précipités dans l'enfer du colonialisme, par-coururent toutes les « étapes » de la civilisation qui précèdent celle introduite par le capitalisme, c'est-à-dire : la culture de la terre, l'élevage du bétail, l'industrie et le

commerce. Le fondement économique de la civilisation euro-américaine moderne est l'industrialisme. L'arrêt de l'évolution des peuples africains comme celui des peuples asiatiques au seuil de la phase manufacturière et machiniste de l'industrie, vantée comme étant le monopole de la race blanche, ne doit pas être expliqué par une soi-disant infériorité intellectuelle de la race noire. C'est un fait indéniable que la civilisation africaine s'est développée à un rythme relativement lent. Mais les populations de la Guinée ont pu fournir la preuve de connaissances technologiques importantes, notamment dans le travail perfectionné de la métallurgie du bronze, les antiques habitants du Sahara et de l'Afrique australe ont également fourni un merveilleux témoignage de leur sens artistique et ont laissé — à l'admiration de la postérité les chess-d'œuvre de la peinture rupestre. Les Etats nègres ont montré leurs capacités d'organisation et d'administration des peuples mélano-africains. Mais il ressort clairement de l'examen de la civilisation africaine qu'elle procède avec lenteur. Cela s'explique davantage par des causes d'ordre bio-géographique que d'ordre historique.

La civilisation est un processus qui se développe en liaison étroite avec l'élargissement indéfini de la sphère des relations sociales entre les hommes. La civilisation a un rythme lent ou rapide suivant qu'il existe ou non des conditions qui favorisent des rapports fréquents et intenses entre les collectivités et les nations. Et quelle est la forme de communication la plus rentable et la plus facile si ce n'est la navigation maritime? En Europe et en Asie, existaient les conditions naturelles pour le progrès de la navigation et, par voie de conséquence, capables de favoriser l'intensification du trafic international et intercontinental. Inévitablement, derrière le commerce des marchandises se répandaient les techniques productives, c'est-à-dire la culture. Peut-on s'imaginer ce que le grand consortium civil aurait engendré, dans le domaine de la production matérielle et de celle de la théorie, si de bonnes conditions permis bio-géographiques avaient échange incessant d'expériences, faites dans tous les domaines, entre les peuples qui, durant des millénaires, habitèrent les deux continents? L'Espagne, l'Italie, l'Hellade, l'Asic Mineure, le Sinaï, la péninsule arabe, le vaste sub-continent indien, la presqu'île de Malacca, en découpant les grandes voies de communications en une série de petites étapes facilement franchissables, allaient permettre que s'abrège énormément la prodigieuse évolution de la pirogue aux grands navires de commerce et de guerre, de l'état sauvage à la civilisation. L'immense chaîne d'îles et d'archipels qui, des Baléares, se développe jusqu'à l'archipel nippon en passant par la Sardaigne, Malte, la Crète, Ceylan et les trois mille îles de la Sonde, allait encore contribuer à faciliter les communications.

Les produits du travail intellectuel qui sont la somme du travail social de la collectivité ne peuvent atteindre le maximum de perfection s'ils n'ont pas la possibilité de dépasser les limites étroites de clan, de la tribu, de la nation, de la race. Or, si les conditions du monde physique, en Europe et en Asie, ont permis que s'effectuent de grands courants vivifiant l'activité des innombrables agglomérats sociaux des deux continents, il n'en a pas été de même pour les autres comme l'Afrique et surtout les deux Amériques entourées de deux océans infranchissables. C'est pourquoi la civilisation euro-asiatique a progressé plus rapidement. Les grandes religions qui étaient des conceptions complètes de la nature et de la société, les systèmes philosophiques monumentaux, les sciences, les chefs-d'œuvre de la littérature et de l'art qui confèrent la primauté de la civilisation à l'Europe et à l'Asie sont les signes extérieurs d'une évolution sociale millénaire qui eut son origine dans un rapport déterminé entre l'ambiance physique et les agrégats humains. Les races ont progressé socialement atteignant des niveaux différents, non qu'elles obéissent à des lois biologiques différentes, mais parce que les conditions physiques où elles se sont développées étaient différentes.

C'est parce que nous sommes convaincus de cela que nous sommes les ennemis radicaux des racismes qui considèrent le développement des races d'une façon absolue. c'est-à-dire indépendamment des conditions naturelles au sein desquelles elles se sont débattues. L'indépendance relative à l'égard des conditions naturelles qu'on peut obtenir désormais en employant les gran-des ressources de la technique moderne, effacera définitivement les différences sociales entre les races du monde. Mais ceci ne peut s'obtenir qu'avec le concours de la force révolutionnaire. L'isolement de l'Afrique, grâce au progrès de la navigation océanique, puis aérienne, a été vaincu depuis longtemps. Mais l'Afrique reste un continent arriéré. Les obstacles naturels au développement de sa civilisation sont depuis longtemps abolis, mais elle n'est pas encore à même de s'aligner sur l'Amérique

et sur l'Europe comme l'Asie est en train de la faire. L'obstacle qu'il faut franchir est le même capitalisme colonialiste qui détruisit, il y a quelques siècles, l'ordre social des peuples africains.

Examinons les grands empires de cette époque pré-coloniale. Ils étaient limités, d'un côté par l'océan immense, de l'autre par deux gigantesques barrières naturelles qui empêchaient toute communication : le Sahara et l'immense forêt équatoriale.

Le Sahara n'a pas toujours été la vaste et aride étendue de sable (il semble qu'elle redevienne « fertile », actuellement, pour les pétroliers) qu'il présente aujourd'hui. Dans l'antiquité, il était recouvert de forêts et, au moyen âge, il était parcouru fréquemment parce qu'il était moins aride et moins dépeuplé. Ensuite les transports se firent par caravanes. Or on sait que les transports terrestres ne sont pas comparables, pour l'intensité, aux transports maritimes. Quant à la forêt équatoriale, elle était pratiquement infranchissable surtout durant la saison des pluies avec leurs conséquences : crues des fleuves, éboulements de terrains. inondations d'immenses zones.

Ces conditions naturelles, répétons-le, expliquent facilement la lenteur de la progression de la civilisation noire de la préhistoire à la destruction des Etats indépendants du Soudan occidental. Mais elles n'expliquent pas la rupture des grandes lignes de l'évolution sociale de l'Afrique. Jusqu'à l'invasion blanche, l'isolement n'avait pas empêché la progression sociale des nègres. Une progression existait, elle était lente, mais elle existait. Puis cette évolution fit un effroyable pas en arrière. Ceci arriva lorsque la férocité colonialiste put se donner libre cours et détruire à coups de fusil et de fouet la civilisation indigène pour y substituer une société où fleurissent les méthodes de travaux forcés et les infamies de la ségrégation raciale.

#### ENTREE EN SCENE DE L'IMPERIALISME

Cela ne signifie nullement que nous nous représentions les sociétés africaines pré-coloniales comme un monde idyllique. Si nous nous efforçons de décrire les réalisations splendides de l'histoire africaine, avant l'arrivée des blancs, nous le faisons surtout pour prouver la fausseté des idéologies, inventées par les valets de l'impérialisme qui essaient de faire admettre que la colonisation tendait à élever les « sauvages » au niveau de la civilisation occidentale. Pour le reste, nous savons bien que

les sociétés extra-européennes, même avant l'invasion des capitalistes, formaient des agrégats sociaux où existait la division sociale. Nous voyons, en Afrique, que des résidus du communisme primitif survivent dans l'économie agraire des peuples nègres (Serc. Foulbe, Mande, etc.). Ils s'accompagnent de formes de divisions sociales parmi lesquelles ont survéeu les restes des castes privilégiées, de corporations de métiers, de nationalités dominantes, etc. Ce qui est vraiment intéressant - surtout lorsqu'on discute avec certains marxistes qui doutent du caractère indépendant des mouvements révolutionnaires afro-asiatiques qu'ils réduisent purement et simplement à une conséquence de la rivalité entre les grands impérialismes - c'est de faire comprendre que les sociétés africaines pré-colonisles renfermaient en leur sein les éléments d'une ultérieure évolution sociale.

Mais poursuivons l'examen des causes historiques qui ont provoqué le retard de l'Afrique. Deux formes de piraterie colonialiste devaient faire sombrer celle-ci dans une effravante involution : le commerce de l'or et la traite des esclaves. Les conséquences sociales de ces infâmes trafics devaient paralyser les civilisations africaines. en les plongeant dans la terreur. L'équilibre entre populations et territoire allait être complètement bouleversé, puisque des villages entiers furent vidés de leurs habitants, tandis que ceux qui avaient échappé aux razzias s'enfuirent loin de leur lieu de résidence. Les structures économiques et sociales furent ainsi minées dans leurs fondements, tandis que le lucre et l'appât du gain amenèrent les castes dominantes à se transformer en fournisseurs d'esclaves. Ils vendaient leurs sujets aux négriers arabes qui les revendaient aux accapareurs blancs venus, avec leurs navires négriers, des ports anglais, portugais et français de l'Atlantique. Vieille plaie de l'Afrique, la traite pratiquée par les Arabes dans le Soudan oriental, tout en ayant infligé de terribles souffrances, n'avait pas frappé à mort les organismes sociaux africains. Mais la découverte de l'Amérique eut pour conséquence une plus grande demande de maind'œuvre destinée aux nouvelles plantations. La traite fut relancée, sur une grande échelle, par l'Europe chrétienne et porta la dévastation dans des pays qui avaient connu des empires universellement renommés. Les conséquences de la chasse à l'or ne furent pas moins funestes.

L'agonie de la vieille civilisation africaine a duré jusqu'au siècle dernier, quand l'impérialisme européen porta le dernier coup aux Etats indigènes survivants. La résurrec-

tion a commencé sous nos veux après le deuxième conflit mondial. Mais il ne s'agit pas d'une restauration. L'impérialisme, dans un but d'exploitation, a été contraint d'introduire, au milieu des antiques commu-nautés africaines, le travail salarié. L'Afrique Noire est aujourd'hui un mélange de formes économiques disparates où se confondent des restes du communisme primitif (propriété collective de la terre) de la propriété patriarcale, de la petite propriété, de l'industrie moderne liée, surtout, à l'extraction des minerais. Cet hybride économique et sociale (ainsi dans le domaine familial on peut constater une interpénétration de traditions matriarcales et patriarcales), caractéristique des sociétés pré-bourgeoises, ne peut avoir, pour le moment. d'autre destinée que celle donnée par la révolution nationale-démocratique. Théoriquement on ne doit pas exclure la possibilité d'une double révolution - antiféodale et antibourgeoise - attendue par Marx et Engels en 1848 pour l'Allemagne et, en 1920, par l'Internationale Communiste pour la Russie et pour l'Asie. Mais une telle éventualité est conditionnée par l'attaque révolutionnaire des bastions impérialistes d'Europe et d'Amérique de la part du prolétariat de ces pays. Pour que la possibilité s'on présente il faudrait que, dans la phase précédente, un fort parti de classe international se soit reformé.

L'Afrique se libérera-t-elle avant que l'incendie révolutionnaire n'éclate dans les superbes métropoles colonialistes ? Ou l'histoire — avant que ne cesse l'infamie de la domination de classe — donnera-t-elle un autre exemple de double révolution ?

Les peuples africains se sont mis courageusement à l'œuvre. Seulement quelques décades après les ultimes batailles livrées afin d'essayer d'endiguer la marée colonialiste (ce fut le 2 septembre 1898, qu'à Omdurman se déroula la dernière grande bataille contre l'envahisseur colonialiste britannique) l'Afrique Noire est de nouveau en mouvement.

La lutte actuelle a pris de nouvelles formes et tend vers des buts différents. L'objectif de la révolution nationale-démocratique n'est plus la défense et la conservation des antiques traditions africaines, mais la fondation de l'Etat national moderne. Le prolétariat, conformément au Manifeste Communiste, est du côté de tous ceux qui luttent révolutionnairement contre l'ordre existant : c'est le cas de tous les peuples, noirs ou blancs d'Afrique, qui affrontent courageusement les derniers bastions du honteux colonialisme.

## Sidérurgie, pétrole

## et sous développement.

Les critiques n'ont pas épargné le « Plan de Constantine ». La gauche notamment, a contesté formellement la possibilité, pour le gouvernement, de réunir les capitaux nécessaires à son exécution. Mais par là même, elle prenait le projet au sérieux et entérinait l'hypothèse officielle selon laquelle une telle réalisation bouleverserait, en faveur de la « présence française », les données du problème d'Afrique du Nord. En fait tous les partis, bien que chacun d'entre eux ait interprété les promesses suivant son optique propre, ont convergé dans cette même croyance. Les libéraux et démocrates y ont vu un événement favorable à l'émancipation économique et au progrès social de l'Algérie, les partisans de l'intransigeance y découvraient le moyen de saper les bases matérielles et les arguments de la rébellion. Mais tous étaient disposés à admettre que la mise en valeur des ressources pétrolifères du Sahara et le développement industriel de la région de Bône - qui constituent la première étape du plan — pourraient amorcer un changement décisif de la politique à l'égard de l'Algérie, une initiative désintéressée propre à relever le niveau de vie des indigènes, à les tirer de la misère et de l'abattement, bref à modeler la France colonisatrice sur l'idée qu'on en donne dans les manuels scolaires. Même l'extrême-gauche, qui se pose en censeur sévère de la politique gouvernementale, n'a pourtant pas laissé passer cette occasion de protester de son attachement à la cause nationale - son « arme secrète »... électoraliste! — en dénonçant l'intrusion étrangère dans les richesses africaines : curieux « communisme » dont le grief au colionalisme est principalement frayer « les voies de la Standard Oil et de l'impérialisme américain > (1) !

Nous ne contesterons certes pas que le plan de Constantine soit quelque chose de sérieux, mais pas du tout dans le sens de ces préoccupations humanitaires et pariotiques. Pour juger de la démagogie politique qu'il cache (bien mal) il suffit de rapprocher l'ampleur de la tâche à accomplir, de l'importance réelle de celle qui est entreprise. Si on tient compte de l'exubérante démographie algérienne et des diverses conséquences de la dépradation

coloniale - particulièrement du fait qu'en moins d'un siècle la consommation de grain par habitant a diminué de plus de la moitié - on comprendra tout de suite que ce n'est pas la création de quelque 20 ou 30 milliers d'emplois salariés industriels qui peut faire une ponction sérieuse dans la masse des sans-travail et donner du pain à tous. Mais dans la démagogie officielle ou officieuse il est un aspect peutêtre plus important que nous voudrions sommairement illustrer ici. Les fallacieuses promesses du « Plan » ne dupent pas seulement ceux qui en attendent un relèvement de la condition de la population algérienne, mais aussi ceux qui en espèrent une prospérité accrue et un mieux-être général dans la métropole. Comme on va le voir tout de suite, si l'effort industriel accompli là-bas représente très certainement une bonne affaire pour le grand Capital français, il n'est pullement un facteur d'harmonisation économique et sociale.

Pour examiner les conséquences possibles du premier des deux grands projets, celui qui intéresse le «complexe sidérurgique de Bône» il faut se rappeler que c'est précisément la branche de fabrication de l'acier qui accuse le plus nettement les contrastes et déséquilibres caractéristiques de la structure productive française. Après le formidable effort d'investissement et de développement de la productivité accompli au lendemain de la guerre, et qui porta la production annuelle de ce métal des 4.400.000 tonnes de 1946 aux 14.600.000 tonnes de 1958, on a pu se rendre compte qu'aux monstrueuses concentrations industrielles de l'Est et du Nord de la France s'opposaient de larges secteurs vétustes et défavorisés : durant ces dernières années le leitmotiv propagandiste de l'impuissance gouvernementale en matière de réorganisation productive fut justement un continuel appel à l'harmonisation des secteurs de production, au nivellement des contrastes, à la décentrelisation. Or qu'apporte sur ce plan la perspective définie à Constantine, sinon de nouvelles aggravations? Tout d'abord les 400.000 tonnes minimum an-

<sup>(1) «</sup> L'Humanité » du 10-2-1959.

nuelles que le « complexe de Bône » est susceptible de produire sont destinées à passer sous le contrôle des quatre « Grands » de la sidérurgie française auxquels le gouvernement a confié la charge de ce nouveau secteur : Usinor, Sidélor, De Wendel, Lorraine-Escaut, ainsi que leur dernier-né, le bâtard « coopératif », Sollac qui, à eux seuls monopolisent les 2/3 de la production nationale d'acier. Un élément donc de la concentration toujours plus grande des forces productives entre des mains toujours moins nombreuses, ce qui n'est pas fait pour nous déplaire en tant que prémisse économique du socialisme (mis à part que s'agissant là d'acier, la pléthore productive est un témoignage supplémentaire des formes capitalistes séniles) mais qui est tout à l'opposé de l'idéal national petit-bourgeois. Ensuite les conditions particulièremnt favorables dont bénéficiera Bône ne peuvent avoir que des conséquences redoutables sur la stabilité économique et sociale. En effet, la région de Bône ne souffre d'aucun des handicaps qui pèsent sur la sidérurgie française, c'est-à-dire une mauvaise desserte en moyens de transport et nécessité d'importer des minerais lointains, à moins d'utiliser des procédés coûteux pour suppléer aux qualités locales trop pauvres en fer.

Au contraire le nouveau « complexe » bénéficiera de la proximité d'un minerai riche en fer (55 %, au lieu des 30 % de la «minette» lorraine) celui des mines de l'Ouenza dont la production doit être portée à 4 millions de tonnes par an, et d'un bas prix de revient de l'énergie (2.50 francs le kWh) grâce à la création d'une puissante centrale utilisant les gaz de pétrole des gisements récemment mis en exploitation. De plus, ces avantages techniques fourniront à Bône un important atout commercial, lui permettant la fabrication exclusive de produits très sollicités sur le marché international : les tôles (pour la construction navale) et les tubes (pour les exploitations pétrolières) à la demande desquels elle pourra bien mieux répondre que la production métropolitaine. Si on conclut sur cette remarque que le prix de revient sera, dans ce nouveau secteur, extrêmement « compétitif > (alors que la tonne de fonte obtenue selon les procédés classiques exige 950 kg de coke, celle qu'on réussit selon la méthode prévue à Bône n'en demande que 400 kg.) on en déduira facilement que l'apparition de ce combinat-champignon n'est nullement faite pour «harmoniser» la production sidérurgique et son marché. Lucrative pour les grands trusts français de l'Est et du

Nord, qui entendent bien - sous cet angle tout au moins - « intégrer » cette partie de l'Afrique, elle risque de soulever de délicats problèmes de redistribution des zones d'écoulement des produits, avec toutes les incohérences et heurts que cela comporte et dont le prolétariat fait toujours les frais, comme l'illustre éloquemment l'exemple du charbon. En tout état de cause. il ne peut en surgir que les classiques conséquences de la folle course au productivisme et non l'organisation rationnelle de la production nationale et les prétendus avantages qui, à en croire la propagande bourgeoise devraient en découler pour toutes les populations.

Egalement décevante doit être l'expérience de la mise en valeur du pétrole du Sahara que la niaise publicité de la presse à gages a présenté comme impératif n° l justifiant l'intransigeance à l'égard des revendications nationales des Algériens. On ne cache plus, en effet - du moins dans les journaux quelque peu sérieux -- ce qu'il faut en réalité attendre des grandioses projets sahariens, au sujet desquels le Français moyen, dont le nationalisme s'est réveillé à l'alléchante perspective de « l'essence à bon marché», a nourri de si grandes illusions. «L'article 33 du nouveau Code pétrolier saharien — nous apprend Le Monde du 7.2.59 — stipule que « les prix de vente des produits bruts ou finis doivent être les prix courants du marché international ». Et l'auteur de l'article de poser une naïve question à propos du « mystère qui entoure ce prix et dont il a pourtant donné, quelques lignes plus haut, la préalable explication : « La clef de voûte de cette architecture — que les économistes dans leur jargon qualifient d'organisation oligarchique — est un prix mondial unique du pétrole brut servant de référence à toutes les entreprises pétrolifères. » C'est donc tout simplement le phénomène de la différencielle, dont nous avons parlé dans un précédent numéro, et qui aligne tous les prix de revient sur le prix le plus élevé, celui du pétrole américain, qui explique que les consommateurs français devront payer leur essence « au prix fort ». Il n'existe d'ailleurs, nous apprend le même article. aucun espoir d'un tarif préférenciel à l'usage de la métropole car, d'une part, on gagnera d'autant plus de ces précieuses devises dont notre économie est assoiffée « que le pétrole sera vendu plus cher à nos clients étrangers », et de l'autre « pour être exportatrice une industrie doit avoir une solide plateforme : ne pas perdre d'argent sur le marché intérieur». Ce n'est pas

tout. Les conséquences de la mise en valeur du pétrole saharien ne se limitent pas à faire desserrer la bourse des Dupont et des Durand de notre douce France, elle soulève toute la question du prix de l'énergie : lequel, à moins d'une « révision déchirante », n'autorise pas à baisser celui du pétrole sous peine de « favoriser sa consommation au détriment de celle du charbon, avec les contre-coups que subiraient le gaz et l'électricité». Messieurs les opportunistes qui célébrez les grandeurs de la production nationale et qui croyez possible d'y accommoder les intérêts de la classe ouvrière, jugez un peu de ce qu'il adviendrait si on vous prenait au mot. Considérez ce que cache votre chimérique revendication d'une production française vraiment « indépendante à l'égard des trusts » : rien d'autre que la perspective du chômage précipité pour ces « gueules noires » qui voient

déjà, sur le carreau de la mine, s'amonceler le charbon invendu. Que vient donc faire, dans cette orgie d'industrialisme et de production. « l'intérêt national » au sens où vous l'entendez, c'est-à-dire comme amélioration collective des conditions de vie et de bien-être social? Absolument rien, ni pour les masses de la nation qui exploite, ni pour celles de la nation exploitée. Elles sont respectivement promises à l'insécurité du capitalisme sénile et à l'effroyable surexcitation du capitalisme naissant.

Mais en contrepartie de cette pénible expérience doivent s'évanouir les illusions petit-bourgeoises, démocratiques et nationales qui ont réussi à s'implanter dans la classe ouvrière des pays développés, tandis que continuera à s'accroître l'armée mondiale des prolétaires de toutes couleurs, seul aspect positif de cet exemple typique « d'industrialisation d'un pays arriéré ».

# Le Communisme,

La révolution socialiste ne peut avoir lieu que si les forces productives ont atteint un certain degré de développement. Ce stade est historiquement atteint, dans l'aire occidentale, depuis 1848. La révolution est donc possible depuis cette époque. Mais prendre le pouvoir, prendre la direction de la société est une chose, parvenir au Communisme intégral, comme le déclare Krouchehev au XXI Congrès (l'U.R.S.S. entre dans la période de l'édification concrète du Communisme) (1) en est une autre. Cela suppose, d'une part la destruction, à l'échelle internationale, de toutes les possibilités de retour du capitalisme. de l'autre, une augmentation de la production dans le domaine des biens de consommation afin de réaliser la fameuse formule : « De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins».

Jusque-là, la lutte de l'homme est une lutte individuelle pour se nourrir. Travailler, c'est reproduire sa vie matérielle. Avec l'avènement de cette forme de production la Société prend en charge la vie matérielle des hommes : abolition du travail nécessaire. Tout le reste est du surtravail. Plus précisément, l'homme indivi-duel devenu l'homme social produit pour la joie de produire car c'est dans cette activité qu'il affirme sa nature humaine.

Si l'U.R.S.S. passe actuellement du socialisme déjà réalisé au stade supérieur du communisme, comme ses chess le prétendent, les stigmates de la société capitaliste

# et la

devraient disparaître en Russie et l'art. la littérature, le cinéma, toutes les superstructures devraient être le reflet de ce changement. Or, que ce soient les derniers films comme Quand passent les cigognes, les romans comme Le docteur Jivago, Les frères Ierchov de Kotchetov, toutes ces expressions de la réalité sociale russe reproduisent les mêmes préoccupations, les mêmes thèmes que ceux de notre enfer capitaliste : le désespoir et la satire des parvenus, ou bien les lecons de morale sur les bons et mauvais ouvriers, les difficultés de compréhension réciproque entre eux et les intellectuels. En somme les sucsès du cinéma russe et les best-sellers de la littérature soviétique nous offrent une substance identique à celle de la culture bourgeoise de l'Occident (2).

C'est dans l'infrastructure que nous trouverons l'explication de cette analogie, même si, pour des raisons de place, nous devons nous limiter au domain de l'agriculture. d'ailleurs le plus révélateur à nos yeux. Si nous y rencontrons des phénomènes identiques à ceux du capitalisme de l'Ouest, nous comprendrons que la même similitude doive se manifester dans la superstructure sociale et dans ses expressions littéraires et artistiques. Ouvrons une revue stalinienne et nous serons vite rensei-

gnés :

«Le grand mérite du Parti Communiste, au cours de ces dernières années, fut de découvrir que l'ensemble des problèmes de

l'agriculture ne pouvait être résolu que si l'on commençait par résoudre le problème du grain. De 1949 à 1953, les récoltes de céréales en U.R.S.S. ne couvraient plus les besoins de l'Etat. Déjà, avant la guerre, le chiffre de 7 à 8 milliards de pouds (115 à 131 millions de tonnes) était considéré comme l'objectif à atteindre, qui devait couvrir largement tous les besoins de la consommation et de l'Etat. Au XIX\* du Parti Communiste. Congrès G. Malenkov annoncait que le chiffre de 8 milliards de pouds était atteint. Mais c'était absolument faux. En réalité, de 1949 à 1953, la récolte moyenne était à peine supérieure à la récolte de la Russie

Si Malenkov a menti, qui nous dit que ses censeurs ne mentent pas encore lorsqu'ils nous donnent les chiffres pour 1958? En rejetant sur celui-ci la responsabilité de toute la « direction collégiale », en faisant grief à lui seul d'un mensonge collectif, ils retrouvent une virginité qui leur permet de « relancer le bluff » un

certain nombre de fois.

tsariste (3). >

Ils confessent qu'en 1953, année défavorable, la production de céréales était au même niveau que celle de 1913, c'est-à-dire qu'aucune amélioration ne s'était produite en passant de la production féodale-bourgeoise-patriarcale à l'agriculture « socialiste». Bien plus, en tenant compte de l'augmentation de la population, il y eut une baisse de la production par habitant. Au lieu d'en tirer la juste conclusion selon Marx et Lénine (que nous formulerons ainsi : la forme de production agraire mercantile-petite-bourgeoise, c'est-à-dire kolkhosienne-populiste, marque un recul même par rapport au servage), ils retournent à leur dada habituel : montrer qu'il y a eu une forte augmentation de la production agricole et ce, grâce aux nouvelles mesures appliquées en dépit de « l'opposition du groupe anti-parti ». Il est bien entendu facile de faire ressortir que la production de 1958 (8 milliards de pouds (4) soit, 1.365 millions de quintaux) marque une très nette augmentation quand on la compare à celle de 1953 (819 millions de quintaux) année défavorable.

En tenant compte de ces nouvelles données, nous pouvons indiquer la production de céréales de 1950 à 1958 et la comparer à celle de 1913.

En millions de quintaux :

1913: 801 1954: 845 1950: 811 1955: 1.045 1951: 806 1956: 1.280 1952: 918 1957: 1.050

Dans l'économie marxiste la production de grain est une donnée fondamentale : c'est d'elle que dépend l'alimentation de base des masses prolétariennes. Les critiques bourgeois du marxisme ont exalté pour pouvoir affirmer que notre théorie était infirmée - l'élévation du niveau de vie des peuples du Nord capitaliste qui, au lieu de pain, mangent du saucisson et des produits de conserve. Que peuvent dire alors ces mêmes critiques quand, dans le pays du socialisme et maintenant du communisme, le prolétariat est encore en lutte pour une ration de pain vitale? Rien puisque l'affirmation est dans les faits.

Le prolétariat russe lutte contre la faim! En effet, l'armée de travail est passée, selon les statistiques officielles, de 36 millions en 1913 à 87 millions en 1955. Or, si l'on considère que la production céréalière est consommée par celle-ci nous avons un indice par habitant qui passe de 22 environ à 15,7 environ. Nous ne tenons pas compte de l'augmentation de population

entre 1955 et 1958.

On sait que le communisme, selon ses faux disciples de Moscou, n'est plus le fruit de la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial mais de l'émulation entre l'Est et l'Ouest. Tandis que toute l'opinion se laisse bercer par ce ronronnant rabâchage d'un socialisme « sans douleur », personne ne songe à se demander si cette « voie » n'est pas, en définitive, la plus terrible, pour les Russes comme pour toute la société. En effet, si, par une hypothèse absurde, le communisme pouvait s'instaurer à la suite d'une démonstration pacifique de ses mérites, si les grands pays de l'Occident capitaliste pouvaient s'y convertir grâce à l'exemple russe, cette imitation devrait être le fait du monde de l'Ouest copiant la Russie et non vice-versa. C'est exactement le contraire qui se produit. Non seulement le pays-pilote du socialisme, l'U.R.S.S. se met à plagier servilement la civilisation américaine mais, en accord parfait avec la doctrine stalinienne révisée et complétée par Krouchtchev, chacun des pays du camp «socialiste» a le droit de «rattraper» qui lui plaît dans le camp adversaire: l'U.R.S.S. a pris les U.S.A. pour point de mire mais la Chine a choisi la Grande-Bretagne.

Certes, on nous dira : ne soyez pas dogmatiques, vous verrez que nous rattrape-rons les U.S.A. dans le domaine agraire, c'est la tâche actuelle du socialisme. Vous voulez rattraper l'agriculture d'un pays capitaliste! Mais Marx a dit que le mode

de production capitaliste a tendance à faire diminuer la quantité de denrées alimentaires et celle des objets de consommation (par contre, il augmente celle des produits manufacturés). Prenons un exemple qui le prouvera. Aux U.S.A., car nous ne pouvions mieux choisir, le nombre de vaches par habitant n'a cessé de diminuer depuis la fin du siècle dernier. L'indice en est tombé de 0,24 en 1880 à 0,19 en 1955, soit une diminution de 21 %. Nous avons pris l'exemple des vaches pour éviter une critique facile qui consiste à dire que la diminution des bêtes de labour est liée à la mécanisation de l'agriculture, ce qui est vrai. Ou'importe Marx, nous répondra-t-on, nous rattraperons l'Amérique.

Le capitalisme tend à affamer l'humanité. Prolétaires, l'objectif qu'on vous assigne est celui de l'enfer capitaliste. Son point d'arrivée ne peut être le Communisme intégral, n'est-il pas aussi sûrement la Faim Intégrale ?

(1) Cité dans «Le Monde» du 28-1-59.

(2) Au XXI° Congrès du P.C. Russe. Krouchtchev n'a pas manqué de stigmatiser indirectement ce pessimisme littéraire lorsqu'il recommanda aux militants de «ne pas sousestimer le tort que cause l'influence bourgeoise à la jeunesse».

(3) « Economie et Politique » Nº 4, janvier

1959, page 59.

(4) Cité dans un article de «La Pravda», reprodukt dans le № 591 de la revue «Problèmes Economiques». 17-2-59.

# Le Congo Belge entre dans le front anti-impérialiste

Le 3 janvier, un journal bruxellois, « sérieux » et bien « informé », affirmait que tout était calme au Congo; le soir même la grande colère des noirs exploités, méprisés, basoués, éclatait.

Bourgeois à la conscience tranquille, petits boutiquiers ne voyant pas plus loin que leurs boîtes de conserves et leurs tiroirs-caisses, tous les bien-pensants de ce paradis des capitalistes qu'est restée la Belgique, prêtres onctueux et confits dans l'eau bénite, « socialistes » émasculés et dégoulinant d'humanisme, démocrates invertébrés, tolérants et charitables, tous se sont frotté les yeux et fourragé les oreilles en lisant leur journal et en écoutant leur poste de radio.

Car il a bien fallu qu'ils disent qu'un orage s'était abattu sur la « Colonie », les valets de plume de la bourgeoisie; au Congo la misère est grande, dans les cités indigènes; qu'à Léopoldville on compte 50.000 chômeurs parmi les noirs, soit un homme sur deux (en ne tenant compte que de la population active) ; qu'il n'y a ni allocations, ni secours d'aucune sorte prévus pour eux dans l'arsenal des lois, arrêtés et règlements sortis de la cervelle féconde et ingénieuse des ministres, dépu-tés et bureaucrates? Ils ont pensé à tout, l'Etat et les capitalistes, depuis les châtiments corporels jusqu'à la commission de censure chargée d'autoriser ou d'interdire la projection des films dans les salles fréquentées par les noirs. Il y a bien quelques petites questions qui ont été négligées, telle celle-ci : comment un sans-travail peut-il vivre et faire vivre les siens s'il ne dispose d'aucune ressource? Il a bien fallu justifier l'intervention des parachutistes, le « ratissage » des quartiers congolais, la mort de quarante-deux indigènes (c'est le chiffre officiel), l'arrestation des militants nationalistes. Alors, tout comme leurs confrères des autres pays, les baveux de la presse colonialiste ont découvert des meneurs ambitieux, des agitateurs venus d'Accra, des provocateurs sans scrupules. Dans Le Soir de Bruxelles — la modé-

ration faite journal, « neutre » s'il en fut, plus jésuite que toute la presse catholique réunie — un rédacteur (en chef peut-être?), s'inspirant de la méthode Coué, répète que les « incidents » (qu'en termes choisis ces choses-là sont dites...) de Léopoldville ne constituent qu'une < flambée ».

Belle flambée dont les tisons ont atteint non seulement les localités voisines, mais aussi Thijsville à 150 km. ; qui a nécessité le déplacement d'unités de la Force Publique et des parachutistes, l'envoi au Congo d'avions militaires de transport ; qui a provoqué la convocation d'urgence de la Chambre, «l'inquiétude» du roi et... la baisse des valeurs coloniales belges.

Pendant plus de trois jours les noirs de Léopoldville ont non seulement clamé leur haine à l'égard de ceux qui les exploitent mais ils l'ont encore appuyée par la violence. Car, c'est elle seule, en dépit des apôtres du pacifisme social, qui fait accomplir à l'humanité tous ses bonds en avant : ce n'est pas là une gratuite apologie mais une constatation qu'exige la plus élémentaire honnêteté politique.

## VIEUX MARX... JEUNE AMÉRIQUE

Il y a un siècle paraissait la « Contribution à la critique de l'économie politique » dans la préface de laquelle Marx formulait, pour la première fois, les lois générales du développement de la société humaine. Il donnait une brillante illustration de ses dires en étudiant cette « vallée de larmes > : le capitalisme, pour en déduire tous les phénomènes de super-structures. Lorsqu'on étudie une chose, on aboutit soit à l'aimer soit à vouloir la détruire. On n'étudie pas, et surtout pas Marx, pour faire pénétrer dans les différentes cellules de notre cerveau les différents éléments d'un argument. Ce n'est pas un processus de digestion, mais un processus de lutte. On connaît trop les fameuses citations sur la critique des armes et l'arme de la critique, pour qu'il soit nécessaire d'y revenir encore. Marx écrivait donc en lutteur, avec toujours à l'esprit le but grandiose : la révolution communiste internationale.

Depuis cette époque, le marxisme est un objet de connaissance (quelque chose à connaître, Dame Culture!) pour les uns, une arme pour d'autres. Pour certains c'est un « gros morceau à avaler » (qu'ils arrivent très rarement à digérer), pour les autres c'est l'outil indispensable à la destruction de ce monde. Nous laisserons de côté la dernière catégorie, de ceux, peu nombreux, pour qui le marxisme ne pose aucun problème, pour examiner ceux qui veulent rajeunir, ceux qui veulent corriger, ajouter ou, les derniers et les plus vulgaires, « rafistoler » une théorie qui leur semble un peu vieillie. Dans ce but - qui se veut louable - ils se posent de graves problèmes sans se rendre compte que, la plupart du temps, ils passent à côté du problème réel. C'est la quadrature sociale : comment remplacer une théorie qui explique l'ensemble de l'évolution de l'humanité par une série de recettes qui expli-queraient la réalité actuelle d'une façon plus vivante. Que l'histoire de la société tende au socialisme, tout le monde le sait. La plupart de ceux qui l'admettent et y aspirent ont pourtant le tort de s'en référer à l'actuelle Russie. Tous les chemins mènent à Moscou et il n'est pas un homme d'Etat bourgeois qui n'ait fait ou ne s'apprête à faire ce pèlerinage. Mais si c'est simplement la Russie qu'on admire il faut le préciser et ne pas parler, à ce propos, de socialisme. Ce qui est sûr c'est que la Russie imite l'occident, et qu'en occident la révolution prolétarienne n'a pas eu lieu. Il faut donc vérifier si le capitalisme, qui y subsiste, répond toujours à la critique de Marx et si la théorie de ce dernier est donc toujours valable.

Voici l'appréciation donnée par un professeur d'économie politique américain, dans un article intitulé: « Crise du Marxisme ». (1)

« Aucune des conclusions de Marx n'a été controuvée par l'histoire, ni même réfutée par les événements subséquents; l'histoire ne reste jamais immobile, et le capitalisme a, de toute évidence, subi un certain nombre de changements importants. Mais plus il change, plus il reste semblabe (qu'est-ce que cela veut dire sinon que nous sommes toujours dans le même mode de production, qu'aucun fait n'est apparu nécessitant une correction de la théorie : invariance du marxisme donc! N.D.R.), et, alors que la nature fondamentale a changé certaines de ses formes, cette nature irrationnelle est maintenant plus accentuée que jamais (cette nature irrationnelle réside dans l'existence de la classe ouvrière, N.D.R.). Par ailleurs, cette dernière ne s'est pas non plus manifestée comme étant un mal guérissable par l'utilisation d'un assortiment de médications prescrites de temps à autre par des réformistes de toutes sortes (2). Il est, aujourd'hui, comme au temps de Marx, une composante inhérente, un trait caractéristique de l'ordre capitaliste lui-même. Et que le socialisme représente la seule issue rationnelle pour sortir de l'impasse dans laquelle le capitalisme a mené l'humanité, a été démontré non seulement par le raisonnement théorique mais par une vaste somme d'expériences historiques.

 Cependant, comme il a été indiqué plus haut, le prolétariat des pays capitalistes avancés ne s'est pas développé de la façon prévue par Marx. Quelque mauvaise qu'ait été la situation il a été en mesure de s'élever au-dessus de la « misère inéluctable, ineffaçable et impérative » observée par Marx et qu'il pensait devoir s'accentuer avec le temps. »

Qu'on nous permette une halte. Engels, dès 1891, faisait remarquer qu'il est vrai que le standing de vie des ouvriers s'est amélioré, mais c'est l'incertitude de l'existence qui a augmenté. Que la bourgeoisie ait, ensuite, essayé de faire du prolétaire un bourgeois, en lui donnant une certaine réserve, cela n'infirme en rien la position d'Engels. La bourgeoisie, en effet, ne peut immobiliser le prolétariat qu'en le faisant participer, un tant soit peu, à ses avantages, afin de lui donner l'illusion que cette société est aussi la sienne. Sur le plan politique, on inculquera à l'ouvrier qu'il a une place dans la Nation, qu'il a une Patrie, Staline n'a-t-il pas dit que le prolétariat devait redresser le drapeau de la nation (drapeau que la bourgeoisie a laissé choir)? N'est-ce pas, actuellement, le but recherché de la propagande en France : isoler les ouvriers dans le cadre de l'entreprise et de la nation, contre les trusts internationaux, mais avec ceux qui exploitent, nationalement, les prolétaires? Mais, dira-t-on, vous citez côte à côte les nationalistes français et Staline! Celui-ci n'aurait donc pas été un marxiste? La route du Kremlin est-elle coupée?

Etant donné la dituation actuelle, il faudrait poser la question de la façon suivante : est-ce que, historiquement, le capitalisme peut assurer une existence sûre au prolétariat (nous voulons parler ici de la classe et non du prolétaire Jean, Pierre ou Paul)? Au lieu de cela on dit que :

« Bien que son existence sociale et culturelle soit en essence aussi inhumaine qu'à l'époque de Marx, il n'a pas, et de loin, «acquis la conscience théorique de sa perte» et a tendu à succomber à l'idéologie bourgeoise et à s'adapter à sa dégradation. Ce que Marx n'a pas apprécié, en d'autres termes, c'est l'intensité et la rapidité avec laquelle le caractère irrationnel du capitalisme donnerait naissance à un mouvement suffisamment puissant pour entraîner une transformation socialiste de la société. >

Une telle appréciation du développement de la conscience de classe est purement métaphysique et mécaniste, supposant qu'à une exploitation donnée doit correspondre, obligatoirement, une forme de libération consciente.

Ici encore, pour être rigoureux, il faut

répondre aux deux questions suivantes :

l° Quel est le but du mouvement politique de la classe ouvrière, et, au travers de quel organe pourra s'effectuer une transformation de l'existence de cette classe?

2° Est-ce qu'une crise ne détruirait pas cette « adaptation à sa dégradation » ?

La libération de la classe prolétarienne est le but immédiat, c'est-à-dire celui qui, par la révolution, s'actualisera, se matérialisera le plus dans la chair de millions de prolétaires (ne serait-ce qu'au travers de la diminution de la journée de travail) ; mais à travers cette libération c'est celle de l'Humanité tout entière qui sera effectuée. Un tel processus ne peut pas se réduire à une simple émeute, à un simple déchaînement de violence. Pour avoir une quelconque chance de succès, il faut un organisme qui soit capable de diriger toutes les révoltes particulières des prolétaires pour les hausser à une révolte générale contre l'ordre existant. Un organisme dépositaire de toutes les luttes antérieures et de la théorie intégrale. Nous pouvons demander à l'auteur de l'article, si la révolution russe n'a pas été un bel exemple de lutte du prolétariat pour transformer la société. Or, au cours de cette révolution, il y eut un personnage fort important : le Parti Bolchevik. Ce dernier était justement l'organisme dont nous voulions parler, c'est-à-dire un parti de classe intransigeant.

« Ceci, c'est du passé », nous répondrat-on, « maintenant le prolétariat est amorphe, il s'est adapté ». Mais la crise, la crise est-elle éliminée? La catastrophe prévue par Marx n'aura-t-elle pas lieu? Les «dignitaires » de Moscou nous disent qu'il en est ainsi : les guerres sont évitables. Or, qu'est-ce que la guerre pour le marxiste? C'est le moyen bourgeois de résoudre la crise. Et la révolution, alors? C'est la façon dont le prolétariat mettra fin à ce régime économique qui engendre crise sur crise, guerre sur guerre, violence sur violence (ce n'est pas nous qui répondons, c'est Lénine, voyez « Le socialisme et la guerre »). Y aura-t-il encore des guerres? Il suffit de lire n'importe quel journal confi en démocratie pour se rendre compte que tout le monde croit en la «future». Donc il y aura une crise. Ceci est absolument certain, et nous pouvons caractériser tous les pleurnicheurs en marxisme, les vains agitateurs de poussière anti-marxiste, les dénicheurs de vieilles trouvailles, comme étant incapables d'atten-

dre la crise.

Notre auteur, au lieu de chercher dans cette voie, passe à la découverte : crise du marxisme? Oui, puisque d'un côté l'incertitude de l'existence du prolétariat a augmenté (un jour il peut perdre toutes ses illusions de réalité bourgeoise : frigidaire, voiture, participation aux actions de l'entreprise (3) et que, de l'autre, il n'existe pas de « mouvement puissant pour entraîner une transformation socialiste de la société ». Et il nous fait un aveu : « c'est à Lénine que fut donné d'assimiler pleinement l'essence de la méthode marxiste. Pour se livrer à l'anaylse de l'impérialisme et à l'appréciation entière du rôle crucial joué dans ce système par l'affaiblissement des peuples habitant les pays coloniaux, dépendants et sous-développés, il a brillamment appliqué cette méthode à la réalité du vingtième siècle. La crise du marxisme sera surmontée par une poursuite de la recherche dans cette direction.

La crise du marxisme date donc de la disparition de Lénine. Cela veut dire que la ligne marxiste s'arrête avec ce dernier, qu'il n'y a pas de continuité de Marx-Engels-Lénine à Staline Krouchtchev. Il fait une théorie de cette discontinuité, pour dire qu'il y a crise. N'a-t-il pas raison pour la première partie de l'affirmation? Rappelons brièvement quelques 1917 (octobre) : le prolétariat prend le pouvoir et fait ainsi une double révolution (révolution anti-féodale et anti-bourgeoise). mais, étant donné l'économie arriérée de la Russie, on ne peut pas passer directement au socialisme. Le parti doit garder le pouvoir en attendant la révolution en Occident qui permettra à la Russie d'accéder au socialisme. 1926 : c'est la théorie stalinienne du socialisme en un seul pays (qui était féodal), mère de toutes les déformations, de toutes les falsifications, du triomphe de Krouchtchev au XX. Congrès avec sa théorie des voies nationales au socialisme - et ce, d'une manière pacifique - mère de la stupidité théorique qui veut faire passer comme passage au socialisme, une généralisation du mécanisme mercantile dans l'agriculture (bulle de Krouchtchev).

Notre auteur n'est pas le seul à poser le problème ainsi (d'autres sont plus lyriques et parlent d'enterrer le socialisme). Mais soyons sérieux, il ne faut pas confondre défaite matérielle du prolétariat avec défaite de la théorie. En définitive, il sont tous restés prisonniers de la parabole: un homme qui s'était blessé avec un coucau jette ce dernier en l'injuriant comme étant un instrument du diable. Si vous

jetez le couteau, vous serez encore plus désarmés devant ce dernier.

S'ils font, consciemment ou inconsciemment une théorie de la discontinuité entre Lénine et Staline-Krouchtchev, il est un autre courant qui affirme la continuité du marxisme de Marx-Engels-Lénine aux quelques éléments qui le composent et ce parce que le marxisme est toujours valable. C'est parce qu'il est invariant qu'il faut, invariablement, rejeter (sans condamnation, il n'est pas besoin du diable!) tous ceux qui veulent en modifier une virgule.

Nous avons ici un bel exemple de critique, honnête et bourgeoise, d'une situation. Comme toujours, ce genre de critique ne fait qu'envisager l'aspect négatif, sans jamais indiquer la voie vers la solution, sans affirmer jamais la société nouvelle qui détruira l'ancienne. Le marxisme est une critique de la critique (4). Il reprend les critiques faites à l'ordre existant et les porte au crible de son analyse. Il montre que la critique, aussi bien que la chose critiquée, sont deux aspects d'une même réalité. La véritable critique est la critique qui fonde. Que voulons-nous fonder, nous prolétaires? La société communiste. Pour accomplir cette tâche il faut, nous l'avons dit, un parti de classe international.

De petites crises surviendront avant la catastrophe prévue par Marx. Elles porteront les ouvriers sur un terrain de classe. Elles détruiront leurs illusions pour les ramener dans la vie réelle. Déjà, dans la vieille Europe, les forces démocraticoréformistes s'usent et ne peuvent retenir les élans spontanés du prolétariat. En Amérique, le prolétariat est depuis longtemps imbibé d'opium mercantile, c'est un vieux problème. Là aussi le chemin vers la transformation de la société, vers la destruction du monstre sénéscent (non pas parce qu'il n'est plus capable de se développer, mais parce qu'il a accompli tout son cycle social nécessaire, et que les formes superstructurelles qu'il produit sont des formes de société décadentes) est le même. Dans la vieille Amérique, la théorie marxiste garde toute la vigueur de la jeunesse : jeune Marx... vieille Amérique.

<sup>(</sup>II) Cahlers Internationaux No 101.

<sup>(2)</sup> Une condamnation du réformisme, ça se souligne !

<sup>(3)</sup> La bourgeoisie est devenue plus matérialiste. Au lieu de donner seulement l'illusion par la vie future (du côté de chez Jean) elle fait de cette vie réelle une illusion (du côté de chez Sam).

<sup>(4)</sup> Et non une simple critique, comme le dit l'auteur de l'article ché.

# Sommaire du N° précédent :

(N\*. 6 - Janvier - Mars 1959)

Editorial

La déchéance du parlementarisme

A propos de la polémique russo-yougoslave

Le rôle du parti dans la révolution russe (2º partie)

Notes d'actualité:

Promotion de l'Afrique
Encore le P.C. et la question coloniale
Les lendemains qui chantent de la Belgique joyeuse
La réforme de l'enseignement en Russie
A propos du plan septennal soviétique

## Envoi franco des six numéros parus jusqu'ici contre paiement en mandat-poste de la somme de 1.200 Frs à verser à F. GAMBINI, C.C.P. 2202 22 Marseille

# A paraître aux prochains N° :

La question algérienne L'Afrique en marche L'évolution du capitalisme mondial La méthode dialectique Le programme de la société communiste

#### SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 3. — Lachambre, 8.000; Béatrix, 8.000; B.M., 16.000; Dottore Tino, 8.000; des Abstentionnistes en hommage au siège perdu par Duclos, 3.000; Le Métèque, 1.000; Ouvrier belge, 2.000; deux Sympathisants, 500; Lecteur éloigné, 500; Vieille Connaissance, 500; en souvenir des vieux militants, 1.000; pour que vous continuiez, 500.

Total liste N° 3	49.000 fr.
Total liste N° 2	23.720 fr.
Total liste Nº 1	32.090 fr.
Total de la souscription permanente	104.810 fr.

ABONNEMENTS ANNUELS (4 n°) ordinaire: 700 frs

de soutien : 2.000 frs